

سكنا من الامم

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE



FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

MERCREDI 24 JUILLET 1991

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14458 - 8 F



Vingt morts en Slavonie

Les tensions redoublent en Yougoslavie

Entre guerre et paix

La crise slovène, temporairement réglée avec la départ des troupes fédérales de la République, en cacheait une autre, plus grave, et qui risque, elle, de dégénérer en véritable guerre civile entre les communautés serbe et croate. Les combats qui se sont déroulés, lundi 22 juillet, dans l'est de la Croatie, en Slavonie, région «mitée» composée pour 20 % de Serbes et pour 80 % de Croates, ont fait en une seule journée vingt morts. Ce qui porte déjà à une quarantaine, en une semaine, le nombre de victimes des affrontements ethniques dans la deuxième République de la Fédération qui, comme la Slovénie, a déclaré son indépendance le 25 juin.

Les trois villages où se sont produits les affrontements ont été transformés en véritables champs de bataille avec attaques à la grenade et au mortier. En raison de cette dégradation soudaine, mais prévisible, de la situation, le président de la République de Croatie, M. Franjo Tudjman, a demandé à son peuple d'être prêt à une guerre généralisée. «La Croatie est menacée, a-t-il ajouté, nous devons tout pour la sauver. Nous ne voulons ni de la Grande Serbie, ni de la Yougoslavie, comme certains la veulent.»

CONTRAIREMENT à la Slovénie, ethniquement homogène, la Croatie compte 4,7 millions d'habitants, dont - selon le recensement d'avril dernier - 12,2 % de Serbes. Cette population est concentrée sur les pourtours sud et est de la République et refuse de faire partie d'une Croatie indépendante. Elle a été même construite en région autonome sous le nom de Krajina et a proclamé son rattachement à la République-mère de Serbie.

La tension n'a cessé de croître dans ces régions où s'engagent la plus souvent mêlées. Les risques de déflagration peuvent entraîner tout le pays dans une spirale de violence susceptible de briser le peu qui reste de bonne volonté chez les divers acteurs du drame yougoslave. Le président Tudjman est catégorique. Pas question de lâcher un pouce de territoire. Non rétrograde à l'expansionnisme serbe et aux sombres desseins des communistes nouveaux en matière, au pouvoir à Belgrade.

M. TUDJMAN a donc claqué la porte de la réunion au sommet des dirigeants yougoslaves, lundi à Ohrid, en Macédoine. En compagnie du chef de l'Etat, le Croate Stjepan Mesić, il a refusé de signer une déclaration de paix qui ne posait pas comme préalable le retour des troupes fédérales dans les casernes qui stipulaient les récents accords de Brioni, conclus avec la «troïka» européenne. Puisqu'il y avait une armée fédérale, dominée par les Serbes, soutient-il, il refuse la démobilisation de la garde nationale croate.

Faut-il donc croire M. Momir Bulatović, le président de la République du Monténégro, qui, avant la réunion d'Ohrid, avait déclaré : «Nous n'avons le choix qu'entre la guerre et la paix? La Communauté européenne paraît en tout cas bien impuissante face à ce déchaînement des passions. A cette montée exacerbée des nationalismes dans ce bouillonnement de conflits qui est devenue la presque défunte Yougoslavie.

La Banque d'Angleterre sur la sellette

L'affaire de la BCCI déstabilise M. Major

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) se politise et ébranle l'autorité du premier ministre britannique, M. John Major a dû se défendre lundi 22 juillet devant les Communes, lors d'une séance houleuse.

De son côté, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, devait être entendu, mardi 23, par la Commission des finances de la Chambre sur le comportement jugé trop passif de l'institut d'émission à l'égard de la BCCI.



Lire page 14 les articles de DOMINIQUE DHOMBRES et de MARC ROCHE

Avant la réponse d'Israël aux propositions américaines

Les Palestiniens au centre des tractations

Le directeur général de la présidence du conseil israélien, M. Yossi Ben Aharon, a vivement critiqué mardi 23 juillet M. Scowcroft, proche conseiller du président Bush. M. Scowcroft avait affirmé la veille que Washington attendait une réponse d'Israël à ses propositions de paix avant la semaine prochaine. Selon M. Ben Aharon, Jérusalem n'entend pas «précipiter les choses». Avant de répondre, Israël souhaite avoir des assurances quant à la composition de la délégation palestinienne qui participerait à une conférence de paix.

JÉRUSALEM
correspondance

A ce stade du processus de paix, M. Itzhak Shamir a posé une nouvelle équation : la réponse positive d'Israël aux propositions américaines dépend du règlement de la question de la représentation palestinienne aux négociations. Autrement dit, le cabinet israélien ne fera savoir qu'il est prêt à accepter toutes les modalités de la conférence de paix - avec notamment la présence d'un représentant de l'OLP - que lorsqu'il aura accordé son accord avec les Etats-Unis sur la liste des Palestiniens appelés à faire partie de la délégation jordanienne. Ce qui, en clair, pose

l'inextricable problème de la présence sur cette liste d'une personnalité de Jérusalem-Est.

Est-ce pour M. Shamir une manière, comme on l'a souvent accusé, de louvoyer et de faire traîner les choses? Il faudra attendre pour le savoir. Mais tout semble indiquer dans le comportement et les déclarations depuis lundi du premier ministre israélien que, cette fois, il a le sentiment d'avoir réussi à conduire Israël au seuil d'un événement spectaculaire : des négociations directes avec les pays arabes.

HENRI BAINVOI

Lire la suite
et l'article de MICHEL DEURE
page 3

Connivences politico-boursières à Tokyo

La démission de deux dirigeants de Nomura met en évidence la collusion entre milieux d'affaires et politiques

TOKYO

de notre correspondant

Assumant sa responsabilité dans ce qui devient le plus grand scandale de l'histoire de la Bourse au Japon, le président du conseil d'administration de Nomura Securities, M. Setsuya Tabuchi, a démissionné de ses fonctions, lundi 22 juillet. A la tête de la première maison de titres du Japon - et du monde par la capitalisation, - M. Tabuchi avait récemment annoncé qu'il était prêt à révéler devant la Diète ce qu'il savait. Une rumeur insistante veut qu'il ait été contraint à démissionner pour éviter d'impliquer, par ses révélations, des personnalités du monde politique.

Le vice-président du conseil d'administration de Nomura, M. Yoshihisa Tabuchi (sans relation de parenté), qui avait déjà quitté ses fonctions de président le 24 juin, a aussi remis sa

démission. Non seulement le scandale des dédommagements accordés par les quatre grandes maisons de titres nipponnes à leurs clients institutionnels s'étend, mais il prend désormais un tour politique qui pourrait en faire une nouvelle affaire Recruit (délits d'initiales dans lesquels étaient compromises les principales figures politiques, qui entraînera la chute du cabinet Takeshita en 1989).

Une nouvelle fois, la grande

question est de savoir jusqu'où la lumière sera faite. Les résistances des autorités à la convocation devant la Diète des présidents des maisons de titres concernées, qui risquent de donner lieu à un débâcle que les milieux politiques souhaitent éviter, sont symptomatiques de l'ampleur potentielle de l'affaire.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 3

Contre la logique d'amertume

Face à l'hégémonie américaine, la France doit se consacrer à la révision des rapports Nord-Sud

par André Mandouze

«Il est certain que régler les problèmes pendants, tous brûlants, du Moyen-Orient (...) sera la logique d'une victoire qui ne sera pas amère.» Cette déclaration de François Mitterrand, lors de son intervention télévisée du jour de la fête nationale, invite les Français, pour qui il n'est pas Dieu mais leur élu, à des réflexions aussi graves que salutaires. A n'en pas douter, cet homme qui, pour sa part, maîtrise à la perfection la langue française, a senti qu'il était temps, si ce n'est de dire de façon abrupte, du moins de suggérer que, pas plus qu'une masse sans cesse grandissante de ses concitoyens, il n'était dupe.

Ce 14 juillet dernier, en effet, il y avait exactement cent quarante jours que, à la veille de l'attaque massive et décisive pour le sort du Golfe, le premier des Français leur avait déclaré, dans un autre entretien télévisé et sur un ton particulièrement solennel : « Dès que nous en aurons fini, je l'espère, je l'espère vite, il faudra bien parler de l'Irak, il faudra bien que l'Irak vive, il faudra bien qu'il vive en paix, il faudra bien parler du Koweït, il faudra réparer le mal,

il faudra parler du Moyen-Orient, il faudra parler des autres conflits, parler du conflit israélo-arabe, il faudra parler du conflit ou plutôt de la situation du Liban, il faudra parler de tout ce qui touche à la paix dans cette région du monde et partout ailleurs. »

J'entends d'ici les lepnistes de tout poil (le poil prétendu de gauche n'étant, hélas, pas exclu) essayer de se faire passer pour cultivés en ricanant : Verba volant, scripta manent. Comme si, voleot un jour devant un micro, les mots n'étaient pas des lemmes transcrits dans le journal! A preuve...

Loin de moi, qui ai professionnellement analysé et défendu toute ma vie les valeurs d'une vraie rhétorique mise au service des grandes causes, loin de moi en tout cas l'idée de traiter comme du verbalisme ces neuf ou dix variations portant sur des formules répétées et sonnant comme des engagements du plus haut magistrat de la République : « Il faudra... », « Il faudra bien... », « Il faudra parler... »

Lire la suite page 2
André Mandouze est professeur honoraire à la Sorbonne.

TAHAR BEN JELLOUN



TAHAR BEN JELLOUN
Les Yeux baissés

ROMAN

EDITIONS DU SEUIL

EDITIONS DU SEUIL

M0147 - 0724 0 - 6,00 F



A L'ETRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 5 DH; Tunisie, 700 m; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 25 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 485 F; France, 6,00 F; Grèce, 220 DR; Italie, 1,20 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 450 F; Suède, 15 KRN; Suisse, 1,80 S; USA, 60¢; 2,5 \$; USA (other), 2,50 \$.

DÉBATS

L'après-Golfe

Contre la logique d'amertume

Suite de la première page

Ce qui confirme, à coup sûr, le sérieux de ce pacte ainsi conclu implicitement avec la nation, ce sont justement les propos du 14 juillet où, après avoir fort caustiquement répliqué à son interlocuteur qu'une victoire vaut mieux qu'une défaite, le chef de l'Etat a loyalement reconnu, dans la même phrase, que cette victoire était « un peu amère ».

Puis, comme pour exorciser cette tare et lui contester d'être originelle, il a subtilement substitué la « logique de la victoire » à la « logique de la guerre », non sans reconnaître encore une fois que les « problèmes, tous brûlants, du Moyen-Orient » sont causés, n'étant pas « réglés », de l'« amertume » ressentie.

Le fait est que, en cent quarante jours, le verbe présidentiel est passé du futur « il faudra... » au conditionnel « il serait logique... ». Si je peusse permettre de rappeler un souhait qui était loin d'être simplement personnel et que j'avais exprimé ici même, le 16 février, sous le titre « On voudrait comprendre », je suis du même coup amené à reconnaître que le laps de temps écoulé s'est chargé de faire comprendre à tous bien des choses, et que l'espoir d'un sursis suscité par les « il faudra... » du 24 février, n'a pas peu contribué à alimenter rétrospectivement l'amertume qui n'a pas pu ne pas percer le 14 juillet. Il n'est pour en convenir — vieux réflexe de professeur — que de reprendre posément, phrase par phrase, le texte le plus ancien.

« Il faudra bien parler de l'Irak », nous avait-on promis. Certes, car, même si les médias sont moins dits que pendant les hostilités, on parle de fait, ou plutôt on reparle de l'Irak. Mais s'il en est ainsi, c'est parce que, tout à l'opposé des vœux présidentiels naguère exprimés, George Bush et ses alliés ont semblé ces temps-ci vouloir préparer l'opinion mondiale à une reprise possible, même si elle est limitée, des opérations militaires relativement à certaines installations nucléaires. Autant avouer par là même que, si meurtrière qu'elle ait été pour les Irakiens, la phase guerrière n'a rien « réglé », puisque Saddam Hussein est soupçonné d'avoir, comme devant, continué à enrichir son arsenal. Signe que la formule « dès que nous en aurons fini, j'espère, je l'espère vite » de la fin février prend aujourd'hui une allure beaucoup plus... désespérante que rassurante. En effet, même si l'on ose pas dire son nom, un nouvel ultimatum se profile et — pour cause de contestations sur ce point ou sur un autre, des accords conclus — un nouveau compte à rebours n'est pas à exclure, avec son cortège subséquent de morts essentiellement irakiens, lequel, plus ou moins qu'il n'est fait pour troubler le maître de l'Irak.

Disproportion entre délit et châtiment

« Il faudra que l'Irak vive », je ne sache pas que le patriotisme du général Gallois soit à mettre en question. Il n'empêche que, après enquête sur le terrain, cet expert conclut que « l'après-guerre pourrait être plus de victimes que (...) cinq semaines de bombardements ». Tout en laissant à l'histoire le soin de « juger », il suggère sans détours que l'enseignement de cette dernière risque d'être le suivant : « Entre le délit — l'invasion du Koweït — et le châtiment — la destruction de l'Irak

et la souffrance de sa population, — la disproportion a été flagrante. »

« Il faudra que l'Irak vive en paix », précisait encore le président. Or, si le drame des châtiments irakiens, de toute façon, fort peu intéressé la plupart des médias, et si le terrible épisode de l'exode des Kurdes est, un peu moins qu'hier, l'occasion de clironner que les coalisés ont su parachuter sur le pays autre chose que 90 000 tonnes de bombes, un fait est certain : les objectifs économiques ayant été atteints bien plus sûrement que, sur le terrain, les objectifs proprement militaires, et cent mille à deux cent mille irakiens (on se garde bien d'approfondir) ayant été rayés de la carte, les sanctions qu'on n'avait pas jugées suffisantes pour se dispenser de recourir à la guerre continue, non pas à affecter gravement Saddam Hussein, mais à s'exercer inexorablement contre les populations, et notamment les enfants, d'Irak.

« Il faudra bien parler du Koweït », nous avait-on rappelé, un peu comme si, en opérant malgré les promesses bien au-delà de ses frontières, on avait effectivement quelque peu oublié cet autre peuple pour la défense d'un — faisant en même temps de lui le symbole du droit international à restaurer et/ou à instaurer sur nouveaux frais — on avait pu les armes et eu en avoir du même coup laissé entrevoir un régime un peu moins autocratique. En fait, il n'a été jusqu'à présent question que de règlements de comptes, qu'il s'agisse de ceux qu'on lui laisse faire sur son sol sans qu'on parle ici d'un droit quelconque d'ingérence des alliés, qu'il s'agisse de ceux dont, à l'extérieur, on prépare la réalisation en devises fortes à l'occasion de juteux marchés de reconstruction dont les Etats-Unis n'ont jamais nié devoir être les principaux bénéficiaires.

« Il faudra parler du Moyen-Orient. » Sur ce point, on peut admettre que, si « parler » ne signi-

fie vraiment qu'entretenir des conversations et répéter qu'on en entretient, nous voilà bien servis. James Baker en est à sa cinquième tournée dans la région et, chaque fois, le même scénario risque de se reproduire : dès lors qu'il a cru constater du côté arabe quelque concession et en est venu à espérer quelque ouverture de paix, il a été presque aussitôt renvoyé au rouet comme si ses initiatives bafouaient pratiquement le souvenir de la Shoah et comme s'il avait oublié en chemin la situation géographique d'Israël. C'est ce qui fait aussi que le « il faudra parler du conflit israélo-arabe » de François Mitterrand a été sans cesse, réduit à n'être qu'une clause de style aussi inévitable dans les déclarations diplomatiques qu'est redictelement inefficace le rappel, dans les mêmes discours, du droit des Palestiniens à disposer d'un sol dont la place intangible reste décidément de l'ordre du mystère onusien.

« Il faut parler du conflit ou plutôt de la situation au Liban. » La rectification de la formule opérée ici par François Mitterrand est des plus intéressantes. Parler de « conflit » au Liban pourrait en effet conduire à ce que l'ONU se découvre — à l'inverse de ce qui vient d'être relevé — comme ayant là son mot à dire, tandis que le terme de « situation » rappelle plutôt ce que, si pudiquement, on a souvent qualifié, entre 1954 et 1962 des termes, « événements d'Algérie ». En attendant, la Syrie peut, aussi impuissamment qu'Israël, œuvrer dans le secteur.

Réparer le mal

J'arrête là cette « réécriture » d'un programme spontanément esquissé, voilà déjà quelque cinq mois, par le président de la République, programme justifiant aujourd'hui — comme par choc et retour de faits particulièrement récents — une amertume perçue comme diffuse et qu'il a eu le courage, le 14 juillet, de reconnaître partager avec une partie notable de ses concitoyens. Sa formule globalisante « il faudra réparer le mal » résume bien l'enjeu — incontestablement encore plus éthique que pratique — qu'il s'agit de fixer le 24 février, tout en commentant alors, selon une maxime qui lui est chère,

Le massacre continue

par René Dumont

DEUX morts de guerre français, deux cent cinquante morts de guerre américains. Deux cent cinquante mille Irakiens, estime-t-on, c'est bien là le caractère d'une guerre coloniale, nous dit Dominique Jaurès. Mais le massacre n'est pas fini, il se prolonge tous les jours. Du côté des Kurdes, c'est bien connu. On parle moins des châtiments du Sud réfugiés dans les marais. Et moins encore du peuple irakien, des enfants privés de vaccin, d'une population privée d'eau potable, d'une malnutrition qui ne cesse d'aggraver. C'est le résultat de l'embargo et presque aucun responsable ne parle de le supprimer.

Dans le Corne de l'Afrique, trente millions de personnes sont en grand danger. Il y faudrait au minimum 35 millions de dollars de céréales, et on a bien du mal à les rassembler. D'où peut-être un ou deux millions de morts dans les mois qui viennent. 35 millions de dollars, ce n'est jamais que 1/30 000 des dépenses militaires

mondiales qui dépassent 1 000 milliards de dollars par an. Mettre fin au semi-génocide du peuple irakien coûterait beaucoup moins cher. Il suffirait d'alléger ou de réduire l'embargo, en commençant par les médicaments, les produits alimentaires essentiels, et tout ce qu'il faut pour réparer les installations d'eau potable, les centrales électriques, et quelques-uns des ponts et des routes. Quo tout cela ait été détruit en priorité est une honte, les Nations unies ne l'avaient pas autorisé.

En nous associant à ces massacres, le président François Mitterrand nous a déshonorés. En prolongeant l'embargo, il accentue nos responsabilités. Je ne sais pas ce qu'on pensait les Français qui ont assisté au défilé militaire du 14 juillet. Il est vrai que la plupart d'entre eux étaient mal informés de la situation. Pourquoi les journaux et les médias continuent-ils à taire cette intolérable situation ?

René Dumont, agronome, est notamment l'auteur de L'Afrique noire est mal partie.

sur un délai raisonnable de « temps donné au temps ».

Sans doute François Mitterrand a-t-il pris conscience, en ce « rendez-vous de juillet », qu'il ne fallait pas attendre plus longtemps le bon vouloir de ses partenaires. Sans doute a-t-il pensé qu'il ne serait pas tenu pour quinze même si un 14 juillet aussi brillant que fugace permettait d'accéder à Paris plus particulièrement les soldats d'une division qui avait, au feu, fait ses preuves. Sans doute enfin a-t-il compris qu'il ne suffirait pas d'avoir voulu, en ce jour, intégrer cette unité d'élite dans la fresque patriotique qui fait de la prise de la Bastille le prototype de la prise de toutes les bastilles du monde. Il est cependant le mieux placé pour savoir que — bien que considérables mais parce que mal mis en relief par leurs auteurs — les acquis de la décennie Mitterrand représentent, face à une opposition qui n'a jamais caché vouloir le démanteler, un bastion sans doute républicain, lui, mais encore passablement fragile.

Face à ces périls qui n'ont cessé de s'accroître en dépit du consensus trompant qui a paru marquer la phase guerrière du conflit du Golfe, une seule issue existe à une situation dans laquelle tous les problèmes, intérieurs et extérieurs, s'imbriquent et interfèrent.

Cette issue, ou plutôt cette décision, revient d'autant plus incontestablement au président de la République que celui-ci, au cours de la période la plus dramatique de ces derniers mois, a plusieurs fois justifié l'option la plus grave en disant à plusieurs reprises que, pour avoir droit à la parole à la fin de la guerre, il était indispensable que la France démontrât avoir su « tenir son rang » à l'occasion de cette dernière.

A François Mitterrand donc de prendre personnellement au plus tôt une initiative conforme à ses promesses et à la mesure du « rang » revendiqué. Tourment résolu le dos à la guerre, cette initiative devrait désormais aller dans le sens de l'esquisse que, lors de la réunion du G 7, il a tenu à donner plus particulièrement en faveur des pays les plus déshérités. Façon comme une autre d'achever de remplir son programme du 24 février et de montrer finalement que non seulement « il faudra parler de tout ce qui touche à la paix dans cette région du monde », mais aussi que, bien décidée à poser des actes, la France entend dès à présent « parler de tout ce qui touche à la paix... partout ailleurs ».

Face aux prétentions hégémoniques des Etats-Unis d'Amérique, l'Europe est à ce prix, cette Europe à laquelle François Mitterrand n'arrête pas de travailler, mais qui, ainsi qu'il paraît l'avoir pressenti en parlant de « l'ailleurs », ne se fera qu'avec l'entente de l'Est et de l'Ouest et une révision totale des rapports Nord-Sud. Quant à la vocation personnelle de la France dans cette nouvelle synergie, elle est inséparable d'un Magreb reconnu comme véritable partenaire et d'un Moyen-Orient rééquilibré en application des droits de l'homme et du droit des peuples à disposer réellement d'eux-mêmes.

A défaut de pouvoir véritablement « réparer le mal » représenté par ces guerres dont Jean-Paul II eut raison de dire, à l'occasion de celle du Golfe, qu'elles sont des « aventures sans retour », un tel parti pris de paix dans le monde pourrait au moins, à l'avenir, éviter de recourir aux armes sous quelque prétexte que ce soit, à ces armes qui massacrent toujours les peuples, mais épargnent généralement les tyrans.

ANDRÉ MANDOUZE

BIBLIOGRAPHIE

Plaidoyer pour une économie écologique

ÉCONOMISER LA PLANÈTE

par Claude Allègre

Éditions Fayard.

« Le Temps des sciences ».

381 p., 120 F.

La démographie galopante, les pollutions qui envahissent tout notre environnement, la consommation érotisée de matières premières. Tout doit nous inciter à « économiser la planète » et c'est ce dont Claude Allègre veut convaincre ses lecteurs. Ceux-ci ne doivent ni être des ultra-optimistes qui pensent que tout s'arrangera et que l'on peut donc continuer à vivre et à se développer sans précautions particulières comme on l'a toujours fait ; ni des catastrophistes qui veulent arrêter toute utilisation des énergies et revenir quasiment à la vie dans les cavernes et à l'économie de cueillette.

Claude Allègre prône sagement la recherche de l'équilibre, d'un « nouveau » type de développement combinant progrès technique et protection de la nature, qui transformera les sociétés industrielles existantes et fournira un nouveau modèle aux pays pauvres. Même si « cette ambition apparaît à la fois comme démesurée et absolument nécessaire ».

Pour étayer ses propos, Claude Allègre, qui est un géochimiste de renommée internationale, passe en revue les diverses sources de pollutions (plomb, mercure, cadmium, bixyde de soufre, oxyde nitreux, oxyde de carbone, etc.). Il expose les problèmes de l'ozone stratosphérique et ceux des ressources en eau. Ce qui lui permet, au passage, d'expliquer les divers mécanismes du fonctionnement de notre planète, de la chimie de l'atmosphère et de l'océan à la circulation atmosphérique et océanique.

L'homme modifie-t-il le climat ? Là, Claude Allègre expose la perplexité des scientifiques, les incertitudes qui règnent dans les domaines du cycle du carbone et des variations naturelles du climat et les insuffisances des connaissances.

La dynamique de la Terre

Où le nécessaire absolue d'amplifier l'effort de recherche scientifique pour mieux comprendre. C'est sans aucun doute la priorité. Cette action devrait nous fournir des résultats décisifs d'ici quinze à vingt ans. Il faudra ensuite apprendre à nous adapter à un certain nombre de conditions nouvelles qui, de toutes manières, nous atteindront : augmentation de température, sécheresse accrue dans certaines zones, montée limitée du niveau des mers. La technologie moderne permettra d'y faire face, à condition de s'y préparer.

Autres dangers auxquels nous sommes confrontés et qui sont plus immédiats, plus brutaux et donc plus spectaculaires qu'un éventuel et lent réchauffement de la planète :

les catastrophes naturelles « dont le nombre de victimes semble (...) augmenter d'année en année » — ne serait-ce qu'en raison de l'augmentation de la population — et qui se produisent dans certaines zones que l'on pourrait dire apérialisées dans les diverses sortes de désastres meurtriers et coûteux. Rien ne peut, évidemment, empêcher une catastrophe naturelle de se produire. Et, dans l'état actuel des connaissances, il est pratiquement impossible de prévoir avec précision le plupart des désastres naturels.

Maïs on connaît les zones sujettes aux catastrophes naturelles. Cela nous vaut des explications claires sur la dynamique de la Terre et surtout sur les moyens de limiter les dégâts humains et matériels, c'est-à-dire sur la prévention.

La dynamique de la Terre est responsable de la plupart des catastrophes naturelles. Mais elle est aussi à l'origine de la formation des gisements exploitables de ressources minérales. Ce qui permet à Claude Allègre d'aborder d'expliquer cette formation, ensuite de s'interroger sur l'abondance et la durée de ces ressources qui, depuis une vingtaine d'années, sont sources d'inquiétude.

Ici, je glisserai un souvenir personnel qui s'accorde parfaitement avec les propos de Claude Allègre. En 1948, j'ai été approuvé à la Sorbonne, pour le certificat de géographie générale, qu'il n'y avait plus de pétrole que pour dix ans ! Après avoir énuméré quelques chiffres concernant les réserves de diverses matières premières, Claude Allègre rassure ses lecteurs : « Tous ces chiffres sont inquiétants. Heureusement, ils sont sans doute faux. Car chacun triche : les compagnies minières ne tiennent pas à évaluer les réserves réelles (...) ; les pays producteurs associent en cartels ou en groupements (...) ».

Maïs Claude Allègre oublie un facteur essentiel : le prix des matières premières. Lorsque ce prix augmente, les réserves économiquement exploitables augmentent aussi forcément. Ce qui ne nous dispense pas, bien sûr, de mieux étudier les géologies régionales et d'améliorer les techniques d'extraction et de traitement des minerais ainsi que celles du recyclage des métaux déjà utilisés.

Claude Allègre conclut son livre d'une façon à la fois logique et optimiste par un double appel à « l'économie écologique » et au « contrat mondial ». « L'homme planétaire est né. La Terre est devenue un village. Les humains doivent élaborer ensemble ce qui sera leur charte pour l'an 2000 et au-delà, sans négliger ni l'écologie, sans évaluer aucun des problèmes qui sont les leurs, mais en prenant désormais en considération et en compte le respect dû à leur planète. Ils doivent négocier entre eux ce contrat mondial... » Il n'est pas encore trop tard...

YVONNE REBEYROL

Une information sous haute surveillance

par Albert Bourgi

LA faillite générale de l'information dans la guerre du Golfe a l'OPPA réalisée par les autorités politiques et militaires des pays de la coalition anti-irakienne sur les images du conflit appellent un débat déjà ancien, qui a fait vaciller sur ses bases l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Dans les années 70, les pays du tiers-monde ayant pris conscience du rôle clé joué par la communication dans toutes les aires socioculturelles, avaient milité en faveur d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC).

L'objectif était alors de remédier aux multiples disparités entre le Nord et le Sud dans le flux des informations, et de rechercher les moyens susceptibles, dans un premier temps au moins, de freiner l'aggravation des déséquilibres dans ce domaine. Cette priorité s'imposait d'autant plus que la situation de quasi-monopole des

grands médias occidentaux conduisait souvent à diffuser une image faussée, déformée et en tout cas inexacte des réalités nationales des pays en développement.

On sait ce qu'il advint de la « bataille » menée par le tiers-monde sur ce terrain. Les promoteurs du NOMIC furent la cible de certains Etats occidentaux, et principalement des Etats-Unis et du Royaume-Uni, qui invoquèrent ce grief, parmi d'autres, pour justifier leur retrait de l'UNESCO, respectivement en 1984 et 1985.

Fracture psychologique

Le NOMIC fut surtout violemment attaqué par les milieux américains de l'information qui interprétèrent l'aspiration du Sud à un « rééquilibrage » du flux des informations comme sous-jacente la volonté de porter atteinte à la sacro-sainte liberté de l'information. Ce « malentendu » abusive-

ment entretenu fut utilisé à satiété pour ternir l'image de l'UNESCO et de son directeur général auprès des opinions publiques.

Les leçons de la guerre du Golfe ont montré que les ex-censeurs du NOMIC, en particulier les grands réseaux et les principales agences de presse américaines, étaient disposés, dans des circonstances, il est vrai, particulières — mais c'est-ce pas dans ce genre de situation que l'attachement aux grands principes doit être le plus ferme ? — à se plier aux injonctions des autorités nationales.

Dans la guerre du Golfe, les médias occidentaux ont ainsi adopté une attitude d'autant plus paradoxale que la fin du conflit Est-Ouest s'est traduite, un peu partout dans le monde, et en particulier dans les pays en développement, par des avancées spectaculaires dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ne faut-il pas dès lors craindre que le nouvel ordre

mondial escompté par George Bush, déjà synonyme d'hégémonie américaine au Proche-Orient, ne débouche sur une information placée « sous haute surveillance » ?

La déroulé de la liberté de l'information que l'on a observée au cours des premiers mois de 1991 redonne, a contrario et a posteriori, un certain crédit aux promoteurs du NOMIC, dont, faut-il le rappeler, les figures emblématiques ont été Sean McBride et Hubert Beuve-Méry. D'où la nécessité de développer un pluralisme culturel de l'information qui s'avère d'autant plus impérieuse en France que les manipulations de l'information dans le conflit du Golfe ont provoqué une fracture psychologique entre les deux rives de la Méditerranée.

Albert Bourgi est codirecteur du Centre d'études des relations internationales de la faculté de droit et de science politique de Reims.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guin, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteur en chef :

Jacques Amable, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

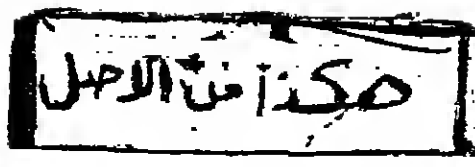
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES



ÉTRANGER

La proposition américaine de conférence de paix au Proche-Orient

M. Bush souhaite une réponse israélienne avant sa rencontre avec M. Gorbatchev

Le président américain George Bush attendra-t-il une réponse israélienne à ses propositions pour une conférence de paix au Proche-Orient avant le début de la semaine prochaine, a déclaré, lundi 22 juillet, son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft.

d'une visite de dix jours en Europe qu'il a conclue lundi en Turquie. « Je pense qu'il [M. Bush] aimerait que cela soit résolu avant son arrivée à Moscou », a ajouté M. Scowcroft. Le président américain doit quitter Washington lundi prochain pour rencontrer à Moscou son homologue soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev.

Par ailleurs, M. Scowcroft a, pour la première fois, laissé entendre que l'administration américaine liait le processus de paix à la question des 10 milliards de dollars de garanties de crédit américaines qu'entend obtenir Israël pour l'installation des juifs soviétiques. « Il n'y avait pas de condition formelle, mais ce sont des

questions liées », a-t-il dit. M. Baker et M. Bush ont discuté des progrès du processus de paix lundi pendant sept minutes par téléphone alors que le secrétaire d'État était dans son avion qui l'emmenait en Malaisie et que le président se rendait à Washington. M. Baker a indiqué à M. Bush qu'Israël avait écouté les propositions américaines « très sérieusement », a précisé M. Scowcroft. Selon ce dernier, les dirigeants israéliens n'ont pas dit quand ils répondraient, mais M. Baker leur a fait savoir que « le temps était important ».

Le conseiller de M. Bush s'est refusé à spéculer sur ce qui pourrait se passer si un tel rejet se produisait. Mais il a insisté sur le fait que toutes les parties au Proche-Orient et à l'URSS à une conférence à Washington ou ailleurs, il a répondu : « C'est bien entendu l'une des possibilités ».

L'OLP réaffirme qu'elle doit choisir les représentants palestiniens aux négociations

La paix se fera avec l'OLP on ne se fera pas, dit-on dans l'entourage de M. Yasser Arafat, au terme de la tournée au Proche-Orient du secrétaire d'État américain, M. James Baker. Les mêmes milieux ajoutent que « les Camp David ne peuvent se profiler à l'horizon » ne pourront que reculer très provisoirement le moment où, bon gré, mal gré, il faudra parler ouvertement avec la direction de la Centrale, « unique représentant légitime du peuple palestinien ».

Les Palestiniens de Tunis, qui n'ont pas utilisé l'expression « conférence internationale de paix », continuent d'affirmer que seule la direction de l'OLP est habilitée à désigner la délégation qui doit y participer « à partir d'ici ». C'est tout juste s'ils veulent bien reconnaître du bout des lèvres qu'ils pourraient « à la rigueur » être présents au sein d'une délégation jordanienne-palestinienne.

En dépit du net désenchantement qu'ils manifestent en privé, les dirigeants palestiniens s'attachent officiellement à faire bonne figure. Un porte-parole de l'OLP, cité lundi 22 juillet par l'agence Wafa, a tenu à exprimer sa satisfaction à la suite de la rencontre, dimanche, à Jérusalem, du secrétaire d'État avec M. Fayçal Hussein et deux de ses amis.

MICHEL DEURÉ

Les Palestiniens au centre des tractations

M. Shamir a été cité à la réunion du gouvernement de lundi matin qui a suivi immédiatement les rencontres avec M. Baker : « On assiste, aurait-il dit, à un changement révolutionnaire en Syrie avec son acceptation de pourparlers directs ». L'authenticité de cette phrase a ensuite été contestée.

En public, M. Shamir n'en a fait que peu : « C'est un fait, nous sommes en face d'un changement en Syrie. Il n'est peut-être que tactique mais c'est un changement ». Puis il a fait valoir que la première preuve de ce changement devrait prendre la forme « d'une décision de la Syrie d'autoriser les Juifs à quitter ce pays ».

Après l'ouverture de la conférence (qui pourrait durer deux jours), plusieurs groupes de travail seraient mis sur pied. L'un d'entre eux serait chargé de négocier le conflit israélo-syrien, l'autre de résoudre le problème israélo-jordanien, un troisième des relations entre Israël et le Liban et un quatrième des relations entre Israël et la Syrie.

La réponse israélienne est évidemment négative car aux yeux du gouvernement Shamir, la position de Jérusalem, décrite par la Knesset comme « capitale éternelle d'Israël », fait aussi l'objet des négociations. Les États-Unis auraient proposé un compromis : il n'y aurait pas de représentation de Jérusalem dans la délégation palestinienne dans la première phase des négociations appelées à discuter d'un statut d'autonomie pour la Cisjordanie et Gaza.

Un tel représentant pourrait participer au stade suivant (d'après les sources) à la négociation de la paix définitive. C'est la formule que M. Baker aurait essayé de faire admettre aux trois Palestiniens agréés par l'OLP, à leur tête M. Fayçal Hussein, qu'il a rencontrés dimanche à Jérusalem. Cette rencontre s'est assez mal passée et on comprend maintenant pourquoi.

HENRI BAINVOL

BIRMANIE : pour protester contre la répression

Washington annonce de nouvelles sanctions économiques contre le régime militaire

Les États-Unis ont décidé de renforcer leurs sanctions contre la Birmanie, a annoncé lundi 22 juillet le département d'État. Malgré ses demandes pressantes, Washington ne renouvellera pas un accord bilatéral qui garantirait un quota de textiles à la Birmanie, dont le régime militaire refuse de céder le pouvoir bien qu'il ait perdu les élections l'an dernier. Washington avait déjà cessé toute aide, sauf humanitaire, à Rangoun.

Connivences politico-boursières à Tokyo

Arguant du secret professionnel, les autorités s'opposent en outre à la révélation des noms des entrepreneurs, mais aussi des administrateurs et des individus qui ont bénéficié de dédommagements s'élevant au total à 129 milliards de yens (4,5 milliards de francs). Jusqu'à présent, n'ont été prises que des sanctions de nature symbolique, même si elles sont inhabituelles.

L'extension du scandale à dix-huit maisons de titres d'importance moyenne, qui viennent d'admettre qu'elles se livraient aux mêmes pratiques d'indemnisation que les grands brokers (le Monde du 23 juillet), l'implication vraisemblable dans ces affaires des trusts bancaires (1), qui elles aussi ont bénéficié de dédommagements s'élevant au total à 129 milliards de yens (4,5 milliards de francs). Jusqu'à présent, n'ont été prises que des sanctions de nature symbolique, même si elles sont inhabituelles.

de titres est particulièrement étroite depuis qu'a été introduit en 1965, à la suite du sauvetage de Yamachi Securities par la Banque du Japon, un système de licences qui vise à stabiliser la profession plus qu'à insinuer une transparence du marché.

Des titres est particulièrement étroite depuis qu'a été introduit en 1965, à la suite du sauvetage de Yamachi Securities par la Banque du Japon, un système de licences qui vise à stabiliser la profession plus qu'à insinuer une transparence du marché.

Des titres est particulièrement étroite depuis qu'a été introduit en 1965, à la suite du sauvetage de Yamachi Securities par la Banque du Japon, un système de licences qui vise à stabiliser la profession plus qu'à insinuer une transparence du marché.

ARTS SPECTACLES

EUROPE

Roumanie : les métamorphoses de la Securitate

La majorité des agents de l'ancienne police politique officiellement dissoute après la chute de Ceausescu sont restés en place.

Le général Iulian Vied, ancien chef de la police politique roumaine, la Securitate, a été condamné, lundi 22 juillet, à neuf années de prison par la Cour suprême militaire de Bucarest à l'issue d'un procès de plus de neuf mois (nos dernières éditions du 23 juillet). Le tribunal a reconnu le général Vied coupable « d'incitation au génocide », pour la répression des manifestations anticomunistes de décembre 1989 qui avait fait plus de mille morts. Le général Vied, âgé de cinquante-deux ans, qui avait occupé la tête de la Securitate pendant trois ans, avait déjà été condamné à deux reprises pour arrestation illégale de douze cents personnes. Il n'a cessé de proclamer son innocence durant ce dernier procès.

Cette condamnation ne mettra certainement pas fin à la polémique qui secoue la Roumanie depuis la chute de la dictature : le Securitate a-t-elle ou non disparu ? Certes, officiellement, la police politique a été dissoute le 30 décembre 1989, précisément le jour même de l'arrestation du général Vied, et a ensuite été remplacée par l'appareillement anodin « Service roumain d'information ». Pourtant, de nombreuses ambiguïtés demeurent.

BIBLIOGRAPHIE

« Avec de Gaulle en Roumanie » de Sanda Stolojan

« Un régime comme le vôtre a du bon... »

« En fait, je suis déterministe en matière de régime. Je pense, voyez-vous, que lorsqu'un pays garde longtemps un régime, c'est qu'il ne peut pas faire autrement... Pour la Roumanie, un régime comme le vôtre a du bon, il est utile, mais un tel régime serait impossible en France ou en Grande-Bretagne... En URSS et chez vous un tel régime est utile, car il fait marcher les gens et fait avancer les choses. »

Ces phrases, qui prennent toute leur valeur aujourd'hui, moins de deux ans après la chute du dictateur de Bucarest et la découverte du bilan tragique de son régime, ont été prononcées par le général de Gaulle le 14 mai 1968, en visite officielle en Roumanie, lors d'un entretien privé avec le « conducator ». Sanda Stolojan, écrivaine roumaine qui venait d'être naturalisée française, était l'interprète du général lors de ce voyage et publie aujourd'hui, dans un charmant petit livre (1), les souvenirs de ce voyage mémorable.

En plus du compte-rendu, inédit, de l'entretien du 14 mai, elle nous livre une série d'insuccès, souvent cocasses, sur les rapports entre la délégation française et les personnalités roumaines. Et cette conclusion, acide : « Le prestige du général a placé Ceausescu sur l'orbite internationale, en lui attribuant les dimensions d'une personnalité importante parmi les hommes d'Etat de l'Est. Sa réputation en Occident a permis à Ceausescu de renforcer sa position à l'intérieur. »

J.-A. F.

► Avec de Gaulle en Roumanie, par Sanda Stolojan, Ed. de l'Hémis, 150 pages, 100 F.

BUCAREST

de notre correspondant

Trois salves d'adieu ont déchiré l'air. Le famille, les amis, les anciens « collègues de travail » et l'inévitable Gelu Voican-Voiculescu, sénateur du Front de salut national, se recueillent. La fanfare de la police cotait une marche funèbre.

Avec tous les honneurs militaires, la police et l'armée roumaine viennent d'inhumer au cimetière militaire Gheocica de Bucarest, ce samedi 20 avril 1990, au II de la révolution, un « camarade de lutte ». Emil Macri, général. Mais général de la Securitate, la police politique de l'ex-régime communiste, inculpé de « génocide » pour la répression du soulèvement de Timisoara. « Pour les honneurs, présentez armes ! ».

Un en et demi après l'exécution de Nicolae Ceausescu, les soupçons restent entiers sur le démantèlement de ce tristement célèbre police politique. Surnommé « coopérative yeux et oreilles », le Département de la sécurité d'Etat (Département de la sécurité d'Etat) n'était peut-être pas « la pieuvre infernale » que l'on a cru. Mais il n'est sans doute pas non plus devenu ce que les autorités roumaines disent.

Professeur de philosophie

Officiellement, la Securitate n'existe plus. Elle a été dissoute très précisément le 30 décembre 1989, le jour même de l'étrange arrestation de son chef, pourtant rallié au nouveau pouvoir, le général Iulian Vied. Quelques heures après que celui-ci ait présenté, au moins l'affirmation, un plan pour éliminer les « terroristes », ces « irréductibles de la Securitate » qui se sont ensuite évaporés.

Dans cet épisode fondamental, le président Iliescu reconnaît lui-même l'existence d'un « très grand mystère » : s'ensuivent les doutes qui hantent la Roumanie d'aujourd'hui. La Securitate a-t-elle accompli une véritable mue, abandonnant ses activités politiques ? Ou a-t-elle simplement été restaurée, le 28 mars 1990, sous l'innocent nom de Service roumain d'information (SRI) ? Les téléphones sont-ils toujours écoutés, le courrier ouvert, les opposants filés, voire battus ? L'opposition l'affirme. Le pouvoir nie tout en bloc.

La découverte, en juin dernier, dans un ravin des Carpates, de « documents » de la Securitate et du SRI mélangés a remis cette question d'actualité. Coiffés à des officiers de l'armée — chargés après la révolution de contrôler la Securitate — les directions des services secrets sont vite retombées aux mains d'ex-« sécuristes », selon un ex-officier du SRI.

Le directeur du SRI, M. Virgil Magureanu, un ancien professeur de philosophie de l'académie du Parti communiste roumain, affirme que la Securitate ne comptait que 15 000 permanents (un chiffre peut-être minimisé, mais plus vraisemblable que celui, longtemps avancé, de 150 000) et que près de 5 700 auraient été remerciés.

Bref, le SRI admet que près des deux tiers des « sécuristes » sont restés en place. Ainsi un « diplomate » rapatrié de l'ambassade de Roumanie à Paris après la chute par une fenêtre d'un opposant en 1984 est devenu porte-parole d'un faux parti d'opposition. Ceux qui ont été simplement « réactivés »

auraient été « très sérieusement triés », selon le directeur du SRI, qui fut l'un des « assassins » du procès des Ceausescu.

Quant à l'ex-major de la Securitate, Paul Buciu, pris en flagrant délit de « réformer » sur l'opposition, il s'est livré à une activité « personnelle, provocante et discrétionnaire » et avait été réactivé après une « vérification superficielle », a expliqué le SRI. Poussé dans ses retranchements, le porte-parole du SRI admet, à sa manière, que les hommes de la Securitate et du SRI sont les mêmes.

De bons « spécialistes »

« Comme les premiers chrétiens ont bâti leurs églises avec les pierres des temples païens, nous bâtissons un nouveau service, avec une nouvelle foi, la démocratie, grâce aux pierres de l'ancien », explique M. Nicolae Ulieru. « Après la guerre, les Américains n'ont pas laissé en place le chef de la Gestapo ? », demande M. Ulieru.

Car le SRI a bien des difficultés avec ses nouvelles recrues. « Nous avons dû l'embaucher parce qu'il avait un certificat de héros de la révolution, il était ivre, il cherchait une femme », ont ainsi expliqué,

ne pas pouvoir déménager les meubles », affirme M. Bratianu. Après un ultimatum de la fédération, toutes les « chambres de contrôle » furent restituées aux PTT roumaines à la fin de novembre 1990. Fondés sur la subordination et la coopération des postes et télécommunications, les anciens circuits, dont les dimensions ont été surévaluées (« Seuls 1 000 numéros sur les 35 000 du Palais des téléphones de Bucarest pouvaient être écoutés », selon un spécialiste) — ont été démantelés.

Mais personne n'exclut que le SRI se soit doté de moyens d'écoute plus modernes. Certes, en Roumanie, le téléphone est encore d'étranges dévotions, des lettres arrivent ouvertes de l'étranger. Mais la cause en est vraisemblablement le très mauvais état du réseau téléphonique et la recherche fébrile de devises dans le courrier par des postiers indécents.

Etranges agressions

Reste la question cruciale des fichiers. A en croire le premier ministre, M. Petre Roman — fils de Walter Roman, l'un des fondateurs de la Securitate — « les fichiers de la Securitate ont été transférés au ministère de la jus-

Une Bible, de fastidieux rapports et quelques vieux numéros du « Monde »...

BUCAREST

de notre correspondant

C'est un trou de verdure où chante une rivière. Accrochés follement aux herbes, des fragments noircis et détrempés de documents des services secrets roumains. Si mal brûlés et si mal enfouis, à quelque 180 kilomètres de Bucarest, dans les Carpates, fin juin 1990 par des agents du Service roumain d'information, que les paysans du village voisin de Berevoilesti — ils en rient encore, — ont découvert le pot aux roses. Qui sont plutôt mauvais.

Alerté, le quotidien d'opposition Romania Libera a dévoilé l'affaire en mai dernier. Les documents ont été transférés, pour enquête, à Bucarest peu après leur découverte. Mais des journalistes de l'opposition avaient eu le temps d'un récapituler quelques-uns. Certains appartenaient à l'ex-Securitate. Un inventaire à la Prévert de la littérature « subversive », une Bible en hongrois, de vieux numéros du Monde, de fastidieux rapports sur la diaspora, sur les étudiants arabes de Bucarest, sur les écoutes de dissidents...

Plus inquiétant, d'autres documents datent d'après la révolution ou portent la marque

du SRI. Le plus compromettant — publié jusqu'à aujourd'hui est une quinzaine de ventes de sacs plastiques publicitaires du Parti libéral (opposition) pendant la campagne électorale de l'an dernier... Il y a aussi une enveloppe à en-tête du SRI d'une énigmatique « Division D ». Le directeur du SRI e, très logiquement, expliqué que ces papiers auraient dû être tout à fait légalement incinérés mais que leur enterrement fut une action « illégale » et « stupide ».

Selon le président Ion Iliescu, qui n'exclut pas une « provocation », c'est « probablement » lors des émeutes du 13 juin 1990, « lorsque le siège du SRI fut dévasté que des documents récents ont été mélangés avec les autres ». M. Iliescu affirme que cette affaire montre que le SRI n'est pas « un nouvel emballage pour l'ancienne Securitate », car « si elle avait été maintenue, ses agents auraient mieux connu les réglementations pour conserver, manipuler les documents de travail et les papiers à jeter ». Imparable. Pour l'opposition, qui ne se méfie pas d'un piège, le cee Berevoilesti montre le contraire. Pas encore de façon très précise. Quant aux commissions d'enquête, elles enquêtent toujours.

J.-B. N.

en janvier dernier, les supérieurs de l'agent Stancu. Cet agent du SRI, raconte un opposant, « était involontairement enrôlé dans mon appartement, prétendant s'y être réfugié pour échapper à des tueurs du KGB ».

Heureusement le SRI a conservé de « bons spécialistes », mais le réseau de surveillance de la Securitate fonctionnait-il toujours ? M. Matei Bratianu, président de la Fédération des syndicats des postes et télécommunications, est formel. « Nous sommes absolument certains que le courrier n'est plus contrôlé », explique celui-ci syndicat, peu suspect de connivence avec le régime. « Toutes les chambres d'ouverture du courrier et d'écoute dans les postes, appelées « chambres de contrôle de la qualité », ont été récupérées, précisément. Une récupération qui n'a pas été sans difficultés ».

D'abord, ils refusaient de restituer ces pièces, scellées, prétendant

« Quand le SRI a été établi, nous lui avons restitué les fichiers, dans des armées scellées », raconte le colonel Mirta, chef du service des archives de l'armée.

Nan sans arguments, l'opposition accuse la police secrète d'infiltrer ses manifestations, parfois de provoquer des violences. Les autorités ont admis que des agents de la Securitate étaient impliqués dans les événements de juin 1990 (6 morts, 502 blessés, plus de 1 000 arrestations lors de la descente des mineurs sur Bucarest) et dans ceux de Tirgu-Mures (6 morts lors d'affrontements ethniques en Transylvanie). Selon le pouvoir, il s'agit « d'anciens » agents, qui n'ont pas été poursuivis.

Il y e aussi l'étrange agression au rasoir, en mars dernier, de l'ex-numéro deux du Front de salut national devenu opposant, M. Dumitru Mazilu, à son domicile de Genève par deux hommes parlant roumain. Le mystérieux assassinat à Chicago, début juin, de l'historien et opposant Ioan Petru Culianu. Les bizarres passages à tabac d'opposants en Roumanie. Les menaces téléphoniques permanentes. Rien ne permet de dire qui sont les responsables de ces agissements. C'est pourquoi l'opposition y voit la marque de la « Securitate ».

Le directeur du SRI a-t-il plus le temps de donner des interviews pour s'expliquer. Sur son budget en hausse de 233 %, par exemple. Devant le Parlement il déclare que le SRI défend la souveraineté et l'unité nationales, notamment contre les « fascistes » et les « séparatistes ». Et contre les menaces étrangères. Si le SRI n'a toujours pas d'information sur les « terroristes » de décembre 1989, ni sur ceux qui ont guidé les mineurs vers les domiciles des opposants en juin 1990, il a déjà repéré « plus de 200 agents étrangers ».

Ultrationalisme par voie de presse

Certains cherchent à faire connaître les « organisations légionnaires » (extrême droite de l'entre-deux-guerres) et à « créer des organisations extrémistes parmi les différentes nationalités », a prévenu le chef du SRI. Régulièrement, l'existence d'un SRI fort, et même de l'ex-Securitate, est justifiée par la « menace hongroise » dans la florissante presse ultranationaliste. Le fleuron de cette presse, l'hebdomadaire Romania Mare (Grande Roumanie), dénonce beaucoup de leaders de l'opposition démocratique comme de simples agents de l'étranger. Sous Ceausescu, comme par hasard, le porte-parole du SRI était journaliste à Septamena (le semaine), dirigé par l'actuel directeur de Romania Mare, dont des rédacteurs semblent avoir coté le livre du SRI.

La peur de la Securitate comme du nouveau SRI, est sans doute en grande partie, une construction mentale, que les nouvelles autorités n'ont pas pu, ou voulu, détruire. Peut-être parce qu'elle est un Etat dans l'Etat. Peut-être à des fins de dissuasion. Ainsi beaucoup de Roumains craignent que leur dossier ne réapparaisse s'ils s'agitent trop.

Peu de Roumains, même parmi les opposants, acceptent de démythifier cette institution, parfois pour justifier leur faiblesse, d'acier et d'aujourd'hui. Mais peut-être aussi parce que la célèbre et efficace Securitate est à la fois la honte et la fierté secrète des Roumains, qui ont souvent préféré « s'arranger » avec elle. La Securitate n'a-t-elle pas réussi à attirer beaucoup de brillants intellectuels et techniciens ?

« Les premiers de ma promotion mouraient d'envie d'être engagés par la Securitate », raconte un étudiant. Au premier recrutement du SRI, le nombre de candidats aurait été largement supérieur au nombre de places. Voilà pourquoi, dans la Roumanie d'après Ceausescu, on peut, sans que beaucoup se sentent ému, enterrer, avec les honneurs militaires, un général de la Securitate accusé d'un imaginaire « génocide ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le témoignage d'un ancien agent

« Tout faire pour que le Front de salut gagne les élections »

BUCAREST

de notre correspondant

Il dit avoir travaillé au Service roumain d'information (SRI). Il ne tient pas à divulguer son identité ou son ancienne fonction, ni à rendre publics les détails qu'il donne pour prouver sa bonne foi. Voici son témoignage, recueilli « quelque part en Roumanie », publié par deux journaux de l'opposition et jamais démenti.

« Au début, presque toutes les directions du SRI étaient détenues par des officiers de l'armée. Après l'établissement légal du service, ces officiers ont été considérés comme simplement « détachés », puis ont été peu à peu remplacés. Fin 1990, toutes les directions nationales étaient de nouveau aux mains d'anciens de la Securitate, et seules trois directions départementales — Covasna, Bacau, Harghita — étaient encore contrôlées par des officiers de l'armée ».

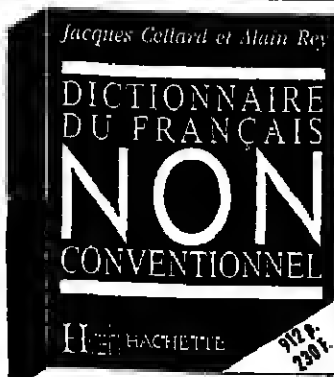
« L'armée a servi un moment de couverture pour calmer l'opinion publique. Après la révolution, les membres du personnel ont été mutés d'une région à l'autre, puis sont revenus à leur place. Ceux qui avaient l'âge ou qui étaient trop connus ont été mis à la retraite (...). Avant les élections, nous avons reçu un plan appelé « Action la rose » (symbole du Front de salut national, NDLR), signé par le directeur du SRI, M. Virgil Magureanu, qui nous demandait de veiller à ce que les élections (du 20 mai 1990) soient « réglées », d'assurer la protection de M. Iliescu pendant la campagne mais aussi de tout faire pour que le Front de salut national gagne le scrutin ».

« Identifier les participants »

« Il s'agissait de fournir des renseignements sur les leaders de l'opposition, de connaître leurs mouvements, de trouver leurs points faibles. Nous n'avions pas à agir. Je pense que les informations sont ensuite utilisées par d'autres organes de l'Etat. Je ne sais pas tout car le travail est très compartimenté. Là où je travaillais, les chambres d'écoutes (des téléphones) ne fonctionnaient pas. Les opposants qui ont participé de façon permanente à l'occupation de la place de l'Université l'an dernier étaient très bien surveillés. En province, le SRI veillait à ce que leurs sympathies ne partent pas pour Bucarest ».

« Le film vidéo sur les manifestations de l'opposition du 13 juin a été redistribué non à la demande des télégraphes mais à celle du SRI pour que les directions locales, prévenues, identifient des participants. (...) Les anciennes directions de la Securitate ont été réabsorbées « divisions ». Il existe une division d'information intérieure qui surveille les minorités, particulièrement les Hongrois, les Égises et les partis et associations de l'opposition, (...). Pour moi, il est clair que Romania Mare — le journal ultra-nationaliste — est l'organe du SRI. Dans les locaux du SRI, j'ai vu entrer, avec des permis spéciaux, des gens de Romania Mare. Ils ont aussi publié des informations qui ne pouvaient venir que du SRI (...) ».

J.-B. N.



DOSSIER

Les pays industrialisés face au problème de l'immigration

Grande-Bretagne : des mesures plus restrictives

LONDRES

de notre correspondant

Après avoir analysé les réponses données par le Canada, les États-Unis et la Suisse au problème de l'immigration (le Monde du 17 juillet), nous poursuivons notre enquête par la description des politiques menées en Grande-Bretagne et en Allemagne ainsi que par une synthèse des projets élaborés par les responsables de la Communauté européenne et du Conseil de l'Europe. Un article sur l'immigration au Japon conclura prochainement cette série.

Dès 1979, et pendant toute la décennie qui a suivi, M^{me} Margaret Thatcher était parvenue à freiner fortement, puis à stabiliser, le flot des nouveaux arrivants en appliquant à la lettre... la législation héritée du dernier gouvernement travailliste. Le cabinet conservateur de M. John Major vient de faire un pas supplémentaire vers une politique restrictive en annonçant, le 3 juillet, l'adoption d'une

série de mesures s'ajoutant à l'arsenal législatif et administratif. L'inquiétude fondamentale qui inspire ces textes est l'explosion du nombre de gens demandant à bénéficier du droit d'asile et donc à obtenir le statut de réfugié politique au Royaume-Uni.

Près de trente mille dossiers ont été déposés en 1990, soit cinq fois plus que la moyenne enregistrée pendant les années 80. M. Kenneth Baker, ministre de l'Intérieur, qui a fourni ces chiffres pour justifier le durcissement de la politique gouvernementale en matière d'immigration, n'a pas caché que, de son point de vue, il y avait là un détournement du principe même du droit d'asile.

Dix fois plus de demandes d'asile politique

La plupart des demandes émanent, selon les hauts fonctionnaires qui suivent cette affaire au Home Office (l'équivalent du ministère de l'Intérieur), de personnes qui ne sont nullement persécutées pour leurs idées politiques mais qui tentent ce moyen nouveau pour échapper à une vie médiocre dans leur pays d'origine. La progression est stupéfiante. On a compté cinq mille demandes du droit d'asile en 1988. Ils étaient près de trente mille en 1990 et l'on en escompte cinquante mille en 1991. Pendant

payés, démoralisés et insultés à longueur de journée dans toutes les langues de la planète, sont sur le point de craquer.

Les files d'attente devant les guichets de Lunar House, à Croydon, une petite ville au sud de Londres où sont regroupés ces services, sont impressionnantes. Les candidats au statut de réfugié (ou leurs représentants) sont interrogés, uniquement en anglais, par des employés exotés. Les intéressés, qui ont attendu des heures, sont également prompts à abandonner leur prétention initiale au flegme et à la retenue britanniques.

Certaines scènes sont épouvantables. Cette situation rappelle ce qui s'est passé ces dernières années dans d'autres institutions surchargées, telles que les prisons ou les transports en commun. Les services publics britanniques, et Lunar House ne fait pas exception, étaient parmi les meilleurs du monde il y a encore vingt ans. Mais la politique du « moins d'État » qui a été adoptée depuis 1979 a abouti à des pénuries qui évoquent parfois le tiers-monde. Lunar House ressemble à certaines heures à la gare de Bombay un jour d'émeute linguistique.

L'attitude de l'opinion a beaucoup changé. Il fut une époque où le réfugié par excellence était celui qui s'était échappé à la persécution nazie. Il était accueilli avec compréhension et même compassion. Ce n'est plus le cas dès lors qu'il s'agit d'un homme de couleur qui fuit la misère de l'Afrique ou du sous-continent indien pour chercher du travail et une vie meilleure.

Ne pas confondre avec Jean-Marie

M. Enoch Powell a raté sa carrière politique pour avoir, en 1971, prononcé un discours, resté célèbre sur les « fleuves de sang » qu'il voyait couler à l'avenir. Mais ses idées ont été, pour l'essentiel, adoptées par le pays profond, conservateurs et travaillistes confondus. M^{me} Thatcher a eu dans ce domaine une attitude d'une simplicité biblique. Elle ne parlait jamais, au grand jamais, de ce dossier. Et elle appliquait tranquillement, sans citer l'auteur bien sûr, les idées de M. Enoch Powell.

On compare parfois ici Enoch Powell et Jean-Marie Le Pen. Il s'agit d'une fausse fenêtre, comme le sont souvent les comparaisons franco-britanniques. M. Le Pen est un acteur de la scène politique française. M. Powell est un penseur et un lettré, fût-il de littérature ancienne, qui a commis une erreur due à ses capacités linguistiques

lorsqu'il a cru pouvoir « parler vrai », en latin, à ses collègues du Parti conservateur.

Ceux-ci n'ont rien compris au discours sur les « fleuves de sang ». Ils en ont seulement retenu l'idée que M. Powell voulait voir couler à flot le sang des étrangers de couleur. Abusant de ses privilèges de latiniste, et partant du principe (erroné) que tout le monde avait lu le « morceau choisi » de l'époque d'Auguste qu'il avait en tête, M. Powell, à l'instar de Cassandre, avertissait ses compatriotes que de grands malheurs se profilaient pour l'Angleterre si le nombre d'étrangers de couleur continuait à croître au même rythme.

M. Powell parlait d'expérience. Il était l'élé conservateur d'une circonscription ouvrière proche de Birmingham dans laquelle augmentait à une vitesse foudroyante le nombre des Indiens et des Pakistanais. Ses électeurs l'interpellaient. Il a tiré la sonnette d'alarme... et a été prié par M. Ted Heath, son « patron » d'alors, de démissionner sur-le-champ de ses fonctions dans la hiérarchie du Parti conservateur. Sa carrière politique était brisée.

Empreintes digitales en plein vol

M. Powell est désormais un brillant esprit dont les journaux s'attachent à la collaboration et qui n'a apparemment aucune amertume d'avoir enlèvement raté sa carrière politique. Il a perdu la lutte pour le pouvoir (il avait, avant son fameux discours, des chances de devenir premier ministre), mais il a gagné le débat d'idées.

Les mesures annoncées le 3 juillet par M. Kenneth Baker portent la trace de cet état d'esprit. Les demandeurs d'asile qui ne disposent pas de papiers en règle délivrés par le premier pays d'accueil seront systématiquement refusés. Les amendes frappant les compagnies aériennes transportant des immigrants clandestins seront alourdies. Elles sont déjà considérables puisque, depuis 1987, il en coûte 1 000 livres (environ 10 000 F) au transporteur, quel qu'il soit, pour chaque passager qui arrive à Heathrow ou à Gatwick sans le visa ou le document nécessaire à l'entrée en Grande-Bretagne.

Le dispositif de vérification des papiers d'identité va être renforcé, notamment par un meilleur usage des banques de données informatiques. Une des mesures les plus controversées annoncées le 3 juillet consiste en une sorte de contrôle par le biais des empreintes digitales, qui pourrait être effectué, en plein vol, par des officiers de la police britannique des frontières, à bord des appareils

de certaines compagnies aériennes. Il est enfin question de supprimer l'aide judiciaire gratuite dont disposaient jusqu'ici les immigrants clandestins.

Les Britanniques entraînent que tous les contrôles aux frontières ne soient abolis, au sein de la Communauté, dans un avenir assez proche. Ils refusent d'entrer dans la logique qui ferait du premier port d'entrée dans la Communauté, qu'il soit en France, en Grèce ou au Portugal, le seul seuil à franchir.

La politique actuelle consiste à donner une réponse favorable à environ un quart des demandeurs du droit d'asile. Mais la pression devient trop forte. Les délais s'allongent aussi de façon absurde. Il faut compter en moyenne actuellement treize mois pour savoir si l'on a, ou non, le droit de rester au Royaume-Uni en tant que réfugié politique. Les organisations de défense des droits de l'homme font valoir qu'au bout de ces treize mois les intéressés se sont déjà refaits une vie en Grande-Bretagne et qu'il serait cruel de les en expulser.

De façon plus générale, si l'on compte tous les immigrants (et pas seulement les réfugiés politiques ou prétendus tels), les statistiques sont les suivantes : pour l'année 1989, la dernière année pour laquelle on dispose de chiffres officiels, quelque 145 000 personnes se sont établies de façon définitive au Royaume-Uni.

La population « non blanche » du Royaume-Uni était alors, officiellement, de 2,6 millions de personnes, soit environ 4,7 % du total, mais chacun s'accorde à estimer que le chiffre réel se situe autour des 4 millions de personnes. Les Indiens (779 000) arrivaient en tête, suivis des Jamaïcains, Trinitariens et Antillais (482 000), des Pakistanais (433 000), des Bangladais (112 000), des Chinois (132 000), le reste s'éparpillant entre des dizaines d'autres nationalités.

En droit, ce sont les tribunaux qui décident de reconduire aux frontières ceux qui sont en situation illégale. En pratique, les agents des services d'immigration ne sont pas tenus d'attendre la décision du juge. Une ordonnance administrative suffit ainsi à expulser quelqu'un. Des réfugiés kurdes, tamouls et zairais en ont récemment fait l'expérience. Il n'existe cependant pas de « charters » d'immigration. Ceux qui sont en situation irrégulière (ce qui est fréquent) et qui sont pris (ce qui est très rare) sont renvoyés chez eux, au « cas par cas », et toujours sur les lignes régulières. Il ne s'agit que de quelques dizaines de personnes par an.

DOMINIQUE D'HOMBRES

Les balbutiements d'une politique européenne

Clandestins non compris, 7,9 millions d'étrangers – non ressortissants de la Communauté – vivent dans la CEE, la majorité d'entre eux étant concentrés en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France. Encore que la « carte » européenne de l'immigration évolue... L'Espagne et l'Italie, autrefois « exportatrices » de main-d'œuvre, doivent aujourd'hui faire face à un flux en provenance d'Afrique du Nord. Et l'Allemagne a pris une bonne longueur d'avance en accueillant, après les bouleversements en Europe de l'Est, les Allemands de souche fuyant l'ex-bloc soviétique.

Le chancelier Helmut Kohl est d'ailleurs, des douze dirigeants européens, le plus « demandeur » d'une politique commune en matière d'immigration. Il n'est plus une rencontre franco-allemande, plus un conseil européen – le dernier, fin juin à Luxembourg, l'a encore montré – sans qu'il évoque la question.

En décembre 1989, au sommet de Strasbourg, les Douze avaient déjà manifesté l'intention de réfléchir ensemble à ce que pourrait être une vraie politique d'immigration. Des rapports avaient été commandés à Bruxelles, qui ont abouti à des suggestions de la part de M. Jacques Delors : création d'un observatoire de l'immigration ; élaboration d'une « charte de l'immigration » ; inclusion de l'immigration dans des accords bilatéraux entre États membres et certains pays tiers. Mais ce que veulent certains dirigeants européens (les Italiens sont aussi très intéressés), c'est aller plus loin en faisant de l'immigration un domaine dans lequel des règles communautaires – c'est-à-dire pas nécessairement adoptées à l'unanimité – pourraient être appliquées.

Le « groupe de Vienne »

Le prochain traité, qui devrait être signé après le conseil européen de décembre prochain, comportera sans doute un chapitre sur la coopération judiciaire et policière. Mais il est fort probable que l'essentiel de la politique d'immigration continuera de relever des procédures intergouvernementales, c'est-à-dire du consensus entre les Douze.

La réflexion sur l'immigration dépasse l'échelle des Douze depuis qu'à l'automne dernier a déferlé la ruée d'un exode massif d'Européens de l'Est vers l'Ouest « nanti ». Les chiffres les plus fous circulent, allant jusqu'à trente millions de personnes passant d'un côté à l'autre du continent. Cette menace plaça le thème des migrations au premier plan de l'actualité. Une conférence interministérielle sur « les mouvements de personnes en provenance des pays d'Europe centrale et orientale » eut

lieu en janvier à Vienne, à l'initiative de l'Autriche, sous l'égide du Conseil de l'Europe (actuellement formée de vingt-cinq États membres, l'institution accueille peu à peu les ex-pays de l'Est). Le mérite essentiel de cette conférence, qui réunissait trente-cinq pays – tous les Européens, plus les États-Unis



et le Canada, – fut de ne pas rester sans suite : les ministres s'engagèrent à assurer un suivi au niveau des hauts fonctionnaires, sous la houlette du Conseil de l'Europe. Le « groupe de Vienne » ainsi constitué s'est réuni depuis à plusieurs reprises, notamment à Strasbourg et à Stockholm. Les ministres chargés de l'immigration doivent aussi se rencontrer à nouveau, en septembre prochain, à Luxembourg. Autant d'échanges qui, pour l'instant, relèvent des travaux de laboratoire... Sans doute n'aboutiront-ils qu'à l'élaboration d'une convention européenne ou, pis, à une simple recommandation. Mais le fait est qu'il existe désormais un consensus sur la nécessité d'harmoniser les politiques nationales d'immigration.

Ph. L. et M.-P. S.

□ L'immigration à Genève : rectifié. – Dans notre précédent dossier sur l'immigration (le Monde du 17 juillet), une erreur s'est glissée dans l'article de notre correspondant à Berne, Jean-Claude Bührer, intitulé : « Suisse : les dangers des quotas ». Il fallait lire qu'à Genève les étrangers représentent 36 % des habitants et non 6 %.

les cinq premiers mois de 1991, le nombre de demandes a été multiplié par dix par rapport à la période correspondante de 1988. Les fonctionnaires des services d'immigration, eux-mêmes mal

Allemagne : le danger vient de l'Est

BERLIN

de notre correspondant

Plusieurs dizaines de milliers d'étrangers réfugiés en Allemagne sont depuis le 1^{er} juillet sous la menace d'une expulsion massive, contre laquelle les organisations humanitaires tentent de se mobiliser. Devant le flot sans cesse croissant d'immigrés d'origine allemande et de réfugiés arrivant de toutes parts, la coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux qui gouverne à Bonn avait fait adopter, l'année dernière, une nouvelle législation plus contraignante en matière de droit de séjour pour ceux qui ne peuvent prétendre au statut de réfugié politique. Cette menace d'expulsion massive en est la première conséquence concrète.

Les candidats à l'immigration, dont la grande majorité arrivent pour essayer de travailler en Allemagne, utilisent généralement la possibilité offerte à toute personne posant le pied dans ce pays d'ouvrir une procédure de demande de droit d'asile politique. Les gouvernements allemands depuis les années 70 avaient bien essayé de limiter l'accès à leur territoire.

De quoi s'offrir des cigarettes

Il est ainsi rendu plus difficiles les conditions dans lesquelles les immigrés déjà présents en Allemagne peuvent faire venir leur famille et exigé des compagnies aériennes qu'elles ne délivrent des tickets que si on leur présente un visa. Mais toutes ces mesures n'ont jamais pu arrêter totalement le flot de l'immigration.

Des milliers de personnes de toutes nationalités vivent ainsi dans les différents Länder dans des situations semi-légales. Les uns attendent que les tribunaux veulent bien statuer sur leur sort, les autres qu'on leur déclare officiellement indésirables. Les conditions peuvent varier d'une région à l'autre, certaines étant plus libérales que d'autres.

Tous reçoivent pendant les deux premières années de leur séjour – où il est théoriquement interdit de travailler – de quoi se loger, se nourrir et s'offrir des cigarettes. Bien que le statut de réfugié officiel n'ait été, au bout du compte, reconnu qu'à une toute petite minorité, les autorités se sont montrées, selon les périodes, plus ou moins tolérantes en matière d'expulsion.

Il était quasiment admis que les demandeurs d'asile venant de régions troubles comme Sri-Lanka ou le Proche-Orient, même s'ils ne pouvaient prétendre au statut de réfugié politique, pouvaient rester pour des « raisons humanitaires » en attendant des temps meilleurs. Responsables en matière de droit de séjour et d'expulsion, chaque Land pouvait interpréter à sa façon la législation.

La nouvelle législation prévoit que cette période de tolérance ne peut excéder, sous peine graves, une période de six mois, au bout de laquelle tous ceux qui se sont vu refuser le statut de réfugié politique doivent être expulsés. Elle prévoit en outre que le ministère fédéral de l'Intérieur doit donner explicitement son accord pour que cette période soit prolongée.

En mai dernier, Bonn et les Länder chrétiens-démocrates avaient décidé, contre l'avis des Länder

sociaux-démocrates, de ne plus considérer comme en crise toute une série de pays comme l'Afghanistan, Sri-Lanka, l'Éthiopie, l'Iran, dont des milliers de ressortissants étaient jusque-là tolérés en RFA. D'où la menace d'expulsion qui pèse sur leur tête six mois après l'entrée en vigueur de la législation.

Devant la mobilisation des organisations humanitaires, Bonn et les Länder sociaux-démocrates, qui dominent maintenant au Bundestag, se sont mutuellement l'avance la responsabilité politique des expulsions à venir. Une réunion des ministres de l'Intérieur de Bonn et des Länder devait avoir lieu le 16 juillet pour examiner l'état de la situation et les moyens d'éviter une mesure trop massive.

La montée en puissance d'un courant xénophobe

La déléguée du gouvernement pour les réfugiés, M^{me} Liselotte Funke, du Parti libéral, vient de démissionner avec fracas de son poste, pour dénoncer l'absence de politique réelle à l'égard des étrangers. Mais, dans la majorité comme dans l'opposition, les responsables politiques sont sous une pression considérable en raison de la crainte d'une immigration massive en provenance des pays de l'est de l'Europe et de la montée en puissance d'un fort courant xénophobe en Allemagne de l'Est, qui s'exprime de plus en plus par la violence.

Quelle que soit leur sensibilité politique sur la question, tous les partis cherchent des solutions pour éviter d'être débordés et sont demandeurs d'une législation européenne en matière de droit d'asile.

On essaye de mettre sur pied, dans les pays concernés, des programmes d'aide pour retenir les candidats au départ. Le gouvernement du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie négocie actuellement avec la Yougoslavie un programme de 11 millions de deutschemark pour rapatrier 3 500 personnes en Dalmatie.

Les victimes de cette grande peur sont, à l'heure actuelle, des groupes marginaux, comme les quelques dizaines de milliers de Vietnamiens arrivés dans l'ancienne RDA avec des contrats de travail, ou les tziganes de Roumanie, systématiquement renvoyés à la frontière polonaise où ils s'entassaient. Ils ne sont pourtant qu'une toute petite fraction des 200 000 demandeurs d'asile enregistrés l'année dernière, en augmentation de 59 % par rapport à l'année précédente. Les plus forts contingents venaient de Roumanie (35 000), de Yougoslavie (22 000), de Turquie (22 000) et du Liban (16 000).

Mais le vrai problème pour l'Allemagne est le risque d'approfondissement du fossé économique entre l'est et l'ouest de l'Europe. En Allemagne même, 300 000 personnes ont quitté en 1990 les nouveaux Länder de l'Est pour l'Allemagne de l'Ouest. Et, dans beaucoup de pays de l'Est, les Allemands de souche, qui ont un droit automatique à l'installation en RFA, sont prêts à partir à la moindre occasion si la situation tourne mal. Rien qu'en Union soviétique, les Allemands de la Volga, qui réclament aujourd'hui la reconnaissance de leur identité, sont 2 millions.

HENRI DE BRESSON

POLO RALPH LAUREN

NOUS SOMMES HEUREUX DE VOUS INVITER AUX

Soldes

HOMME, FEMME ET DÉCORATION POUR LA MAISON

2, PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS
TÉL. : (1) 44.77.53.50

مكتبة النخيل

restrictives

(Continued)

iorien le climat passionnel de cette époque et montre comment le

pouvoir « sanctionnent la perception par le pays d'une situation

elle ajouta :

Préface de Jacques Le Goff

FAYARD

...rien le climat passionnel de cette époque et montre comment l'

pour pouvoir sanctionner la persécution par le pays d'une situation
payés, les autres qui sont tenus, combat Rafale.

PAIN

718 p

■ Mme Marie-France Geraud : les Français ont le sentiment qu'un changement de M^e Marie-France Geraud, ancienne conseillère de Georges Pompidou et candidate à l'élection présidentielle de 1981, estime que « les Français ont le sentiment vague, mais profond, que « on leur ment » et que les mauvaises chiffres des sondages pour le pouvoir « sanctionnent la mauvaise gestion des responsables qui sont tenus », dit-elle.

FAYARD

JUSTICE

La vente
de la villa Médicis

Enchère
sous pavillon
luxembourgeois

NICE

de notre correspondant
régional

A l'expiration du délai fixé par la loi, une société financière luxembourgeoise, Eurafin, a formé, lundi 22 juillet, par l'intermédiaire d'un avocat nippois, M. Henri-Charles Lambert, une nouvelle surenchère dans la vente de la villa de M. Jacques Médicis, ancien maire (CNI) de Nice.

Selon la règle, cette surenchère est supérieure de 10 % au montant de l'adjudication prononcée, le jeudi 11 juillet, au profit de l'Etat, ce qui porte la mise à prix à 8 281 000 F. Elle s'ajoute à celle, identique, déjà déposée, le mercredi 17 juillet, par la princesse italienne Sofia Borghese (le Monde du 19 juillet).

M. Lambert a indiqué que la société Eurafin avait été créée le 3 juillet dernier et qu'il avait été mandaté par l'un de ses administrateurs statutaires, M. Pedro Mendes, demeurant à Corsier (Suisse), dont il n'a pas révélé la nationalité.

L'avocat, qui est aussi le conseil de M. Médicis, a pris soin de souligner que « tout rapprochement avec l'ancien maire de Nice procédait du fantasme et de l'imaginaire ». Il a enfin précisé que son client avait effectivement consigné entre ses mains une somme de 2 800 000 francs correspondant au tiers du montant de l'adjudication majorée des frais de vente, tel que prévu au cahier des charges de la vente.

G. P.

Accusés d'escroquerie

Un collecteur de fonds et un ancien responsable de don du sang sont inculpés

M. Léon Amar, président de la COD, une société de promotion et de recueil de fonds, et M. Jean-Louis Rage, président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles (FFDSB) de 1986 à décembre 1990, ont été inculpés d'escroquerie et d'abus de confiance, les 11 et 19 juillet par M. François Desset, juge d'instruction à Paris, et écroués. Leurs avocats ont fait appel des ordonnances de mise en détention. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris devait statuer, mardi 23 juillet, sur la situation de M. Léon Amar.

Ces inculpations interviennent à la suite du renouvellement, en 1987, d'un contrat d'édition et de parrainage entre la FFDSB et la COD, signé initialement en 1984 et considéré par les dirigeants actuels de la fédération comme « léonin ». Le renouvellement du contrat portait sur l'édition par la COD, à ses frais, d'un ouvrage - le rapport annuel de la fédération - visant à recueillir des fonds par la souscription d'espaces publicitaires et la vente de l'ouvrage.

Il prévoyait le versement à la fédération des donneurs de sang « d'une rémunération proportionnelle calculée sur le chiffre d'affaires annuel hors TVA, net et encours par la société et fixée à 9 % du dit chiffre ». Dans l'éventualité où certaines entreprises ou décideurs individuels ne souhaitaient pas souscrire d'espace publicitaire mais effectuer des dons, la COD facturait ses services à la FFDSB à hauteur de 54 % de ces dons. Ces sommes étaient encaissées sur un compte indivis FFDSB-COD.

« Sur 25 millions de francs collectés depuis 1984 par la COD, la fédération n'a touché que 3,5 millions », explique l'actuel président de la FFDSB, M. Jean-Marie Habouzit. Déduction faite du coût de fonctionnement, la COD ne bénéficiait pour elle-même que d'une marge d'environ 5 %, estime M. Jean-Paul Lévy, l'avocat de M. Léon Amar.

La fédération, reconnue d'utilité publique et comptant sept cent mille donneurs de sang bénévoles, avait déjà cherché à rompre le contrat qui la liait à la COD. En 1986, Jean-Louis Rage a tenté de libérer la fédération de ce contrat sans y parvenir, car il semblait que toute rupture était quasi impossible.

sinon ruineuse, peut-on lire dans un procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de la FFDSB de février 1991.

En mars 1991, la Fédération avait décidé, malgré cela, de suspendre l'exécution du contrat. La COD lui demandait alors de s'acquitter d'une somme d'environ 6 millions de francs au titre d'indemnités et des frais engagés. Une action a été engagée au civil par la fédération pour rompre ce contrat et le jugement devait être rendu le 19 septembre.

MARTINE LARONCHE

Un mois après la catastrophe

La polémique s'accroît sur la situation administrative des thermes de Barbotan

Fermés au public depuis le 27 juin, après le drame qui a coûté la vie à vingt personnes, les thermes de Barbotan (Gers) ont rouvert leurs portes le 15 juillet. Bien que les curistes soient de retour, le souvenir du drame continue de susciter une vive émotion sur place. En attendant les conclusions de l'enquête dirigée par M. Nicole Bergougnan, juge d'instruction à Auch, de nombreuses questions liées aux responsabilités et au respect de la réglementation restent posées.

AUCH

de notre correspondant

Il est 5 heures du matin. Une nouvelle ruée vers l'eau débute à Barbotan-les-Thermes. Au cœur de l'Armagnac, c'est l'eau thermale qui fait vivre le village. Les dirigeants de la Chaîne thermale du soleil, propriétaire des thermes, sont rassurés : plus d'un millier de curistes dès le premier jour de la réouverture, des curistes apparemment sereins : « C'est un accident imprévisible, ça ne se reproduira plus », disent-ils. Un discours que l'on entend souvent à Barbotan ces jours-ci : « Ici, il n'y a rien, pas d'activités, pas d'emplois. Seuls les thermes font vivre Barbotan ».

La bourgade, qui compte mille six cents habitants permanents, accueille vingt-deux mille curistes pendant les six mois de la saison. Une situation qui encourage le langage de bois. Mais les Barbotanais aimeraient bien connaître la vérité sur le drame des thermes.

La seule inculpation prononcée

À ce jour, celle d'un ouvrier qui travaillait sur le toit des thermes, n'a pas manqué d'élémenter le « théâtre de la catastrophe ». Du goudron en fusion aurait débordé d'un seau pour pénétrer dans le faux-plafond par un trou de 30 millimètres de diamètre, provoquant les émanations d'oxyde de carbone qui ont été fatales aux vingt-sept victimes.

Dans l'illégalité ?

Les Barbotanais interrogés : « Pourquoi a-t-on poursuivi des travaux alors que l'établissement recevait du public ? » « Quand on fait des travaux d'entretien dans un hôpital, on n'évacue pas les malades », répond M. Leo Reynal, directeur de la station de Barbotan. Ce qui n'empêche pas les anciens curistes d'être très critiques sur l'état des thermes : « Il pleuvait à l'intérieur. Ils étaient même obligés de mettre des bassines ! » Aujourd'hui, tout apparaît cependant conforme, tant au plan technique qu'administratif. La commission départementale de sécurité a fait une méticuleuse inspection de trois heures, le 12 juillet, et c'est grâce à son avis favorable que le maire de Barbotan, M. Marc Dero, a signé l'autorisation de rouvrir l'établissement thermal.

Reste une question : avant le drame du 27 juin, les thermes fonctionnaient-ils dans l'illégalité ? Les bâtiments rénovés depuis 1988 avaient-ils eu l'autorisation de recevoir du public ? Une polémique se développe à ce sujet entre l'établissement thermal, la municipalité et la préfecture. M. Christian Seyrig, l'un des responsables de la Chaîne du soleil, se prévaut « d'une décision préfectorale » favorable à l'ouverture, qui est, selon lui, « la seule obligation légale à remplir ».

M. Jean-Michel Bédécarrats, directeur de cabinet du préfet du Gers, fait toutefois des réserves : « La préfecture a bien pris un arrêté le 16 mai dernier, indiquant qu'il n'y avait pas d'autorisation annuelle prise du point de vue de l'état sanitaire des eaux, et sans rapport avec les problèmes de sécurité, qui sont de la seule compétence de la mairie ».

« Les comptes sont clairs et transparents »

La mairie affirme n'avoir jamais donné d'autorisation d'ouverture aux thermes rénovés depuis 1988 : « De plus, ajoute-t-on, la compétence du maire se limite au constat que l'établissement, une fois achevé, est conforme au permis de construire ». Un certificat de conformité que le maire n'a jamais donné, puisque les travaux d'aménagement - l'accident du 27 juin l'atteste tragiquement - sont toujours en cours.

L'occupation du terrain quai de la Gare

La mairie de Paris demande l'arrêt du chantier de la Bibliothèque de France

Alors que le tribunal de Paris, saisi par la Ville, doit rendre, mardi 23 juillet, son jugement à propos de l'expulsion des trente-sept familles sans logement qui occupent des terrains situés 127 à 141, quai de la Gare, dans le 13^e arrondissement (le Monde du 17 juillet), M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, vient d'écrire à M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, pour lui demander « de prendre toutes dispositions pour que les travaux en cours ou envisagés sur cette emprise et sur celle du chantier principal de la Bibliothèque de France soient interrompus sans délai aussi longtemps que l'occupation actuelle durera ». Le campement des sans-logis jouxte en effet le terrain sur lequel doit être construite la Bibliothèque de France. Les bulldozers sont déjà à l'ouvrage.

M. Tiberi justifie sa demande « pour des motifs évidents de sécurité à l'égard des personnes présentes et notamment des enfants ». L'adjoint au maire précise : « La Ville de Paris a constaté que les dispositions relatives à la garde et à la sécurité des terrains du quai de la Gare prévues par la conven-

tion d'occupation précaire conclue entre les représentants de la mairie et l'Etablissement public de la Bibliothèque de France, le 23 avril 1991, n'étaient pas respectées ».

Et à propos de l'occupation elle-même, M. Tiberi rappelle à M. Biasini que celui-ci l'avait informé de son intention de s'occuper « aux procédures visant à obtenir la libération de ces terrains en raison des inconvénients que cette occupation crée à la Bibliothèque de France ». Il indique que M. Dominique Janet, président de l'Etablissement public, a saisi, jeudi 18 juillet, le maire de Paris pour « lui demander de bien vouloir porter ces éléments » à la connaissance du tribunal « de telle façon que puisse cesser le trouble dont nous souffrons ».

La municipalité de la capitale se sent d'autant plus autorisée à intervenir auprès du secrétaire d'Etat que, dès le 14 juillet, elle dénonçait dans un communiqué « l'inertie coupable des pouvoirs publics », qui ont refusé de procéder à l'expulsion immédiate des occupants du terrain du quai de la Gare.

JEAN PERRIN

Jeunesses d'Amérique

Les beaux jours de l'école libre

CHICAGO, ILLINOIS

de notre envoyée spéciale

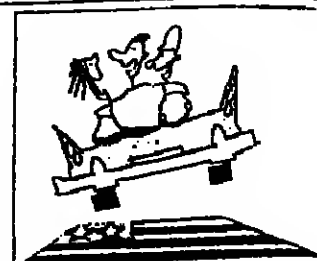
COMME antichambre de l'université, on ne peut faire mieux. Le lycée Laboratoire, école secondaire privée, est installé dans les murs mêmes de l'université de Chicago. Occupant un des pavillons cossus de style victorien, il inspire la sérénité propice aux brillants cursus.

Le sélect, à l'entrée, est sévère. En dépit d'un coût élevé - 3 000 F par trimestre - les candidats se bousculent. Chaque dossier est passé au crible. Les « premiers de la classe » venus des high schools de la région doivent franchir le barrage d'un entretien, où la direction apprécie l'ouverture d'esprit et la créativité tout autant que les notes passées. Le lycée laboratoire fabrique l'élite de demain, sa vocation et sa réputation.

Au rez-de-chaussée, les enfants du niveau élémentaire barbotent leur planche à dessin. Ceux du cours moyen élaborent en petits groupes un projet d'environnement pour fêter le jour annuel de Notre mère, la Terre. Plus loin, dans la bibliothèque aux ombres boisées, les « seniors » de terminale sont plongés dans la lecture de Freud, Marx et Paret.

Des lycéens choqués

Pour se distraire, ils ont à leur disposition les principaux journaux et revues d'Amérique et du monde. Ils pratiquent la sport, quotidiennement mais modérément. Ils ne sont pas autorisés à exercer un emploi à temps partiel pour se faire de l'argent de poche. Sur ce point, parents et enseignants sont très fermes. A l'âge où l'adolescent grandit, toute son énergie doit être gérée à bon escient. Il s'agit de former « un honnête homme ». Les élèves ont cet air détendu que



confère une heureuse confiance. La plupart ont déjà pris contact avec des professeurs du supérieur, sur le campus environnant, pour s'informer des divers avens envisageables. A l'heure du lunch, ces lycéens choqués côtoient leurs aînés, pour se livrer à l'art de la réflexion sous les ombrages épais des arbres centenaires.

Les magnolias sont en fleur. Les lilas embaument la bureau principal dont la large fenêtre s'ouvre sur les jardins. Cette femme mûre, d'origine asiatique, à la beauté calme, tient d'une main d'airain les rênes de son lycée laboratoire. « Une oasis, encadrée par des quartiers durs ». La succès de son établissement contraste avec la désolation qui règne dans l'enseignement secondaire, à Chicago comme ailleurs. Avant même l'abus de drogues et la délinquance juvéniles, le délabrement de l'Ecole préoccupe l'Amérique. Les quotidiens et les débats télévisés y consacrent leur une.

Le président Bush se lance dans une réforme à laquelle il tient depuis longtemps et que les enseignants jugent « inadéquates » et les parents « insupportables ». Ce projet a pour objet de tester, avant d'autres mesures à venir, la qualité tant controversée de l'enseignement dans les high-schools. D'autres expériences se mènent simultanément. Tel un lycée à la française, où l'on envisage de promouvoir la création d'un beccolaurat. Le lycéen moyen est supposé « manquer », dit-on, « d'un sens de la discipline ».

De plus, de récentes statistiques nationales renforcent l'insécurité générale. Un élève sur trois rejoindrait les « drop outs », ceux qui abandonnent leurs études avant même le fin du lycée.

DANIELLE ROUARD

REPÈRES

CATASTROPHES

Typhons et inondations dans le Sud-Est asiatique

Plusieurs typhons se sont abattus ces jours derniers sur le Sud-Est asiatique, provoquant des dégâts considérables.

Dans les provinces méridionales de la Chine, le typhon Amy a détruit trente-huit mille habitations et endommagé près de 200 000 hectares de cultures. Quarante-vingt quatre personnes y ont laissé la vie et plus de quatre mille autres ont été blessées.

Aux Philippines, c'est le typhon Brandon qui entraîne, sur les flancs du volcan Pinatubo toujours en éruption depuis quarante-cinq jours, des coulées toxiques où l'eau se mélange aux débris volcaniques. Deux paysans ont été emportés et dix mille ont dû être évacués. Les spécialistes ont demandé aux autorités l'évacuation de treize villes autour du volcan.

En Corée du sud, des inondations et des glissements de terrain ont fait plus de cinquante morts et disparus. Enfin, à l'autre bout du Pacifique, un glissement de terrain a surpris une dizaine de véhicules en Colombie : le bilan fait état de cinquante-trois morts et disparus. - (AFP, AP, Reuters.)

ESPACE

Contrat mexicain pour Ariane

Le ministère mexicain des communications et des transports a annoncé, lundi 22 juillet, que les satellites mexicains de télécommunication Solidaridad seraient lancés par des fusées européennes Ariane de la société Arianespace.

La firme, qui « a une haute fiabilité », selon le communiqué du ministère, a remporté ce contrat parce qu'elle a fait de meilleures propositions en matière de services et de prix que ses concurrentes américaines, en particulier General Dynamics, et qu'elle garantit une durée de vie de quatorze ans en orbite pour les satellites. - (AFP.)

IMMIGRATION

Les demandeurs d'asile déboutés crient à la trahison

Le réseau d'information et de solidarité des demandeurs d'asile déboutés qualifié de « trahison » les instructions données aux préfets par les ministères des affaires sociales et de l'intérieur pour la régularisation de certains déboutés (le Monde du 20 juillet).

Les associations groupées dans ce « réseau » affirment que l'exigence de une ou deux années de travail a été ajoutée sans concertation, réduisant à « sans doute moins de 10 % » la proportion des bénéficiaires de la régularisation, soit moins de dix mille personnes. Le « réseau » estime que l'intention du gouvernement est d'accroître « le banissement et la déportation » des étrangers à l'approche des échéances électorales. Le personnel de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) fait part de ses « vives inquiétudes », tandis que le MRAP exprime son « indignation ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

MÉDECINE

Diminution du nombre d'étudiants

Le gouvernement a décidé de diminuer le nombre d'étudiants en médecine et en odontologie, en application de sa politique de maîtrise des dépenses de santé. Le nombre d'étudiants admis en seconde année du premier cycle des études médicales passera de 4 000, pour l'année universitaire 1990-1991, à 3 750 à la fin de l'année universitaire 1991-1992 et à 3 500 pour l'année universitaire 1992-1993, a indiqué, lundi 22 juillet, le ministre délégué à la santé.

Pour les études dentaires, le nombre d'étudiants admis en seconde année passera de 850 à 800 à la fin de l'année universitaire 1991-1992. La répartition de cette baisse sera proportionnelle aux effectifs actuels des Unités de formation et de recherche (UFR).

Cette modulation du nombre d'étudiants doit être complétée par un ensemble de mesures définies en concertation avec les partenaires du système de soins (orientation des médecins prenant mieux en compte les besoins, aide à la reconversion, départs à la retraite anticipée). Le gouvernement entend notamment proposer des dispositions « permettant de renforcer l'effectif de jeunes médecins dans les hôpitaux ».

FAITS DIVERS

Quatre personnes blessées dans un accident d'hélicoptère en Corse. - Quatre officiers de la Sécurité civile et un mécanicien ont été blessés dans l'accident de leur hélicoptère, lundi 22 juillet, dans la région d'Ajaccio (Corse-du-Sud). Ils ont été hospitalisés, mais leurs jours ne sont pas en danger. L'hélicoptère de la Sécurité civile survolait un feu de maquis, lorsqu'il s'est écrasé sur un pignon rocheux.

SCIENCES • MEDECINE

Les fronts du paludisme

Jugée peu rentable par l'industrie pharmaceutique, la maladie ne cesse de se développer et résiste de plus en plus aux médicaments

On finit par l'oublier tant il est vrai que certaines maladies endémiques finissent par ne plus être considérées que comme des fatalités : actuellement, deux milliards de personnes, les deux cinquièmes de la population mondiale, sont exposées au risque du paludisme. Chaque année, en Afrique, plus de cent millions de cas cliniques sont observés. Loin d'être stabilisée, la situation, ne serait-ce qu'en raison des conditions climatiques, ne cesse de s'aggraver. Ainsi, en 1990, de longues périodes de pluies prolongées ont-elles fait proliférer les moustiques vecteurs du paludisme dans des pays comme le Botswana, Madagascar, le Rwanda, le Swaziland et la Zambie.

En outre, c'est là une situation très inquiétante, des phénomènes de résistance médicamenteuse à la totalité des produits utilisés ont été constatés. « A divers degrés, indique-t-on à l'Organisation mondiale de la santé, la résistance à la chloroquine, qui est de loin l'antipaludique le moins cher et naguère le plus utile, est aujourd'hui signalée dans la presque totalité des pays où ce parasite existe. En Afrique, l'augmentation continue de la résistance à la chloroquine entrave désormais les opérations de lutte et le traitement dans les zones rurales. D'autre part, des résistances au traitement associant la sulfadoxine et la pyriméthamine ont été observées en Asie du Sud-Est, en Amérique du Sud et dans certaines régions d'Afrique. Idem pour la méfloquine.

Cette situation ne va pas, on s'en doute, sans poser de redoutables problèmes, non seulement aux autorités sanitaires des pays touchés, mais également aux médecins chargés de conseiller les personnes désirant voyager dans ces pays. Très régulièrement, les paludologues sont amenés à modifier les recommandations en matière de prophylaxie de manière à « coller » au plus près à l'émergence des souches de *Plasmodium falciparum* chimio-résistantes.

Les seules mesures qui fassent réellement l'objet d'un consensus parmi les spécialistes sont celles qui concernent la protection contre les piqûres d'anophèles (moustiques). Rappelons que l'agent du paludisme, le plasmodium, est transmis à l'homme par un moustique infesté, l'anophèle femelle, lors de sa piqûre, qui est indolore. L'incubation, principale période de zéro à partir de 18-19 heures et surtout entre 23 heures et 4 heures du matin. C'est donc durant cette période que le risque de contamination est le plus important et qu'il faut se protéger.

Il importe bien évidemment de différencier les mesures qui concernent les voyageurs de celles qui sont desti-

nées aux habitants des pays touchés par le paludisme, ne serait-ce que pour d'évidentes raisons d'ordre économique.

Première mesure, donc : se protéger la nuit contre les piqûres de moustiques au moyen essentiellement de moustiquaires et, lorsqu'il en existe, des appareils à air conditionné. Le port de vêtements recouvrant la plus grande surface possible de tissus traités est également une méthode efficace. En outre, il est recommandé à partir de 18 heures d'avoir recours aux produits répulsifs anti-moustiques. Certains ont une réelle efficacité (mais ils sont souvent aussi très coûteux). C'est le cas en particulier du Doxix et du Pic-out.

Des résistances en tout genre

Intéressant cette fois plus particulièrement les habitants des pays touchés, des études récentes ont montré l'efficacité des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Un essai a été entrepris auprès de 22 000 personnes en 1989 dans la région de Dandakou en Gambie, et ses premiers résultats semblent très encourageants. Les habitants des villages qui ont imprégné leurs moustiquaires avec de la perméthrine un insecticide de la classe des pyréthrinoides - ont vu le taux de mortalité lié au paludisme fortement diminuer.

Plus encore, des résultats préliminaires font état d'un taux de protection de l'ordre de 97 % chez les personnes utilisant ces moustiquaires imprégnées et ayant dans le même temps recours à une chimioprophylaxie efficace. Le problème de la chimioprophylaxie est autrement complexe. Afin de ne pas le compliquer encore davantage, nous nous contenterons de l'examiner du seul point de vue du voyageur. Très schématiquement, on peut distinguer trois groupes de pays en fonction de leur résistance à la chloroquine (1) :

- celui où il n'existe pas de résistance à ce médicament : on trouve dans ce groupe des pays comme l'Egypte, le Maroc, l'île Maurice, le Mexique, certaines régions du Brésil, du Pérou, de la Chine et la plupart des pays du Moyen-Orient.

- un deuxième groupe comprend les pays où il existe une chimiorésistance (à vrai dire, cela commence à être le cas dans la plupart des pays touchés par le paludisme) : il comprend la plupart des pays africains ainsi que l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Népal, le Pakistan, Sri-Lanka, le Yémen, l'Equateur et certaines régions de la Bolivie, du Brésil et du Pérou ;

- le troisième regroupe les pays où la prévalence de la chloroquine-résis-



tance est élevée et où il existe en outre des résistances à d'autres médicaments. En fait, partie le Bénin, le Burundi, le Cameroun, les Comores, le Congo, le Gabon, la Guinée-Equatoriale, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, le Nigeria, l'Ouganda, la République centrafricaine, le Rwanda, la Tanzanie, le Zaïre, la Zambie, le nord-ouest du Brésil, la Colombie, la Guyane française (fleuves), le Suriname, le Venezuela, le Bangladesh, le Bhoutan, la Birmanie, le Cambodge, la Chine (Etats du Sud), le Laos, les Philippines, le Thaïlande (zones frontalières), le Vietnam, les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Vanuatu.

Avant de partir dans un de ces pays, il est indispensable de consulter un médecin. A l'heure actuelle, aucun médicament n'est capable de conférer une protection absolue contre le paludisme, c'est pourquoi il importe abso-

lument de diminuer le risque de contracter le parasite en diminuant le nombre de piqûres de moustiques. D'autre part, une fièvre qui survient moins de dix jours après le début du séjour n'est pas due au paludisme. Dans ce cas, il ne sert donc à rien de se faire traiter comme s'il s'agissait de cette maladie. Lorsque c'est possible, les enfants en bas âge et les femmes enceintes doivent éviter de voyager en zone impaludée. Le paludisme a des effets très nocifs pour le fœtus et, en outre, plusieurs médicaments antipaludiques sont contre-indiqués pendant la grossesse.

Comment prévenir au mieux la survenue du paludisme ? Dans les pays du groupe 1, encore une fois de moins en moins nombreux, pas de problèmes : la chloroquine suffit, à raison de 100 mg/j ou de 300 mg/semaine (la chimioprophylaxie doit être poursuivie quatre

semaines après la sortie de la zone à risque). Lorsque le séjour ne dépasse pas huit jours, il est légitime de ne rien prendre et de consulter au retour en cas de fièvre inexpliquée. En outre, il ne sert à rien de prendre de la Nivaquine en cas de séjour se limitant à une grande ville.

Tout se complique en cas de séjour dans les pays du groupe 2 et surtout du groupe 3. Les recommandations du Conseil supérieur d'hygiène publique de France sont, en pareil cas, les suivantes :

- pour des séjours inférieurs à trois mois dans des pays du groupe 2, on peut prendre soit de la chloroquine (Nivaquine) associée à du proguanil (Paludrine) (200mg/j) ; soit de la méfloquine (Lariam) à raison de 250 mg/semaine. Dans les pays du groupe 3, la recommandation est la suivante : Méfloquine (250mg/semaine) et, seulement en cas d'intolérance, chloroquine et proguanil ;

- pour les séjours supérieurs à trois mois ou pour les séjours répétés, il est recommandé dans les pays des groupes 2 et 3 de prendre de la chloroquine (100mg/j) et du proguanil (200mg/j). En outre, il est recommandé un traitement de réserve : sulfadoxine-pyriméthamine (Fansidar) ou halofantrine (Halfan). En cas de fièvre après huit jours de séjour, la conduite à tenir est la suivante : essayer de trouver un médecin ou même un infirmier de manière à poser un diagnostic de paludisme (fièvre, goutte épaissie). Si cette consultation en urgence s'avère impossible, il importe de ne prendre aucun risque et de considérer qu'il s'agit a priori du paludisme. Il faut alors s'autotrainer et prendre, par exemple, immédiatement deux comprimés d'Halfan, puis deux autres six à huit heures plus tard ; le même traitement sera à renouveler une semaine plus tard en sachant que dès le retour il faudra aller consulter un médecin.

Pour les femmes enceintes et les femmes en âge de procréer, il est recommandé en cas de voyage dans un pays du groupe 2 ou 3 de prendre l'association chloroquine-proguanil. Même chose d'ailleurs pour les jeunes enfants.

FRANCK NOUCHI
Lire la suite page 10

(1) La liste de ces pays, comme d'ailleurs les recommandations en matière de prophylaxie du paludisme pour les voyageurs ont été publiées dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (n° 18, 6 mai 1991) par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Vitamine B9 et facteur celtique

La prise régulière de vitamine B9 (acide folique) avant et en tout début de grossesse permet de réduire considérablement le risque de malformation du tube neural, en particulier de spina bifida, d'hydrocéphalie et d'anencéphalie. Telles sont les conclusions d'une étude anglaise, publiée dans le dernier numéro de la revue médicale The Lancet (daté 20 juillet), et réalisée sous l'égide du Medical Research Council par le docteur Nicholas Wald (collège médical de l'hôpital Saint-Bartolomew, Londres). Ces malformations, dues à une anomalie de la fermeture du tube neural sont déterminées dès le tout début de la grossesse lorsque, entre le 21^e et le 27^e jour après la fécondation, se forme l'ébauche du système nerveux (le tube neural).

A l'origine de troubles souvent très graves (paralysie, hydrocéphalie, malformations orthopédiques et viscérales, etc.), elles surviennent beaucoup plus fréquemment dans les populations d'origine celtique et de faible niveau socio-économique. En France, on observe une nette variation de leur incidence selon les régions (1,2 pour 1000 naissances en Bretagne contre, par exemple, 0,3 pour 1000 dans la région Rhône-Alpes). A Paris, de 1981 à 1988, la fréquence des anencéphalies a été de 1 pour 3000, de même que celle des spina bifida. Grâce aux techniques de diagnostic prénatal, essentiellement l'échographie, la quasi-totalité des anencéphalies ont pu être prévenues de même que la moitié des spina bifida. D'autre part, le risque de récurrence familiale est faible, de l'ordre de 3 %.

Comme d'autres avant elle, l'étude anglaise montre qu'une supplémentation en vitamine B9 permet de diminuer - des deux tiers - le risque de survenue de ces troubles. 1 817 femmes enceintes à hauts risques, ayant toutes eu auparavant un enfant atteint d'anomalie du tube neural, y ont participé. Elles ont été réparties en quatre groupes selon le type de supplémentation qui leur était proposée. Finalement, vingt-sept d'entre elles ont eu un enfant atteint. Six avaient pris de l'acide folique avant et en tout début de grossesse et vingt et une n'en avaient pas pris. L'effet protecteur engendré par la prise de vitamine B9 serait donc, selon les auteurs, de 72 %. Dans un éditorial accompagnant la publication de cette étude, les responsables du Lancet recommandent une supplémentation de ce type à toutes les femmes désirant avoir un enfant.

Sans doute justifiée en Grande-Bretagne, une telle mesure n'eût en France aucun intérêt, estime le professeur André Boué, directeur de l'unité génétique et pathologie fœtale de l'INSERM. En outre, elle n'est pas techniquement facile à mettre en œuvre. « Au moment où la femme s'aperçoit qu'elle est enceinte, il est trop tard, explique le professeur Boué. C'est trois mois avant la survenue de la grossesse qu'il faut commencer à prendre de la vitamine B9. Il n'est donc pas question, pour un risque aussi faible, de recommander à toutes les femmes de prendre une telle supplémentation. » En revanche, un régime alimentaire varié, à base de fruits, d'avocats et surtout de légumes à feuilles vertes (épinards, brocolis) permet d'augmenter à moindre frais l'apport en vitamine B9.

Véritables maladies de carence, les anomalies du tube neural semblent de toutes façons vouées à devenir de moins en moins fréquentes, à mesure qu'augmentera le niveau de vie. Ainsi, par exemple, depuis vingt ans, en Ecosse, leur incidence est passée spontanément de 8 à 3 pour 1000. Pourtant, elles ne devraient pas totalement disparaître du fait de l'existence d'un facteur génétique - les gendécisions parentales - qui pourrait expliquer pourquoi certaines populations semblent réagir différemment aux variations du taux d'acide folique.

F. N.

Sans Nobel ni regrets

Dix ans avant deux Américains qui obtinrent pour cela le prix Nobel, le Français Emile Le Roux avait mesuré le rayonnement fossile du Big Bang

EN 1965, Robert Wilson et Arnold Penzias, deux jeunes radioastronomes, « détectèrent, un peu par hasard, un rayonnement radio continu et uniforme émanant de toutes les directions du ciel. Ce « bruit de fond » fut immédiatement interprété comme l'une des preuves les plus convaincantes de la réalité du Big Bang. Il correspond, en effet, au rayonnement émis par une lumière fossile refroidie à trois degrés au-dessus du zéro absolu (3° Kelvin, soit moins 270° Celsius) : les restes du « flash » de la gigantesque explosion qui, y a quelque quinze milliards d'années, entraîna la naissance de l'univers (le Monde du 18 octobre 1978 et du 12 septembre 1990). Vingt-six ans après, deux chercheurs de l'université de Rennes révélaient qu'un astronome français, M. Emile Le Roux, avait détecté dès 1955 ce « rayonnement cosmologique », dont la découverte valut le prix Nobel 1978 à Penzias et Wilson.

Emile Le Roux n'est pas le premier venu. « Il fut l'un des pionniers de l'école de radioastronomie française, qui est un peu à l'origine du développement de cette discipline », explique M. Thierry Montmerle, astrophysicien au centre de Saclay (Essonne) du Commissariat à l'énergie atomique. Mais il est tout aussi connu pour être un homme très timide et modeste. L'attribution du prix Nobel à Penzias et Wilson ? « Effectivement, j'en ai entendu parler à l'époque, reconnaît-il. Je me

suis dit : tiens, ils ont trouvé le même chiffre que moi. Sans plus. En a-t-il eu l'importance, des regrets ? Vous savez, leurs mesures étaient beaucoup plus précises que les miennes. » Est-il possible de le rencontrer ? « Non, non, répond-il en téléphonant. Je suis en retraite. Adressez-vous à mes collègues. »

Ce sont précisément ces derniers, MM. Albert Le Floch et Fabien Bretneider, du laboratoire d'électronique quantique et de physique des lasers (université de Rennes-1), qui ont échantillé la thèse dans laquelle il expose les résultats de ses mesures, effectuées en 1955 au laboratoire de radioastronomie de l'Ecole normale supérieure, à l'aide d'antennes de radars allemands récupérées après la guerre par le professeur Yves Rocard, père de l'ancien premier ministre. Ils la commentent dans une note publiée récemment dans les Comptes rendus de l'Académie des sciences (1).

M. Le Roux avait quitté ce laboratoire historique pour Rennes dès 1965. Il ne « supportait pas la vie parisienne ». Et puis la physique théorique l'a très vite beaucoup plus intéressé que la cosmologie : « Comment comprendre les lois qui régissent l'univers quand on ne sait pas comment est fait l'électron ? », lance-t-il, avec un soupçon de provocation. Bien qu'il soit officiellement retraité depuis un an, « M. Le Roux est resté le théoricien à qui nous sommes les cas les plus arides que nous rencontrons en électronique quantique », expli-

que M. Le Floch. A la suite de la publication de travaux sur ce sujet de l'équipe de Rennes, le laboratoire reçoit en décembre 1990 une lettre de R. H. Dicke de l'université de Princeton (Etats-Unis). Dicke avait interprété en 1965, avec P. J. E. Peebles, P. G. Roll et D. T. Wilkinson, les travaux de Penzias et Wilson. « C'est en discutant de cette histoire que Le Roux évoqua incidemment devant nous sa thèse de 1955, raconte Le Floch. A notre grande surprise, car il n'en avait jamais parlé auparavant. »

Arnold Penzias et Robert Wilson, qui avaient été chargés par les laboratoires Bell d'identifier les sources de bruit susceptibles de brouiller les communications avec les satellites, furent surpris de leur découverte.

Emile Le Roux, lui, affirme qu'il cherchait dès le départ « la température du fond du ciel, sans préjuger de son origine ». Il ne disposait d'ailleurs pas des données suffisantes pour se prononcer à ce sujet. MM. Le Floch et Bretneider soulignent cependant que l'origine extragalactique de ce « fond continu » est l'une des hypothèses envisagées par Le Roux dans sa thèse. Elle semble, pourtant, ne pas avoir été retenue par les autres chercheurs de l'école normale. En 1955, il est vrai, Emile Le Roux n'avait que vingt-cinq ans, et la cosmologie n'en était qu'à ses balbutiements.

« Arnold Penzias et Robert Wilson, en revanche, sont tombés exactement au bon moment », explique M. Thierry

Montmerle. A Princeton, Jim Peebles avait pris le problème à l'envers et venait de publier une étude théorique prédisant l'existence d'un rayonnement fossile qu'il évaluait à 7°K. Une preuve que la mésaventure d'Emile Le Roux n'est peut-être pas aussi étonnante qu'il paraît. Comme lui, Gamov était un peu trop en avance sur son temps, et ses travaux (que Le Roux ne connaissait pas plus en 1955) étaient passés pratiquement inaperçus.

« Cette histoire témoigne de l'importance de la communication entre chercheurs qui, à l'époque en France, était particulièrement déficiente, souligne Thierry Montmerle. Dans le système actuel, Le Roux aurait publié ses mémoires en anglais dans une revue européenne, et Penzias et Wilson (ou Dicke

« Aller à la pêche »

ils devaient s'apercevoir plus tard qu'en 1948, déjà, George Gamov avait prédit l'existence de ce rayonnement fossile qu'il évaluait à 7°K. Une preuve que la mésaventure d'Emile Le Roux n'est peut-être pas aussi étonnante qu'il paraît. Comme lui, Gamov était un peu trop en avance sur son temps, et ses travaux (que Le Roux ne connaissait pas plus en 1955) étaient passés pratiquement inaperçus.

« Cette histoire témoigne de l'importance de la communication entre chercheurs qui, à l'époque en France, était particulièrement déficiente, souligne Thierry Montmerle. Dans le système actuel, Le Roux aurait publié ses mémoires en anglais dans une revue européenne, et Penzias et Wilson (ou Dicke

et Peebles) en auraient eu connaissance. Cela dit, ils se seraient probablement contentés de les citer comme des résultats expérimentaux intéressants. » En effet, estime l'astrophysicien du CEA, entre 1955 et 1965, un sans technologie très important avait eu lieu dans le domaine des récepteurs et des antennes de radioastronomie. « C'est vrai que les radioastronomes de l'Ecole normale supérieure « brûlaient ». Mais, pour aboutir éventuellement au Nobel, il aurait fallu qu'ils continuent sur cette voie avec un matériel plus sophistiqué. »

Emile Le Roux en convient volontiers. « Nous avions bien pensé à refroidir nos récepteurs à l'hélium liquide (pour les rendre plus précis), comme l'ont fait Penzias et Wilson, mais, à l'époque, c'était hors de prix », ajoute-t-il cependant, avec une pointe de regret dans la voix. Mais il n'est pas du genre à chercher querelle à ses confrères américains pour leur dispute une récompense dont, visiblement, il n'a cure. « Je veux rester en dehors de cette affaire. Tout ce qui m'intéresse aujourd'hui, c'est d'aller tranquillement à la pêche », lance-t-il quand on insiste pour le rencontrer.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) « Note historique sur la découverte du rayonnement diffus cosmologique », Comptes rendus de l'Académie des sciences, tome 313, série 2, page 35, paru le 4 juillet 1991.

SCIENCES • MEDECINE

Puces de bibliothèque

L'informatisation des fichiers de la Bibliothèque nationale est le seul moyen de gérer les millions de documents accumulés en six siècles

La décision d'informatiser les fichiers innombrables de la Bibliothèque nationale (la BN pour les initiés) a été prise en 1980. Cette année-là, en effet, le premier ministre, M. Raymond Barre, demandait que l'on donne à la BN l'autonomie nécessaire au développement de l'informatique. Après les études indispensables, le service de l'informatique s'est développé rapidement : en 1984, il comptait trois personnes ; en 1991, il en est à vingt-cinq.

La tâche est immense. On pense généralement que la BN a pour origine la « librairie » de Charles V (1364-1380). Elle a été très enrichie par Louis XII et François I^{er}. Par ce dernier roi, en effet, a été créé le dépôt légal, c'est-à-dire l'obligation de déposer à la Bibliothèque royale un exemplaire de tout ouvrage imprimé en France. A Colbert, on doit, d'une part, l'installation de la Bibliothèque royale à l'emplacement actuel de la BN (étant entendu que les bâtiments originaux ont été à maintes reprises agrandis et modifiés), d'autre part, le transfert des collections du roi.

En plus de six siècles, la BN est devenue une des très grandes bibliothèques du monde : 15 millions d'estampes et de photographies, plus de 10,5 millions de livres, 3 millions de documents variés concernant les arts du spectacle, 1,5 million de pièces musicales, 1,1 million de documents sonores et audiovisuels, 650 000 cartes et plans, 350 000 collections de périodiques, 350 000 manuscrits, plus de 300 000 monnaies, médailles et objets divers. Bien entendu tous ces chiffres ne représentent que des ordres de grandeur. Et ils ne cessent d'augmenter puisque le seul dépôt légal (actuellement 4 spécimens de chaque livre, périodique, brochure, estampe, gravure, carte postale, affiche, carte de géographie, œuvre musicale, photographique, cinématographique ou phonographique

imprimés, vendus, distribués ou loués en France) ainsi que les achats, échanges, dons ou legs apportent annuellement quelque 80 000 « unités » de plus.

Les catalogues et fichiers d'une telle masse de documents ont, pendant des siècles, été faits à la main puis imprimés dans de gros et nombreux volumes : 24 volumes, regroupant 500 000 fiches, ne représentent que le catalogue général des seuls livres imprimés en caractères latins (1) entrés à la BN de 1600 à 1969. Pour la décennie suivante, on en était à 1,2 million de fiches qui auraient nécessité une soixantaine de volumes...

Opale et Opaline

Cette avalanche de fiches, indispensables à l'utilisation des « trésors » de la BN, devenait donc ingérable, comme elle l'est à la Library of Congress de Washington, à la British Library de Londres et autres grandes bibliothèques du monde. Dès 1982, le catalogue a commencé à être informatisé. Mais on en était à un stade très artisanal : les fiches étaient toujours écrites à la main, puis étaient « tapées » par des claviers sur des micro-ordinateurs pour être stockées sur l'ordinateur du ministère de l'éducation nationale.

Avec l'informatisation réelle du système de catalogage, on est passé au stade « industriel ». Le travail commence au dépôt légal. Là, chaque nouvelle entrée à la BN est enregistrée sous forme d'une « notice allégée », qui comprend le titre, le nom de l'auteur, de l'éditeur et de l'imprimeur, les numéros de dépôt légal, d'ISBN, d'ISSN et de CDU (2), le format en centimètres, le nombre de pages, etc. Tout ce qui est imprimé entre ainsi dans la base « BN-Opale ». Ces fiches allégées vont au service de la Bibliothèque de la France (qui

vérifie, notamment, les homonymes) et au Centre de coordination bibliographique et technique (CCBT).

Le rôle du CCBT est celui d'une autorité. Il lui revient la tâche d'établir les normes bibliographiques et de dresser trois fichiers : un pour identifier les auteurs-personnes physiques, un autre les auteurs de publications collectives, le troisième en fonction de mots définissant la ou les matières traitées dans chaque publication. Ainsi le CCBT a-t-il défini les règles de classement de la base « BN-Opale » et contrôle-t-il les fichiers qui sont constitués par le service de la Bibliothèque de la France en fonction des normes du CCBT.

La base « BN-Opale » a commencé à être alimentée avec les notices des publications françaises et étrangères en 1984. Y ont été introduites d'abord toutes les fiches des livres français publiés depuis 1970. Est venu ensuite le tour des livres étrangers arrivés pendant les

périodes 1970-1979 et 1984-1991. Le « trou » des années 1980-1983 sera comblé à la fin de 1991. A son programme, la BN a encore, bien sûr, l'informatisation de toutes les publications antérieures à 1970 qu'elle possède depuis ses origines. Cette opération d'informatisation des fiches manuelles est sous-traitée à des sociétés privées ; elle concerne les 231 volumes du catalogue couvrant la période 1453-1960, les 30 volumes des années 1960-1969 et « quelques » suppléments de fiches postérieures destinées au public.

Quant aux périodiques, leur informatisation est à jour pour les « titres vivants » ; celle des « titres morts » viendra ultérieurement. Actuellement, la base « BN-Opale » est riche de 1 300 000 livres et périodiques « vivants ». Il ne faut pas oublier la base « BN-Opaline » où ont été entrés depuis 1984 tous les cartes et plans ainsi que tous les

documents de la phonothèque et de l'audiovisuel, et, depuis 1988, les estampes (3). Les documents concernant la musique sont en cours d'informatisation depuis le mois de février dernier.

Consultable par Minitel

Ainsi, dans quatre ou cinq ans, l'informatisation des fichiers de la totalité (6,5 millions de notices) des imprimés en caractères latins de la BN devrait être achevée de façon à être prête pour le déménagement vers la Grande Bibliothèque de France du treizième arrondissement. Lorsqu'elle sera achevée, elle sera consultable directement par les autres bibliothèques françaises et, via le Minitel, par les particuliers.

Le coût total de cette informatisation devrait être de l'ordre de 80 millions de francs pour les seuls sa-

sié et traitement. L'informatisation simplifie et rationalise l'établissement et la gestion des fichiers et l'utilisation de ceux-ci par les 400 000 « clients » annuels de la BN. Déjà, les lecteurs ont à leur disposition dans les salles des catalogues seize postes écrans-terminaux où ils peuvent trouver, grâce à une douzaine de mots-clés, les titres des ouvrages français dont ils veulent demander la communication. Il existe aussi le système CD-ROM (Compact Disk Read Only Memory) dans lequel un seul disque regroupe 450 000 fiches et qui permet de trouver les titres de la Bibliothèque de la France dont on ne se rappelle pas les références exactes. La BN est une vieille maison. Mais elle est aussi une maison moderne.

YVONNE REBEYROL

Les fronts du paludisme

Suite de la page 9

En pratique, ces schémas prophylactiques sont critiqués par plusieurs spécialistes opposés à la prescription de méfloquine du fait des nombreux et fréquents effets secondaires que ce médicament provoque. Ces médecins préfèrent en général ne prescrire que l'association chloroquine-proguanil, et ce même si de nombreux cas de chimiorésistance au proguanil ont été rapportés un peu partout.

Cette année, la situation était d'autant plus compliquée que les laboratoires Roche, qui commercialisent la méfloquine, n'avaient pas, semble-t-il pour de simples questions de délais, fait figurer leur produit dans le dictionnaire Vidal des médicaments. De nombreux médecins ont d'ailleurs tout bonnement cru que cet oubli était dû en réalité à un retrait du marché de ce médicament. En fait, il n'en est rien et l'on indique chez Roche que le Lariam figurera à nouveau dans le Vidal 92. Une lecture en ce sens a été envoyée le 12 juillet à l'ensemble des spécialistes français du paludisme pour les en avertir.

En attendant un hypothétique vaccin

Dans cette lettre, les laboratoires Roche précisent en outre quel doit être le rythme des prises : la première doit avoir lieu une semaine avant d'arriver dans la région d'endémie palustre. Les prises suivantes doivent se faire une fois par semaine à jour fixe. La dernière prise doit avoir lieu trois ou quatre semaines après le retour. Les comprimés doivent être absorbés avec une grande quantité de liquide et de préférence au cours d'un repas (un comprimé de 250 mg par prise pour les adultes et enfants de plus de 45 kg ; un comprimé à 50 mg pour les enfants de 15 à 19 kg ; deux comprimés à 50 mg pour les enfants de 20 à 30 kg ; quatre comprimés à 50 mg pour les enfants de 30 à 45 kg).

Ces précautions, visiblement, n'ont pas suffi à désarmer les adversaires du Lariam pour lesquels il n'est pas facile de prescrire à des personnes, qui souvent partent en vacances, un médicament qui occasionne aussi fréquemment des vertiges, des nausées, des vomissements, etc. Réplique immédiate du professeur Marc Gentilini (hôpital Pitav-Salpêtrière, Paris) pour qui la prescription de Lariam ne se discute pas en cas de séjour prolongé dans des pays du groupe 3. En revanche, estime-t-il, en cas de séjour n'excédant pas quelques jours, il est justifié de ne rien prendre et de couvrir le risque d'une impaludation que l'on pourra toujours soigner au retour.

Selon toute vraisemblance, cette situation ne va pas cesser de se compliquer au fil des ans, à mesure qu'apparaîtront de nouveaux foyers de chimiorésistance. Peut-être la solution viendra-t-elle un jour, en attendant un toujours hypothétique vaccin contre le paludisme - « l'Arrière-pensée de la médecine tropicale » selon l'expression d'un spécialiste -, des recherches actuellement en cours pour essayer de trouver des agents capables d'inhiber les phénomènes de résistance. D'ores et déjà, on a pu montrer, *in vitro*, que certains antihypertenseurs apparentés au verapamil et certains antidépresseurs tricycliques sont capables d'inhiber la résistance des parasites. Des études précliniques sont actuellement

menées sur ce thème par la firme Knoll Chemische Fabriken AG.

D'autres études menées en particulier en Chine suscitent un certain espoir. Elles concernent une classe de médicaments dérivés du quinghaosu, une substance d'origine végétale que les Chinois utilisaient contre les fièvres il y a plus de deux mille ans. Son principe actif, l'artémisinine, a été isolé par des chercheurs chinois en 1972. Doté d'une puissante activité anti-palustre, il aurait permis, selon des résultats encore non publiés mais communiqués par l'OMS, d'obtenir un taux de survie supérieur à 90 % dans le paludisme

sévère et compliqué en Chine, soit une division par deux au moins du taux de mortalité observé habituellement après traitement par la quinine. Aucune résistance clinique n'a pour l'instant, semble-t-il, été observée en Chine où ce produit est commercialisé. Des essais thérapeutiques sont actuellement en cours avec des dérivés de ce produit.

Cependant, ces quelques données encourageantes ne doivent pas faire illusion : le paludisme ne cesse de s'étendre, tant chaque année dans le monde plus de deux millions de personnes. Dans ce contexte, la perte d'efficacité progressive des antipaludéens du fait de l'extension des phénomènes de chimiorésistance ne laisse présager rien de bon, d'autant que l'industrie pharmaceutique et les grands instituts de recherche semblent toujours aussi peu concernés par une maladie qu'ils jugent, en définitive, « peu rentable ».

FRANCK NOUCHI

Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel



De l'Europe aux côtes africaines, des Caraïbes à l'Amérique centrale, des ruelles de Gènes à la côte des Moustiques, *Le Monde* part sur les traces de Christophe Colomb, un an avant le cinquième centenaire de son exploit. Revisitant le présent au miroir du passé, ce voyage entre deux mondes fait revivre l'aventure qui marque l'entrée dans les Temps modernes. Au fil des trente étapes de ce reportage, Colomb, qui a aussi ses adversaires, est prétexte à rencontres, occasion de détours, sujet à interrogations sur le devenir de la planète.

Voyage avec Colomb, un grand feuillet à lire dans *Le Monde*.



Le Monde

CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 29 JUILLET 1991
(numéro daté mardi 30)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 251.311 F

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Guisbault
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonne-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-70-73 - Société Mille
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composant 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs mensuelles-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

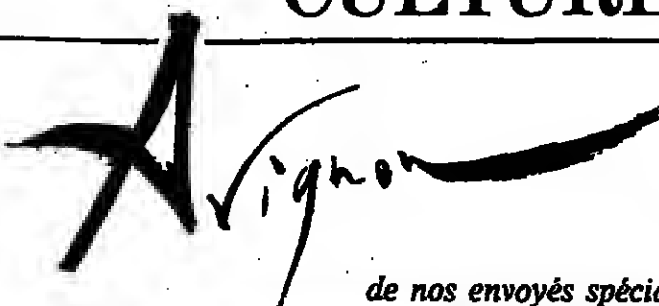
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tout les noms propres en capitales d'imprimerie

CULTURE



de nos envoyés spéciaux

En un soir, les nobles figures du Tazieh iranien ont séduit - mieux, ont marqué - le Festival. On croit y retrouver les sources du théâtre épique. Retrouver les sources du comique semble plus aléatoire. Y compris dans ses manifestations les plus exotiques. Il ne suffit pas d'apporter « la tradition populaire ouzbèke » comme dit le programme, pour faire rire les Occidentaux que nous sommes, culturellement gâtés - comme ces étudiants, ces Fous de théâtre, qui consacrent leur existence à leur passion. Peut-être sommes-nous plus sensibles aux mythes tragiques, jusque dans leurs formes les plus quotidiennes : voir la correspondance entre Paul Léautaud - enfant abandonné - et une mère qu'il connaît très tard... Quant au théâtre épique, il fascine la terre entière, jusque dans la force de la dérision, voir le tour du monde prévu par Royal de Luxe, avec sa Véritable Histoire de France, dont le triomphe partit l'an dernier d'ici même.



Rue du Cargo

Ils partiront de Nantes, pour Caracas et Barcelone :
Royal de Luxe sur les traces de Christophe Colomb

Se souvenant de leur triomphe l'an dernier, le Royal de Luxe sont passés par le Festival d'Avignon pour annoncer les prochains voyages de leur Véritable Histoire de France. Sur les pas de Christophe Colomb, mais en sens inverse, ils iront en Amérique latine et en Espagne. Leur livre d'histoire (9 tomes) sera transporté sur un cargo qu'ils ont acheté et affrété avec l'aide de la Ville de Nantes, du ministère de la culture et de quelques sponsors. Le bâtiment mesure 100 mètres de long sur 15 mètres de large et 3,50 mètres sous coque.

Le voyage a été préparé, grâce à l'association française d'action artistique (AFAA). D'ailleurs, Royal de Luxe n'improvise jamais, tout est répété et vérifié des centaines de fois. Donc, si on ne sait pas encore exactement ce que seront les spectacles - forcément modifiés - on sait que Découffé donnera trois fois une version plein air de *Triton*, que trois fois également, les marionnettes de Philippe Genty joueront *Dérives* dans un théâtre, que Mano Negra et Royal

de Luxe se produiront à deux reprises - et peut-être une fois ensemble, - recevront une troupe locale, offriront chaque soir un concert, rue du Cargo.

On ne peut pas lui demander d'argent. Les données économiques en Amérique latine sont telles que les recettes compenseraient pour rien dans le budget.

COLETTE GODARD

Mère et fils

La correspondance entre Léautaud et sa mère, affrontement et histoire d'amour

« On n'a pas de chance avec une mère, on recommence avec une autre. Mais une mère ! C'est comme la vie ! On ne l'a pas deux fois et quand c'est raté, c'est tout à fait ! » Paul Léautaud note cette réflexion au moment où s'achève sa plus déchirante histoire d'amour. Trois mois plus tôt, il a rencontré sa mère, qui l'avait abandonné à sa naissance, près de trente ans auparavant. Ils ont passé quelques heures ensemble, s'appelaient d'abord « Madame » et « Monsieur », puis « Maman » et « Mon chéri ». Séparés, ils se sont écrit : lui, pour répéter sa passion, plus amoureuse que filiale ; elle, pour dire sa tendresse, puis ses réserves, sa peur de l'équivoque de cette relation, sa méfiance devant un fils qui chantait de ce fils trop pressant.

Il restait à trouver le ton de ce jeu. Ou plutôt à choisir entre les multiples tons d'une « pièce » venue tout à tour comme tragédie, comédie et drame bourgeois. Autrement dit, privilégier l'amour fou ou les mesquineries, le roman ou l'histoire d'intérêt.

Denis Bernet-Rolland a évincé ce genre d'« équilibre » en mettant en scène ses rapports changeants de Jeanne et Paul tels que les lettres les font imaginer, mais l'impossibilité de leur recroisement réelle, séparés qu'ils sont par toutes sortes de barrières sociales, culturelles, géographiques. Un personnage inventé par lui, le Messager, les relie tout en accentuant leur éloignement.

Les acteurs évoluent ainsi dans l'espace fictif des lettres, des livres, des rêves éveillés de Léautaud. Un espace poétique, pour que le plus cruel des affrontements redonne une belle, une délicate histoire d'amour.

BERNADETTE BOST
Jusqu'au 27 juillet, à 21 h 30, aux Grands dauphins, gymnase du lycée Frédéric-Mistral, à Avignon.

Fous de théâtre

Au début des années 60, Théâtre universitaire rime avec avant-garde ou militantisme. Alain Crombécq ne pensait certainement pas qu'il dirigerait un jour le Festival d'Avignon, mais il était responsable culturel à l'UNEF, ainsi que Jean-Jacques Hocquet, aujourd'hui émigré d'Armand Gatti, donc présent au Festival. Aujourd'hui, Théâtre universitaire ne rime plus avec rien, et se dit plutôt « étudiants ». Ce qui évoque quelque chose de provisoire.

Pour la plupart, les troupes étudiantes ne sont pas en attente d'un statut professionnel. Mais qui sait si un jour, une Mouchette, un Chéreau, un Jean-Pierre Vincent ne se révéleront pas...

Alain Crombécq n'est pas ouvrier. Il a offert son soutien aux étudiants de la MNEF (Mouvement national des étudiants de France), qui ont choisi un beau label : ils se nomment eux-mêmes Fous de théâtre. Pendant l'année ils cherchent des troupes et des spectacles qu'ils invitent à Avignon, entre « in » et « off », à la faculté de lettres.

Le disposent d'une salle climatisée en sous-sol, d'une cour calme avec un potager et des jardins pour y faire des lectures et des débats, d'une cour, d'une bibliothèque, consacrée bien entendu au théâtre.

Au fil des ans, leur choix est de plus en plus large, car le nombre de candidats augmente. Des candidats qui doivent se débrouiller pour s'auto-financer, et viennent un peu pour rencontrer le public, surtout se rencontrer entre eux.

Réunification allemande oblige, les Fous de théâtre ont pris contact avec des étudiants du Queset et des apprentis comédiens de Berlin-Est - complètement stressés à l'idée que Heiner Müller était là, et que, peut-être moins occupé qu'à Berlin, il viendrait les voir. Ce serait le miracle d'Avignon.

C. G.

Faculté des lettres. Les spectacles se donnent jusqu'au 21 juillet à 17 heures, 21 heures, 23 heures. Les débuts et les lectures à 18 h 30.

Grivoiseries ouzbèkes

Il n'est peut-être pas nécessaire d'être grossier pour plaire

Des comédiens de Tachkent, présent dans le cloître de la Collégiale, Villeneuve. Une nuit, je suis allé chez ma belle, qu'ils nous ont fait un spectacle de tradition ouzbèke.

Rendre compte de cela n'est pas compliqué : c'est navrant, grossier, ennuyeux, et si racoleur que c'en est écœurant. La réaction, en sortant de là, est de se demander comment une chose si misérable a pu s'imposer dans le programme du Festival d'Avignon. Ou bien le label *made in URSS* suffit-il à se faire ouvrir grand les bras à présent que la Russie est en plein désastre.

Tout le propos d'*Une nuit, je suis allé chez ma belle* est de nous montrer deux époux qui dénoncent chacun pour soi et se retrouvent dans le lit de ce qu'ils n'avaient pas prévu : c'est l'exemple même de ces anecdotes seulement grivoises, vieilles comme le monde, d'une pauvreté infinie. Paul Valéry n'est pas le seul à s'avoir pas pu encaisser qu'un poète comme La Fontaine ait osé écrire des contes, qui sont des banalités de cette farine : « Ces contes assommoient, leur bassesse générale, et tout l'ennui que respire un libertinage si contraire à la volupté et si mortel à la poésie », disait-il. Et nous pourrions ajouter : « Si contraire au théâtre ».

La grivoiserie imbecile est même plus affligeante au théâtre, parce qu'au moins lire des contes, c'est imaginer les choses dans le hrouil-

lard, de très loin, et puis le poète peut détourner la cible en modulant de jolies choses des points de vue lexical, grammatical, pourquoi pas musical, tandis qu'au théâtre le seul pain concédé est le déstabilisation, le lit - autant de conceptions morales accomplies par des acteurs et des actrices qui n'ont pas cessé d'être-là, pas cessé d'être-là, pas cessé d'être-là.

Cette troupe de comédiens ouzbèkes fait pis : ils ajoutent à leur saladade toute une panoplie de minauderies, de tremoussements, d'énormes chutes d'œil à l'auditoire. Seul détail défendable : ils ont une casaque, des camarades équipés d'accessoires bruyants qu'ils installent carrément au premier rang d'orchestre et qui accompagnent toute la pièce de leurs « Ha ! » de satisfaction, de leurs braves. Cela se faisait du temps de Molière, c'est peut-être une erreur d'avoir cessé.

Maintenant, tout un chacun peut dire qu'il n'y a pas lieu de prendre des airs pincés, et que, comme disait Molière justement, « la seule règle est de plaire ». Et Molière contienne de plaire, en effet, mais par un art de quelle dimension ! Heiner Müller, lui, dit très justement qu'aujourd'hui le théâtre est au moins la chance de ne pas devoir plaire à n'importe qui n'importe comment.

MICHEL COURNOT

Clôture de la Collégiale, à 22 heures, jusqu'au 30 juillet. Relâche le 26.

Oedipe et Orphée

Un congrès réunit psychanalystes et musiciens

ALX-EN-PROVENCE

de notre envoyée spéciale

« Je n'aime pas la musique, tout ce piano me prend ce que j'aime », écrit Paul Eluard. On sait que l'histoire du mouvement surréaliste et celle de la musique fut celle d'un rendez-vous manqué. On a pas mal glosé sur la surdit opposée par André Breton aux musiciens de son époque - le second *Manifeste du surréalisme* ne retient au rang des plus que Georges Auric, qui n'est pas précisément la figure promise, thème que l'on attendait sur ces sommets, à une époque où Stravinsky, Varèse, Schoenberg faisaient officiellement figure de grands percutants.

On a fini par supposer que l'absence des Vases communicants entretenait avec les musiques pures, celles dont le mot est absent, un rapport plus ambigu qu'il y paraissait, lui qui inventa, avec l'écriture automatique, une pratique « mélodique » du langage, lui qui disait de la poésie qu'il la sentait moins visuelle qu'« auditive ». Comme si le musical emplissait, sans qu'on l'y convie, sur le terrain du poétique quand celui-ci s'affranchit d'une logique proprement syntaxique.

Mais André Breton avait fait des études de médecine et appartenait, autour de 1917, à un service neuro-psychiatrique. Sa découverte de Freud (« *abandonner pas maïden* » de son propre aveu) n'est peut-être pas étrangère à l'ostéisme théorique qu'il allait ensuite faire subir à la musique, entraînant les surré-

listes à sa suite. Freud, donc, ne s'intéressa à la musique qu'en de très rares passages de ses écrits, et ne s'y arrêta qu'en ce qu'elle portait de paroles (textes de mélodies, fragments d'opéras). Dès 1982, deux psychanalystes français, Anne et Jacques Cailh, décidèrent d'y aller voir d'un peu plus près et découvrirent - comme on l'avait supposé d'André Breton - qu'une surdit aussi obstinée cachait un désir de ne pas entendre, singulier chez un Viennois contemporain de Mahler, de Strauss, de Schoenberg, citoyen de la ville la plus musicienne du monde. On renvoie au passionnant article de ces deux analystes, publié dans *Psychanalyse et musique*, volume essentiel auquel collaborèrent, sous la direction d'Alain de Mijolla, quelques « spécialistes » de la question (Guy Rossolato, Jacqueline Rousseau-Dujardin, Jacques Trilling) et le compositeur Pierre Schaeffer.

Les auteurs relient l'absence de musique (autre que les trois sons rituels de schofar) instaurée en signe de deuil, après la destruction du second temple, dans la religion juive : « La parole ici est définitive, sans que le deuil puisse en être fait, et l'absence ne peut en être que le déni (la musique n'existe pas) ou bien le rituel centré sur un objet et ses caractères (le schofar, par exemple) ». Remontant dans le passé de Freud, Anne et Jacques Cailh rappellent également que, né en Moldavie, Freud, comme Kafka, avait dû renouer à sa langue maternelle, « *Al-dé-là même de la surdit sélective ainsi créée au profit d'une écoute plus*

aiguë des problèmes d'auris, il est possible que cette double empreinte (contrainte) vécue par Freud dans sa première enfance soit pour quelque chose dans son investissement ultérieur pour les diverses cultures méditerranéennes ».

Alain de Mijolla et Jacques Cailh ont décidé, dix ans après, d'y revenir, sans trop s'embarrasser de l'interdit freudien. Le dixième Congrès d'Alx-en-Provence - rencontres annuelles qui réunissent, sans ostéisme, des analystes de toutes obédience, sur des sujets aussi variés que « Corps et histoire », « Autobiographie » ou, l'an dernier, « Question de couleur » (1) - avait attiré plus de trois cents professionnels venus de partout pour réfléchir, à leur invitation, sur l'écoute, sur l'interprétation, sur la part d'inconscient intervenant dans la pratique et la composition musicale, sur les musiques du divan (voix du praticien, voix du patient).

De libres discussions suivirent les exposés du matin. Si, le soir, il n'était pas interdit de se mettre au piano, à l'orgue ou à la flûte, des ateliers, organisés par Jacqueline Schaeffer, tentaient de croiser les approches chaque après-midi et d'instaurer le dialogue entre professionnels des deux bords. Il apparut, une fois encore, que les interprètes manquent cruellement d'un appareil conceptuel pour communiquer avec l'extérieur autrement que par les sons.

Il y a dix ans, nous disait néanmoins Michel Schneider (son très brillant exposé sur la présence de la

musique sur la parole dans *Capriccio* de Strauss ouvrait les débats), les psychanalystes auraient tenté d'expliquer aux musiciens ce qu'ils font, ce qu'ils sont. Ils le tentent aujourd'hui comme détenteurs d'un savoir particulier, et leur montrent une curiosité inespérée. C'est ainsi qu'on pourra avancer : « L'ancien directeur de la musique, également psychanalyste, essayiste et romancier, est en effet de ceux qui ne placent pas un jaugon psychanalytique sur une partition d'opéra, mais en patient d'une façon assez personnelle et poétique pour que chacun, à sa manière, puisse « associer ». Il est important que chaque discipline garde ses prérogatives ».

On vit ainsi toute une assemblée d'analystes galvanisée par les développements d'André Boucourechliev (seul compositeur capable de démontrer le « langage de la musique » en termes philosophiques applicables à toutes les époques et à toutes les civilisations) ou par Michèle Reverdy, autre compositeur racontant avec simplicité comment elle a adapté sous forme d'opéra le *Précepteur* de Jacob Lenz. Le discours des musiciens n'est finalement intéressant que lorsqu'il parle franc.

ANNE REY

(1) Le texte, revu et éventuellement développé, des communications est publié chaque année aux éditions des Belles Lettres, collection « Confluents psychanalytiques ». Dans cette même collection : *Psychanalyse et musique* par J. et A. Cailh, G. Rossolato, P. Schaeffer, J. Rousseau-Dajard et J. Trilling (1982).

CULTURE

MUSIQUES

La plus perverse des étoiles

Au fil des festivals se tissent des liens ambigus entre les stars et leurs publics

« Mon âme reconnaît la force de la beauté, mais la plus perverse des étoiles m'empêche de chanter. »

Canzonetta spagnuola, de Rossini, fin du répertoire de Marilyn Horne au Chantier naval Opéra (Antibes). La tension est à vif. On sent cette fragilité libérée. Haendel, Vivaldi, Rossini, De Falla: le Chantier naval, à l'acoustique des plus belles, est imposé comme une cathédrale des fonds de mer.

Le rappel est l'occasion d'un apaisement général: côté scène (Warren Jones au piano) comme côté public. On ne se préoccupe plus de la souffrance de l'air, des toues, des montres électroniques qui couinent, des réacteurs qui démontent le silence comme une fermeture à glissière ou des photographes et cinéastes avec qui Marilyn Horne entretient un étrange amour de haine. Ni même des chutes de tension.

La mode des rappels répétés, en toutes musiques, aujourd'hui, trahit une complaisance anxieuse. Le public, à sa façon « la plus perverse des étoiles », en veut pour son argent. D'un autre côté, dans les concerts les plus tendus, les plus difficiles, les plus à vif, c'est au rappel que vient la musique, à pas légers. Exemple, Marilyn Horne chantant *Je me suis acheté un chat*.

« Sortez, montrez-vous ! »

On ne peut s'empêcher de songer à cet homme qui lui suit dans l'ombre. Par des grommellements, des sarcasmes, des lazzi, il perturbe bon nombre de ses récitaux. Partout, Saba Gaveau, récurrent, il était là. Elle a dû s'interrompre. « Sortez, montrez-vous ! Qui êtes-vous ? Pourquoi me faites-vous du mal ? » Silence. La haine d'amour est sonore et silencieuse, mais à contretemps. Comment vit-il, ce chahuteur presque officiel ? On l'imagine - bref roman caquant son existence sur le plan de tournée de la cantatrice, réservant des hôtels, fixant des confirmations, choisissant minutieusement une place exacte, ni trop près, ni trop loin, s'habillant comme avant une communion, mangeant au restaurant (légalement), pénétrant dans la salle de concert avec cette pointe d'émotion que produit le sentiment de participer au récita, cette différence.

Et elle, se demandant-elle partout avant de chanter « sera-t-il là ce soir ? ». L'amour peut connaître les voies de la guerre.

On peut en imposer. On peut rat-

traper un public volatil par la musique, le charme, la qualité intrinsèque et sensible: Des Des Bridgewater à Nico, à la tête d'un des meilleurs tríos pour chanteuse jamais entendus (Ben Van de Brink, Hein Van de Geyn, André Coccarelli), touche au plus haut. Sans forcer. Sans baisser. Elle a plus besoin de chercher du côté des variétés. Sa justesse et sa capacité de conviction sont assez pour établir un rapport juste avec l'imaginaire, de la rétro et de l'idéologie des comportements se sentent intéressés.

On y verrait plus clair dans le jeu de Keith Jarrett exécutant un silence analogue à celui qu'impose Marilyn Horne, récit aux (irritants) déclencheurs automatiques des photographes, faisant entendre sa voix, sa juste voix, dans un exercice spirituel d'improvisation totale, comme on raconte une histoire, avec des accélération, des chutes, des accidents. Après quoi, sans prévenir, il est revenu aux standards. Avec profondeur pour *Old Man River*, avec une main gauche aux roulements supérieurs pour *Summertime* (question: quelle conception du goût chez Keith Jarrett, au juste?).

L'amour n'est pas toujours aimé, on le sait. Comme Miles Davis, Keith Jarrett suscite des passions, des violences que l'on peut prendre comme l'envers - ou la vérité - de l'engouement qu'il provoque.

Le dépit, le refus, la petitesse, mais aussi quelque chose d'assez libéré, le motif d'elle-même n'y entrent pas pour rien. A Nice, aux pieds du trompettiste, dans la fosse d'orchestre, aux privilégiés, une jeune fille bien mise, arborant un badge officiel (cela pour dire qu'elle n'avait pas le droit de venir à un concert de son plein gré, ces détails sont importants: le badge même, il faut le demander par écrit), s'apitrochait, déguisée comme devant un kangourou indifférent, contre le mouvement même de l'univers: « I hate you, I hate you, je vous hais... » Miles machait une gomme, montrait son torse comme un voyou qui rit, et ne l'entendait pas. La haine d'été pas la plus facile des gestulations de l'amour. « Va, je ne te hais point... », semblait-il lancer à l'air qui est devant la scène et qui échoue la forêt.

FRANCIS MARMANDE

Douze mesures contre l'été chaud

Pour la première fois en trio, Spencer Bohren joue tout le blues, des bayous à Chicago

SPENCER BOHREN
au Jazz Club Lionel Hampton

Spencer Bohren, natif du Wyoming, issu d'une famille religieuse où l'on chantait le gospel, est arrivé au blues par le folk, tel qu'il se pratiquait dans les années 60. Et par le blues, ce cow-boy de l'Ouest est arrivé à la Nouvelle-Orléans, où il joue, la vie en trois accords et douze mesures, régulièrement en solo ou avec des amis, depuis des années.

Il a longtemps vécu dans un mobile-home en aluminium, le gîte que des Parisiens en mal d'Amérique aiment rêver pour un hobo authentique. Il y a deux ans, Spencer Bohren a joué trois semaines en solo au Méridien Montparnasse. Il a réussi à transformer ce lieu d'une propriété clinique et internationale en *juke joint* du Sud profond. Le voilà prêt à recommencer le 1er août, avec John Vidacovich à la batterie, un musicien étoilé, autant par sa virtuosité nonchalante que par ses mœurs de bibliothécaire coincé, et Jim Markway à la basse

à six cordes, mercenaire solide. A eux deux, ils encadrent Spencer Bohren, le poussent un peu plus loin. Armé de son arsenal de guitares d'époque, Bohren se promène de style en style. Il reprend sans complexe *No Expectations*, des Rolling Stones, parce que c'est un blues aussi vrai que *Take it or Leave it* du chanteur religieux Obed Kline, un inconnu qui compose des chansons apocalyptiques à Cleveland Mississippi.

Spencer Bohren est toujours à l'affût de nouvelles chansons, petites ignorées, classiques, blues par essence (il reprend un titre de la chanteuse de country Fatsy Cline), et, dans cette quête, il arrive à glisser ses propres compositions, aussi élégantes, mystérieuses et acérées que les originaux. Sur scène, il leur rend justice sans trop de facilité, parce qu'il met dans son blues une énergie et une émotion qui le ramènent toujours vers son origine: la souffrance.

THOMAS SOTINEL
Jusqu'au 3 août, à 22 h 30, à l'Hôtel Méridien Etoile, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17. Tél.: 40-68-34-34

THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE
26, rue de la Gaité

TEL. 43 22 16 18

ELIZABETH MACOCCO

Callas

Texte de Jean-Yves PICQ
Mise en scène de Dominique LARDENOIS
L'ATTOUPEMENT 2

COMMUNICATION

Concentration et restructuration

La presse suisse secouée par la crise

Les signaux d'alarme se multiplient dans le paysage médiatique suisse romande: disparitions de l'hebdomadaire *Vie protestante* et du magazine *Vous*; interruption des émissions de la chaîne privée Télécinéromandie; restructuration du quotidien radical *Nouvelle Revue de Lausanne*; menaces pèsent sur l'avenir d'une petite agence indépendante, le BRRI; fusions de deux quotidiens de Genève et de Lausanne... Seule exception dans ce panorama morose, la création à l'automne d'un nouveau quotidien francophone de qualité par les deux principaux groupes du pays, Edipresse, de Lausanne, et Ringier, de Zurich.

BERNE

de notre correspondant

Avec près de vingt quotidiens pour 1,2 million d'habitants francophones, la presse de Suisse romande est depuis toujours pléthorique et fragilisée par l'érosion de son marché. La chute de ses recettes publicitaires (de 20 % à 40 %) l'a rendue encore plus vulnérable, précipitant l'échec inévitable d'une cure d'amaigrissement. Tiré à 200 000 exemplaires et encarté chaque samedi depuis deux ans et demi dans quatre quotidiens romands - dont *le Suisse* - le magazine *Vous* a été sacrifié pour des raisons économiques et a paru pour la dernière fois le 7 juillet. En proie elle aussi à des difficultés financières, la *Nouvelle Revue de Lausanne* (10 000 exemplaires) a été amenée à réduire ses effectifs et envisage sa transformation en hebdomadaire.

Tentative originale de journalisme d'investigation, le Bureau de reportage et de recherche d'informations (BRRI) n'échappe pas à cette mauvaise passe. Fondé il y a bientôt cinq ans par Roger de Diesbach, un journaliste de Fribourg, cette petite agence, occupant quatre rédacteurs, avait réussi à conquérir une place en fournissant une vingtaine d'enquêtes exclusives par mois à autout d'abonnés, dont une dizaine de journaux de Suisse alémanique. En s'efforçant de sortir des sentiers battus, cette « agence d'un type nouveau » détonnait parfois dans le conformisme ambiant. C'est

elle, notamment, qui avait largement contribué à révéler le scandale de la « filière helvético-libanaise » de blanchiment des narcodollars qui avait entraîné la démission de M^{me} Elisabeth Kopp, ministre de la justice.

Depuis, la presse helvétique semble être devenue plus frileuse et avoir subi une tentative de remise au pas. Coïncidence? Deux très gros clients du BRRI - dont le journal *24 heures* de Lausanne, qui assurait 10 % de son chiffre d'affaires - ont révisé leurs abonnements. Des défections qui auraient pu coûter la vie à la jeune agence si le quotidien *le Suisse* n'avait signé un contrat providentiel, lundi 15 juillet, qui lui assure l'exclusivité romande de ce service.

Fusion

sur les bords du Léman

Les « grands » de la presse romande, eux-mêmes, ne sont pas épargnés. Deux quotidiens libéraux des bords du Léman, le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne* viraient à l'annuaire leur fusion. Depuis quinze ans, ils étaient liés par un contrat d'affermage et plus de 80 % de leur contenu étaient identiques. A partir de septembre, ils paraîtront sous le titre unique de *Journal de Genève* en gros caractères verts et dessous, en plus petit, *Gazette de Lausanne* dans un entrefilet gris.

Dévoilé début juillet à la suite d'une étude de marché, le nouveau titre devrait « assurer le changement dans la continuité ». Fidèle à sa vocation initiale, ce journal unique entend rester un « quotidien d'information, d'analyse et d'opinion s'adressant à un public exigeant ». Ses responsables ne dissimulent pas l'ambition d'en faire le pendant romand de la très sérieuse *Neue Zürcher Zeitung*. Leur objectif est d'augmenter le tirage de 10 000 exemplaires en quatre ans (il est aujourd'hui de 31 200 exemplaires) et cumuler pour les deux titres.

En faisant peu oeuvre, le *Journal de Genève* aspire à élargir son audience à l'ensemble des cantons francophones. En même temps que les rubriques étrangères, économiques, culturelles et nationales, il souhaite développer des sujets d'intérêt international. Dans l'ensemble, l'effort prioritaire portera sur l'accroissement d'articles originaux, ce qui implique une augmentation des effectifs et des collaborateurs extérieurs. La

focalisation des ressources de l'entreprise sur le nouveau quotidien entraînera la fermeture de l'ancienne imprimerie et le transfert de la fabrication du journal sur les installations ultramodernes de Sonor SA, éditeur de la Suisse.

Déjà nécessaire pour des raisons économiques, la tendance à la concentration s'accroît en vue des futures échéances européennes. En Suisse alémanique, Ringier et le *Tages-Anzeiger* de Zurich envisagent de collaborer dans leurs activités d'impression. Ces deux groupes viennent aussi de se retirer des organisations professionnelles, quitte à remettre en question les conventions collectives. Et en Suisse romande, le groupe Edipresse emploie déjà près d'un journaliste sur deux.

Ce sont justement les groupes Ringier et Edipresse qui viennent d'annoncer le lancement, à l'automne, du *Nouveau Quotidien* qu'ils espèrent - avec 30 000 exemplaires vendus - hisser parmi les tout premiers quotidiens romands. Une bonne nouvelle, alors que le nombre de journalistes en chômage a doublé en un an. Dans le sillage de ces grandes manœuvres, ce sont en effet les problèmes de l'emploi et de la diversité de l'information qui sont en train de se jouer.

JEAN-CLAUDE BUHRER

EN BREF

■ Michel Lépinay, rédacteur en chef de *Lyon-Libération*. - Michel Lépinay, trente-neuf ans, actuel chef du service économique de *Libération*, deviendra, à partir du 15 août, rédacteur en chef de *Lyon-Libération*. Il succède à ce poste à Robert Marmoz, qui avait démissionné en raison de divergences avec la direction parisienne du quotidien (*le Monde* daté 14-15 juillet). Michel Lépinay avait participé, en 1986, au lancement de l'édition lyonnaise, dont il a déjà occupé les responsabilités de rédacteur en chef, de décembre 1987 à octobre 1989. Un nouveau rédacteur en chef adjoint devrait être bientôt désigné, le précédent ayant lui aussi démissionné du journal.

■ Le Point cède la majorité de Télé Consult aux Editions Lamy. - Le groupe de presse Le Point a cédé aux Editions Lamy la majorité du capital de Télé Consult. Cette société, qui emploie 20 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 13 millions de francs, est connue pour

Le CSA « préoccupé » par les difficultés de Radio-France

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a publié, lundi 22 juillet, des bilans 1990 largement satisfaisants pour trois sociétés de l'audiovisuel public, Radio-France, Radio-France internationale (RFI) et Radio-France outre-mer (RFO). Le CSA relève en particulier le « gain d'audience significatif » (de 19,8 % en janvier 1990 à 22,6 % en décembre) de Radio-France et le respect « de manière satisfaisante » de son cahier des charges. Le conseil regrette cependant l'insuffisante identification des pages publicitaires, l'absence du culte musulman dans les émissions religieuses ainsi que d'émissions de l'Institut national de la consommation dans les programmes nationaux. Surtout, le CSA se dit « préoccupé » par la situation financière de Radio-France, dont le déficit s'est élevé à 57,8 millions l'an dernier (*le Monde* du 18 juillet). Ce déficit, ajoute le CSA, « risque de se creuser en 1991 si Radio-France n'obtient pas de dotations supplémentaires susceptibles de compenser la limitation de ses activités commerciales ».

RFO ne connaît pas ces difficultés. Son exercice 1990 a été excédentaire de 0,3 million de francs grâce à une progression de 22,9 % de ses recettes publicitaires. Le CSA souhaite toutefois une extension du temps d'antenne de ses deux canaux outre-mer ainsi qu'un développement des émissions en langue régionale.

sa banque de données juridiques Lexis. Les Editions Lamy, qui appartiennent au groupe néerlandais Wolters Kluwer, emploient 190 personnes et devraient réaliser un chiffre d'affaires de 225 millions de francs en 1991. Editrices du service télématique Téléroute, elles sont spécialisées dans la publication d'ouvrages juridiques et fiscaux.

■ M. Laurent Perrière, ancien PDG des Editions Jean-Claude Lattès. - Ancien PDG du groupe Le Provençal, M. Laurent Perrière, directeur délégué de la branche « livre » du groupe Hachette, est nommé PDG des Editions Jean-Claude Lattès. Il succède à ce poste au fondateur de la maison d'édition, M. Jean-Claude Lattès, avec, selon un communiqué du groupe, la volonté de « fortifier cette maison dans le respect de sa ligne éditoriale, en s'appuyant sur l'équipe en place ». M. Jean-Claude Lattès avait quitté la direction du Livre Hachette le 31 mai (*le Monde* des livres) du 24 mai).

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

« Grand gamin »

plaisanciers du dimanche, mouillés à touche-touche

- D'où arrivez-vous ? lancé-je.

- Guedeloupe !

- Comme ça, seul ? dis-je, épaté.

CEI-Pissé n'était pas mécontent de l'effet produit. Plus tard, il montrait volontiers aux passants l'article de la presse locale relatant sa traversée. Il vient toujours un moment, dans les destinées les plus insoupçonnées, où le journal cite votre nom, à l'occasion du certificat d'études, d'un championnat de boules ou d'un vin d'honneur à l'hospice. CEI-Pissé déplorait la coupure journalière : eh oui, il avait fait « ça », autrefois ! Bourru et cabot : cela ne va pas forcément mal ensemble.

- Et alors ? dis-je : quel effet, l'Atlantique nord ?

La réponse sentait les improvisations soigneusement préparées (on eût le temps, au large, pour ce genre de coquetteries) :

- J'avais emporté un couteau long, conclut CEI-Pissé, eh bien...

- Et bien ?

- Il en faut... deux !

On dit que l'humour, ce remède contre la panique, serait une invention britannique. Erreur : c'est d'abord un produit de la mer.

L'autre semaine, le frère d'CEI-Pissé m'a écrit. Il n'était pas d'accord sur quelque chose : les années 40, sans doute. Il faut dire qu'il avait fait une « belle guerre », comme on disait, bravaient l'Occupant, ramassant des pruneaux. « Un communiste ! », ont pensé les bonnes âmes du cru. Un rebelle : en oui. Lui aussi naviguait à la Normande, c'est-à-dire avec audace et bougonnement. Les courses anglaises des années 60 retentiraient de ses exploits.

Dans ma réponse, je dis au frère d'CEI-Pissé que je connaissais son frangin. Mal m'en a pris. « Ne me parlez pas de lui, jamais ! » Petit, il lui avait abîmé son vélo, ou piqué une copine ;

de ces litiges inexplicables dont l'enfance est prodigue, et que la vieillesse ramène, façon de célébrer le passé plus passionnément que dans la mièvrerie des « Tu te souviens ? ».

- Réconciliez-vous donc avant qu'il ne soit trop tard !, hasardai-je. Entre marins ! ... On eût bonne mine quand les mots d'affection rentrés en gorge ne trouvent plus, pour échos, que les cognements d'une caisse, même pas calfatée, le long d'un trou de glaise.

- « Plutôt crever ! », fut la réponse.

La mer, surtout dans l'Ouest, c'est peu dire qu'elle rend fier, au sens de : rigoureux. Même quand le soleil boude, les peaux des Normands cuisent, leurs regards s'enfoncent, leurs volontés ne tolèrent pas la moindre traversée. Gare à qui leur coupe la route ! Mon frère et moi, droit ! Homme libre, toujours, tu chéris la Manche ! CEI-Pissé est de ces indomptables, de ces hors-la-loi rigoureux, roushonne métaphysiques, jaloux à la folie de ce pouvoir royal de l'existence : caler un point d'horizon dans l'axe de l'étau avant, et n'en pas déborder, combiner les carènes du vent et de l'eau, en tirer des angles, des bouillonnements, des accélérations, des glissements, du trajet gratuit, de l'autonomie vertigineuse...

Cette félicité d'enfant, CEI-Pissé la savourait dans un silence bûné, des jours et des nuits durant, un chapeau de brousse en bataille. Où eût-il mis le cap, ce coup-ci ?

On l'imagine rejoignant les Joseph, les Emile, retraits qui dévissent au coin de la cale, à l'abri d'un urinoir pestiféré, au milieu des mouettes attroupées par le retour des chakras. On croit le voir descendant une dernière fois derrière l'horizon, vers le coin de jardin où fut esquissé le vélo, chippé la copine. Il faisait si doux cet été-là !

Grand Gamin taille sa route au couchant, à peine gâté par un nordet fraternel. A la barre, le prince des bougonnements n'a jamais autant fixé du regard ce non-événement sublime et hors du temps qu'est une vague succédant à une autre vague.

Vous ai-je dit qu'CEI-Pissé était mort, il y a quelques années ?

P. S. - La chronique « Diagonales » s'interrompt jusqu'au mardi 3 septembre, daté mercredi 4.

مكتبة الأنجلو

SPECTACLES

Programme du mercredi 24 juillet au mardi 30 juillet

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERcredi

Aspects du cinéma français : enlées solennelles : Money, Money (1989), de José Valerio, 18 h ; Rock and Movie (1980), de Eric Dyonisakis, 18 h ; Thank God it's Friday (1978, v.o. s.t.f.), de Robert Klane, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERcredi

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : le Brune brûlant (1958, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey, 18 h ; Diamants sur canapé (1961, v.o. s.t.f.), de Blake Edwards, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SAÏLE GARANCE (42-78-37-29)

MERcredi

Le Cinéma américain : The Killing of Angel Street (1981, v.o. s.t.f.), de Donald Crombie, 14 h 30 ; The Year my voice broke (1987, v.o. s.t.f.), de John Dagen, 17 h 30 ; Einstein Junior (1988, v.o. s.t.f.), de Yahoo Serious, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

MERcredi

Les abonnées programmation la semaine du spectacle : l'Hygiène (1988) d'Hervé de Turenne et Jean-Noël Delamare, 18 h 30 ; Rite Mésolite chante Camille Saint-Saëns (1987) de Philippe Gautier, 18 h 30 ; Bande annonce : Rue des Prairies, Rue des Prairies (1988) de Denys de La Pastellière, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ACTE D'AMOUR (fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-85) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-Can., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 14 (43-20-76-23).

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran., v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-85).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

CE CHER INTRUS (A. v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

CELLINI (fr., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Cinochea, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

CHEB (fr.-Alg.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CID (A. v.o.) : Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).

CYRANO DE BERGERAC (fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 6 (43-26-84-85).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Breteign, 6 (42-22-57-67) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

DELICATESSEN (fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

LES DOORS (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

LA DISCRÈTE (fr.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Breteign, 6 (42-22-57-67) ; Les Trois Batz, 6 (45-81-10-60).

LES DOORS (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

FRÈRES DE SANG (Aust., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

GREEN CARD (A. v.o.) : Cinochea, 6 (46-33-10-82).

HALFMOON (fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HOUSTON SANS FIN (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A. v.o.) : Cinochea, 6 (46-33-10-82).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (fr.) : La Gode, 19 (40-05-80-00).

JACQUOT DE NANTES (fr.) : Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

JIMI HENDRIX (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Max Under Panorm, 8 (45-24-89-38).

JUNGLE FEVER (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

KICKBOXER 2 (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; George V, 8 (46-82-41-46) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinochea, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA LISTE NOIRE (A. v.o.) : Cinochea, 6 (46-33-10-82).

LUNE FROIDE (fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (46-33-10-82).

MADAME BOVARY (fr.) : 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

LA MANIÈRE FORTE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

REVENGE (A. v.o.) : UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; George V, 8 (46-82-41-46) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

RHAPSODIE EN ADULT (Jap., v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

RIEN A PERDRE (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (46-82-41-46) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

ROBIN DES BOIS (A. v.o.) : George V, 8 (46-82-41-46).

ROBINSON & CIE (fr.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

SAILOR ET LULA (fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A. v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

LE SILENCE DES AGNEAUX (fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34) ; KICKBOXER 2 (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; George V, 8 (46-82-41-46) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

THE TWO JAKES (A. v.o.) : Cinochea, 6 (46-33-10-82).

THELMA ET LOUISE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

UN ÉPOQUE FORMIDABLE... (fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

LA RELÈVE (A. v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

LE TRIMPHÉ DE BARBARA (fr.-Can.) : Le Barry Zibre, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

UN THÈ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

LA VIE DES MORTS (fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

LES VIES DE LOULOU (fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

URANUS (fr.) : George V, 8 (46-82-41-46).

LA VIE DES MORTS (fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

LES VIES DE LOULOU (fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

URANUS (fr.) : George V, 8 (46-82-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

L'APPROCHE FINALE. Film américain d'Eric Steven Stahl, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (46-82-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

DESIGNÉ POUR MOURIR. Film américain de Dwight H. Little, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (46-82-41-46) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

MIAMI BLUES. Film américain de George Aronson, v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

RALPH SUPER KING. Film américain de David S. Ward, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

SWING TROUBADOUR. Film français de Bruno Bayen : Forum Orient Express, 1 (42-33-43-04) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

18-09 : UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

56-31 : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. :

ÉCONOMIE

REPÈRES

CHOMAGE

Augmentation en mai dans la CEE

Selon Eurostat, l'office statistique de la Communauté européenne, le taux de chômage a encore progressé de 0,1 % au mois de mai dans les douze pays de la CEE. Par rapport à la population active, le taux de chômage s'élevait à 8,7 %, en données corrigées. Il s'agit de la quatrième hausse consécutive et le niveau atteint est le plus élevé depuis mai 1989. En mai, l'augmentation a été particulièrement forte en Grande-Bretagne (+0,3 %), au Danemark (+0,2 %), en France, en Italie et en Irlande (+0,1 %), selon des données standardisées et comparables. Les femmes souffrent moins de cette évolution et les jeunes de moins de 25 ans, en revanche, connaissent une aggravation. En avril, dernier chiffre global connu, il y avait 14,650 millions de demandeurs d'emploi.

CONJONCTURE

Croissance forte en Chine

La croissance de l'économie chinoise a atteint 6,1 % au premier semestre par rapport à la même période de 1990; une année auparavant, ce taux avait été limité à 2,1 %. M. Zhang Zhongli, porte-parole du bureau des statistiques, dont les propos ont été transmis par l'agence de presse officielle Chine nouvelle, a déclaré qu'en dépit de cette accélération de la croissance, l'endettement massif des entreprises d'Etat et l'accumulation des stocks restent préoccupants. La hausse des prix à la consommation a été limitée à 1,8 % au premier semestre, malgré, selon M. Zhang, les fortes augmentations du prix des céréales, du pétrole, et des services. L'indice du coût de la vie dans les villes a augmenté de 10,9 % entre juin 1990 et juin 1991. (AFP, Reuters)

INDUSTRIE

TWA et American Airlines proposent de racheter les «restes» de PanAm

Les deux compagnies aériennes américaines Trans World Airlines (TWA) et American Airlines (AA) ont annoncé le 22 juillet une offre commune de 310 millions de dollars (1,86 milliard de francs) pour le rachat du reste des actifs de PanAm. M. Carl Icahn, président de TWA, transporteur qui «lâche» lui-même avec la faillite depuis plusieurs mois, a affirmé dans un communiqué que cette proposition conjointe avec AA permettrait de sauver quelque 14 000 emplois chez PanAm, dont les effectifs atteignent au total 24 000 salariés. Dans un communiqué, TWA a précisé que cette offre consistait en 280 millions de dollars au comptant ainsi que 30 millions en reprise des billets émis par PanAm. American Airlines assurait 250 millions de dollars du financement et les actifs acquis seraient partagés avec TWA. Aux termes de cette proposition, AA reprendrait le service de navette de PanAm entre Washington, New-York et Boston ainsi que les droits d'exploitation de ses lignes entre les États-Unis et plusieurs pays européens, dont l'Espagne, l'Italie et le Portugal. Pour sa part, TWA reprendrait le centre d'opérations de PanAm à Frankfurt et ses lignes entre Londres, Miami et Detroit. (AFP)

AGRICULTURE

La réforme de la PAC

M. Mermaz est favorable à des «contrats de développement»

Le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, est revenu à la charge lundi 22 juillet à propos de la réforme de la politique agricole commune (PAC). «Ce dossier ne concerne pas les ministres et la Commission au moins jusqu'à avril-mai 1992», a indiqué le ministre. «Il y a dans le projet de M. MacSharry des choses excessivement dangereuses, notamment les baisses importantes de prix en trois ans qui risquent de provoquer une crise sociale sans précédent et des disparités d'entreprises. C'est impensable».

M. Mermaz a suggéré quelques pistes, par exemple des contrats de développement entre les paysans, l'Etat et la Communauté, des pensions «pour que les agriculteurs se retirent dignement» et des facilités pour la transmission des héritages.

o Nouveau succès pour Cadour. - La décision de justice sur l'avenir de la société Cadour a été reportée. Le tribunal de commerce de Fontenay (Val-d'Oise), qui devait se prononcer lundi 22 juillet sur le dépôt de bilan du numéro un français de la distribution de bijoux (le Monde du 23 juillet), s'est donné un délai de réflexion supplémentaire. Le jugement pourrait être rendu mardi 23 juillet dans l'après-midi. La coopérative de bijoutiers Cadour présente un déficit de 188 millions de francs, selon des sources judiciaires.

Pour la première fois en quatre ans

La balance des paiements britannique est excédentaire

Pour la première fois depuis le mois de février 1987, la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a enregistré un excédent en juin. Celui-ci s'est élevé, selon les statistiques publiées, lundi 22 juillet, par le gouvernement, à 23 millions de livres (230 millions de francs) en données corrigées des variations saisonnières, alors qu'en mai le déficit avait atteint 322 millions de livres. Cette nette amélioration s'explique par la poussée des exportations (+5,4 % en un mois), qui a permis de réduire le déficit commercial à 377 millions de livres, contre 922 millions en mai. Le gouvernement a aussi annoncé lundi une progression de 1,3 % des ventes au détail en juin, après deux mois consécutifs de baisses. Les opérateurs de la Bourse de Londres ont salué ces deux bonnes nouvelles, y voyant des signes de reprise de l'économie.

VALEURS ET PERFORMANCES DE NOS SICAV

SICAV	Valeur liquidative (F)	Performances en % (coupons bruts réinvestis)	
		du 21/91 ou 28/6/91	cumulées sur 5 ans
MONEVALOR C - Prods monétaires et obligations	75326,00	+ 4,41	+ 50,44
CAPIMONETAIRE C - Prods monétaires et obligations	5804,61	+ 4,14	n.s.
CAPIOBLIG C - Obligations françaises	5835,50	+ 4,26	-
SOGEFARGNE DA - Obligations françaises	316,90	+ 5,72	+ 35,37
INTEROBLIG C - Obligations françaises et intern.	12971,80	+ 11,83	+ 40,55
INTERSELECTION FRANCE DA - Actions et obligations	502,13	+ 13,48	+ 49,95
PERVALOR DA - Actions et obligations	605,67	+ 11,17	-
SOGEVAR DA - Europe	1014,18	+ 14,38	+ 27,48
SOGINTER C - Mondiale	1306,47	+ 18,03	+ 27,81
CONVERTIMMO DA - Secteur immobilier	366,52	+ 6,48	+ 19,59
ORVALOR C - Mines d'or	6531,85	+ 20,10	-
READALOR C - Valeurs d'actifs	878,43	+ 13,99	-
OPTIMAT C - Obligations et options	32346,53	+ 4,04	-

C = Capitalisation DA = Distribution annuelle n.s. = Non significatif par rapport à l'objectif de gestion

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Monde des Cadres

LA VILLE DE CHARTRES
(42 000 habitants au cœur d'une agglomération de 85 000 habitants)

RECRUTE

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE ÉCONOMIQUE

De formation supérieure commerciale ou de gestion (Bac + 4 minimum), vous pouvez justifier d'une bonne expérience du développement économique local (5 ans minimum). Interlocuteur privilégié des acteurs économiques locaux, vous aurez à assurer la promotion économique de la Ville (important projet de jardins d'entreprises), participerez activement à la recherche de nouvelles implantations et aurez à initier la mise en place d'éléments d'analyse de gestion permettant un suivi régulier de l'activité économique sur la Ville.

Recrutement selon conditions statutaires ou par voie contractuelle. Rémunération selon compétences et expérience.

Lettre de motivation, CV détaillé et photo à adresser à :
Monsieur le Maire de Chartres, service du personnel, place des Halles, 28019 CHARTRES CEDEX.
Avant le 15 août 1991.

inafon
Institut national de formation recherche

NOTARIAT EN FRANCE
7 500 notaires
40 000 salariés

ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA FORMATION H/F

Votre mission :

- mise en œuvre de la politique définie par le Conseil d'Administration (composition paritaire) ;
- administration et gestion de la formation : préparation et suivi des plans, exécution des budgets, traitement informatisé des dossiers, obligations légales.

Votre profil :

- 40 ans environ ;
- formation juridique et si possible expérience de la formation et connaissance du notariat.

Nous serons particulièrement sensibles à vos qualités de rigueur, d'initiative, à votre sens de l'organisation et du contact. Rigueur et qualités relationnelles seront les atouts de votre réussite dans ce poste et de votre évolution au sein de l'organisation.

Ce poste est basé à Paris. Vous serez amené à effectuer de courts déplacements dans les 11 délégations régionales. Merci d'adresser votre candidature (CV, photo + prétentions) à Monsieur le président d'INAFON National, 19, rue Pierre-Sémar, 75009 Paris.

PRESTIGIEUSE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (MEMBRE DU COMITÉ COLBERT)
FABRIQUANT ET COMMERCIALISANT DANS LE MONDE ENTIER DES PRODUITS DE LUXE (Paris 8ème)

ASSISTANTE DU DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE EXPORT

Ce poste s'adresse à une candidate âgée de 30 ans environ, de formation supérieure, BTS secrétariat de direction, bilingue anglais plus une deuxième langue espagnol ou allemand et une bonne connaissance du traitement de texte. Elle devra justifier d'un grand sens d'initiative, d'autonomie, d'organisation, de disponibilité et d'une excellente présentation pour remplir ses fonctions qui porteront sur l'assistance et le secrétariat du Directeur Commercial France Export. Une expérience similaire réussie de cinq ans minimum dans une société exportatrice et à un poste équivalent seront à justifier. La connaissance du secteur d'activité et de la distribution sélective de produits de luxe serait très appréciée. Quelques déplacements de courtes durées seront éventuellement à prévoir.

Toutes les candidatures seront traitées de façon strictement confidentielle et les entretiens auront lieu en juillet ou en août.

Ecrire avec C.V. détaillé, en précisant sur l'enveloppe la référence 91027/M à M.R.I. CONSEIL 13, rue Madeleine Michels 92592 NEUILLY.

MRI conseil

SORGEM EVALUATION
(Département évaluation financière du Cabinet d'études Sorgem)

recherche un

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

De formation supérieure, il devra disposer de solides connaissances en analyse financière et sera familiarisé avec l'analyse marketing. Une première expérience sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite et CV à : Sylvie SAUVAGE
SORGEM SA, 11, rue Leroux - 75116 Paris

Directeur du Tourisme

Ses missions concerneront principalement les orientations régionales de la politique Consulaire ainsi que les relations et concertations avec les Organismes Régionaux.

Il devra par ailleurs favoriser la commercialisation des produits touristiques adaptés, harmoniser et développer la formation, encadrer les actions d'une antenne à l'étranger.

Il justifiera d'une expérience significative notamment dans le domaine de la conception et la promotion des produits touristiques. Capacité à animer et coordonner les activités de plusieurs structures régionales. Anglais courant.

Adresser lettre de motivation, CV et prétentions sous Réf. 831.81 à APEC Délégation Bretagne - BP 2225 - 35022 RENNES cedex.

ISM S.A. Groupe Financier Spécialiste de l'immobilier d'entreprise recherche

Sous-Directeur

Pour intégrer sa Direction commerciale et participer à son développement. Le candidat devra posséder une expérience significative des différentes techniques de crédit (crédit long terme, crédit-bail et autres crédits) acquise en agence bancaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae et prétentions, sous la référence G 110 SD à : ISM S.A., Nicole ROBIN "GRAND ÉCRAN", 30 place d'Italie, 75628 PARIS cedex 13

Parlement sur la BCC

Leigh-Pemberton pour gouverner...

producteurs européens

Le Monde *des* Cadres

CABINET DE CONSEIL REPUTE POUR NOTRE SAVOIR FAIRE, depuis près de vingt ans nous intervenons pour les industries de haute technologie dans les différents métiers de l'informatique, de la santé, du tertiaire...

NOUS ETOFFONS NOTRE EQUIPE ET RECHERCHONS

CONSULTANT(E) CONFIRME(E)

Conseil en Recrutement (Paris)

De formation supérieure (Ressources Humaines ou autres), vous avez une bonne culture générale et un intérêt marqué pour les organisations, que vous avez crédibilisé auprès d'une clientèle d'entreprises de secteurs variés, depuis quelques années.

Professionnel du conseil en recrutement, vous avez eu au préalable des responsabilités opérationnelles en entreprise.

Enthousiaste, vous avez le sens du travail en équipe et recherchez un environnement de qualité où vous pourrez réaliser vos missions en toute autonomie.

Merci d'adresser votre dossier en précisant la référence M/AS 6 : Anno STAROSWIECKI
INFORAMA Carrières - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

Confidentialité assurée

INFORAMA
carrières
la technologie pas les hommes

CONSULTANT EN RECRUTEMENT, METTEZ VOTRE TALENT

EN LUMIERE.

Du talent, vous en avez, car à 30 ans et de formation supérieure, votre première expérience d'environ 2 ans de cette fonction vous a permis d'en développer avec succès l'aspect commercial (prospection, négociation, suivi de missions...) et d'approfondir les techniques de recrutement.

Notre cabinet de conseil en ressources humaines est le partenaire privilégié des collectivités territoriales. Nous saurons bien sûr apprécier votre connaissance de ce milieu et vous proposons de partager avec nous des moments passionnants.

Si vous êtes libre rapidement, merci d'adresser dès aujourd'hui votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. C/JNM/MON à Jean-Noël MERKENBRACK

LIGHT

LIGHT, 17/19 rue Jeanne Broconnier
92366 MEUDON LA FORET Cedex qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Ville merveilleuse de 87 000 habitants, qui doit notamment sa notoriété à sa grande qualité de vie, à son histoire, à son festival et à son développement économique.

recherche son

VILLE D'AVIGNON

DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES TECHNIQUES

Ingénieur en Chef de 1ère classe

Membre de la Direction Générale, vous serez le véritable Responsable des Services Techniques (850 personnes), en termes de Management, Ressources Humaines, Organisation ou Réorganisation... Vous prendrez la responsabilité de la programmation d'importants équipements, gèrerez un budget de 115 MF, représenterez la ville à l'extérieur et conduirez des études de rentabilité interne.

A plus de 40 ans, diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, vous avez idéalement exercé des fonctions identiques en commune pendant plus de 5 ans. On vous reconnaît prioritairement des qualités de Manager Moderne, d'Organisation et de Gestionnaire.

A l'aise dans le contact, vous faites preuve de grande ouverture d'esprit et de disponibilité : vous êtes la personnalité que recherche la ville.

Merci d'adresser sous réf. 1671 votre lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil LIGHT :

LIGHT

Jean-Noël MERKENBRACK, 17/19 rue Jeanne Broconnier,
92366 MEUDON LA FORET Cedex qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS

Consultant sénior BTP

PARIS OU LILLE

Vous partagerez notre réussite confirmée auprès d'une clientèle nationale de forte notoriété.

Pendant la phase d'intégration, nous vous confions la réalisation de missions très diversifiées en annonce ou en approche directe.

Vous assurez un développement commercial, pour lequel nous vous apportons un appui logistique significatif.

Nous souhaitons coopter un professionnel du recrutement en Entreprise de BTP ou en Cabinet dans ce domaine. Vous partagerez notre implication, notre sérieux et nos ambitions.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LM 1006 A à ARCO
18 av. de l'Opéra 75001 PARIS

ARCO

BANQUE SPECIALISEE DANS L'IMMOBILIER
disposant d'un réseau national,
en phase active de développement, recherche :

Directeur d'agence Montpellier

Mission : véritable animateur de votre équipe (9 personnes), rattaché à un Directeur régional, vous élaborerez la stratégie de développement de votre secteur et veillerez à sa mise en œuvre. Vous superviserez l'activité technique de votre agence dans l'esprit de professionnalisme et de rigueur qui est le moteur de notre réussite.

Profil : âgé(e) d'environ 30-35 ans, de formation supérieure, vous êtes un véritable professionnel de la banque (avec une spécialisation dans le domaine de l'immobilier). Vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière en intégrant un GROUPE capable de vous proposer, à terme raisonnable, de réelles possibilités d'évolution.

Poste basé à MONTPELLIER. Entretiens possibles sur Paris.

Adressez CV et photo sous la référence LR 791 K, à Arlette GARCIA, Florian Mantione Institut, BP 0227, 34043 Montpellier Cedex 01 ; ou contactez la direction de fonction sur Minitel 3615 code SDFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

2 Consultants senior (H/F)

Mission : derrière le problème posé, comprendre le problème qui se pose dans toutes ses dimensions : organisationnelle, psychologique, sociologique pour aider nos clients à recruter des Top Managers capables de réussir à long terme chez nos clients.

Nous demandons : une expérience réussie d'au moins 5 ans dans cette activité. La volonté et la capacité à se comporter en conseil et non en fournisseur de candidats. Il faut pouvoir travailler en français et en anglais.

Ce poste ne convient pas aux individualistes mais seulement à ceux qui aiment partager et travailler en équipe. Il est offert une formation complémentaire en sciences humaines et en organisation des structures de management, le travail dans un groupe pluridisciplinaire.

Merci d'adresser votre CV détaillé, sous la référence COT/LM, à Bernard Krief Management, 115 rue du Bac, 75007 Paris.

BERNARD KRIEF MANAGEMENT
WASHINGTON MOSCOW BRUSSELS PARIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)

Le Monde *de l'* Informatique

Nous sommes un des plus grands opérateurs de TELECOMMUNICATIONS dans le monde, n° 1 mondial du réseau de transmissions de données par paquets. Nous offrons des solutions globales de télécommunications à l'international. Dans le cadre d'un important développement d'activité pour Paris-Ouest, nous recherchons un :

SITE AND FACILITY PLANNER EUROPE

Réf. 4027

VOTRE MISSION : Dans le cadre du budget et des délais donnés par le manager planning et logistique, planifier l'installation de nos sites informatiques en Europe, suivre l'acquisition et la construction de ces sites, assurer un service de Facility Management pour l'ensemble des besoins du groupe.

VOUS AVEZ : une formation d'ingénieur, une première expérience des réseaux à l'international et de l'installation des salles informatiques, une approche de l'ingénierie bâtiment et électricité, une pratique courante de l'anglais.

INGENIEUR COORDINATION EUROPEENNE

SUPPORT RESEAUX

Réf. 4126

VOTRE MISSION : vous êtes le garant du niveau de compétence technique à l'échelle européenne (produits, moyens, procédures) vous coordonnez l'ensemble des moyens et des procédures en fonction des spécificités, vous proposez et créez les systèmes d'information nécessaires à l'atteinte des objectifs.

VOUS AVEZ : une formation d'ingénieur, une première expérience exigeante réussie, la maîtrise de l'anglais, une bonne culture informatique (programmation, systèmes d'exploitation, bases de données), la capacité à conduire des projets, vivacité d'esprit et curiosité intellectuelle, un grand sens relationnel, beaucoup de disponibilité pour de fréquents déplacements de courte durée en Europe.

NOUS VOUS OFFRONS

l'intégration dans un groupe international de très grande envergure, un haut niveau de responsabilités et d'autonomie, de très larges possibilités d'évolution, un climat d'effervescence dans un projet global d'expansion.

Pour un entretien individuel avec la société le 12/08/91 pour la référence 4027 et le 06/08/91 pour la référence 4126, en cas d'indisponibilité aux dates indiquées, merci de préciser vos possibilités.

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 7 Ter, rue de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES. Fax : 39.49.51.94 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AUX - STRASBOURG
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

هكزان النحل

MARCHÉS FINANCIERS

Constituant le troisième groupe bancaire américain

NCNB et C&S/Sovran fusionnent leurs 118 milliards de dollars d'actifs

NEW-YORK

de notre correspondant

Une semaine, jour pour jour, après le rapprochement opéré entre Chemical et Manufacturers Hanover (le 16 juillet), NCNB (North Carolina National Bank) - la huitième banque américaine dont le siège est à Charlotte (Caroline du Nord) - et C&S/Sovran - la douzième (et la deuxième de la région de Washington), installée à Atlanta (Géorgie) - ont annoncé le 22 juillet leur fusion. Le nouvel ensemble, qui prendra le nom de NationsBank, regroupera près de 1 800 agences réparties sur neuf États des États-Unis, du Maryland au Texas.

Après la suppression de 9 000 emplois (contre 6 200 pour le fusion Chemical/Manufacturers), ses effectifs seront ramenés à 51 000 personnes, tandis que ses actifs atteindront 118 milliards de dollars. Cette entité sera la première grande banque régionale et le troisième groupe bancaire américain, devant la banque californienne BankAmerica pour se situer derrière Chemical Banking, le nouveau nom des précédents

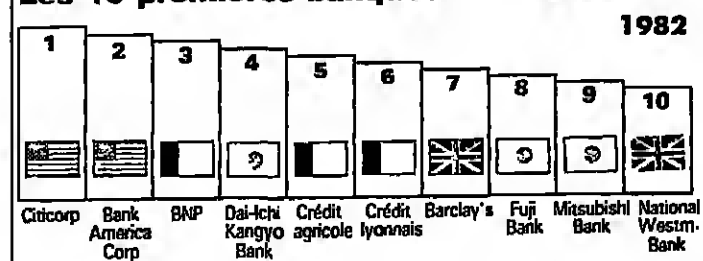
« fusionnés », et Citicorp, le numéro un incontesté, même s'il ne figure plus qu'en queue des vingt premières banques mondiales.

NCNB exerçait jusqu'à présent ses activités essentiellement en Caroline du Nord, en Floride, en Géorgie et dans d'autres États du Sud-Est, et C&S/Sovran, était surtout implantée en Virginie et en Floride. Cette fusion permettra donc de mettre en place une complémentarité régionale, ont expliqué en chef M. Bennett Brown, soixante-deux ans, l'actuel patron de C&S/Sovran, qui présidera le conseil d'administration de NationsBank, et M. Hugh McColl, cinquante-six ans, le président de NCNB, nommé directeur général du nouvel ensemble. Ce dernier contrôlera 85 milliards de dollars de dépôts, soit près de 4 % du total national.

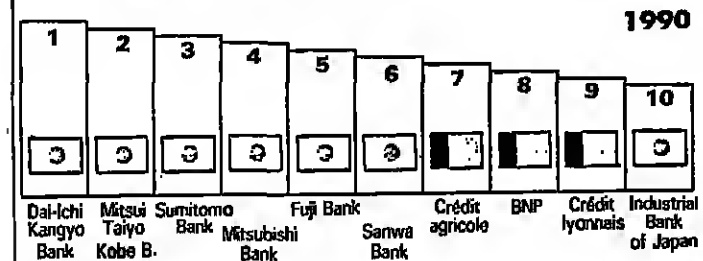
Tout comme son nouveau partenaire, la NCNB avait subi depuis 1990 une forte dégradation de son portefeuille de prêts, surtout immobiliers, et une chute de ses résultats. Une situation qui a conduit les deux banques à chercher au plus vite une alliance pour consolider leur position commune.

SERGE MARTI

Les 10 premières banques mondiales



Source : IBCA INC



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

31,9 de chiffre d'affaires en 1990

BSN PROGRESSE

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 31,9 milliards de francs pour le premier semestre de 1991 contre 31,0 milliards de francs pour la période correspondante de 1990, soit une progression de 18,2 %.

DONNÉES PAR BRANCHE

(en millions de francs)	1990	1991
Produits Frais	6 787	10 683
Epicerie-Pâtis	5 275	6 311
Biscuits	6 388	6 312
Bière	3 829	3 418
Eaux minérales	3 469	2 174
Emballage	3 099	3 701
Cessions internes	27 617	32 569
Total Groupe	26 953	31 854

La comparaison des données relatives aux premiers semestres 1991 et 1990 doit tenir compte des modifications intervenues dans le périmètre de consolidation :

- dans la branche Produits Frais, le chiffre d'affaires de 1991 comprend les ventes de la société Galbani (Italie).

- dans la branche Epicerie-Pâtis, les ventes des sociétés Agnelli (Italie) et Birkel (Allemagne) sont prises en compte depuis le 1^{er} janvier 1991.

- le chiffre d'affaires 1991 de la branche Biscuits ne comprend plus les ventes des sociétés General Biscuits of America et Bolin Surgelés, cédées au troisième trimestre 1990.

- le chiffre d'affaires 1991 de la branche Eaux Minérales ne comprend plus les ventes des maisons de Champagne Pommery et Lanson, cédées en début d'année 1991.

- dans la branche Emballage, le chiffre d'affaires de 1991 comprend les ventes de la société VMC.

A structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par branche est la suivante :

Produits Frais	2,6 %
Epicerie-Pâtis	7,0 %
Biscuits	7,0 %
Bière	-5,7 %
Eaux minérales	11,3 %
Emballage	3,8 %
Total Groupe	4,1 %

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

NEW-YORK, 22 juillet

Léger tassement

Après avoir manifesté ses bonnes dispositions ces derniers jours, le marché américain a pratiquement pris ses quartiers d'été en début de semaine. Toute la séance durant, l'indice Dow Jones des Industrielles devait varier dans des limites assez étroites, pour finalement s'inscrire en clôture à la cote 3 012,97, avec une perte minimale de 3,35 points (-0,11 %). L'activité, comme il se doit, s'est mise au diapason avec seulement 148,80 millions de titres échangés contre 190,70 millions le vendredi précédent.

Le bilan de la journée a été conforme au résultat d'ensemble. Sur 2 077 valeurs traitées, 580 ont baissé, tandis que 673 montaient et que 508 reproduisaient leur cours de vendredi.

Autour du « Big Board », les professionnels parlent d'atmosphère typiquement estivale. Maintenant que les ferveurs de la hausse des « trois sœurs » (fin des contrats sur indices, actions et options) ont cessé, les opérateurs débrayent en attendant quelques informations fraîches sur la marche de l'économie, comme les commandes de biens durables en juin et le PNB provisoire pour le deuxième trimestre. Beaucoup même ne voient pas le sens de la hausse de la cote, car les investisseurs ont déjà en portefeuille les valeurs de la semaine dernière, et les investisseurs ont déjà en portefeuille les valeurs de la semaine dernière.

De plus, à la veille de la liquidation générale qui doit intervenir mardi 23 juillet, les opérateurs ont profité pour ajuster leurs positions. Les options, en particulier, ont été très actives, car nombre d'entre eux sont déjà en vacances. Et si pour le moment un peu plus le tableau, on ajoute à cela les mauvaises résultats des sondages de popularité de M. Edith Cresson et de M. François Mitterrand, on ne voit vraiment pas au milieu de toutes ces médiocres nouvelles, ce qui pourrait inciter les investisseurs à prendre des initiatives.

On côté des valeurs, si on recule de 4,8 %. La société a annoncé dans la matinée que les négociations sur l'entrée d'un partenaire dans son capital avaient échoué. Ce qui, en plus, a gagné 3,3 % pour 95 000 titres.

VALEURS	Cours de 22 juillet	Cours de 23 juillet
Alcoa	72 1/4	71 1/2
AT&T	58 3/8	58 1/2
Bell	43 5/8	43 1/4
Chrysler	20 1/8	19 7/8
Du Pont de Nemours	42 3/4	42 1/4
Eastman Kodak	40 5/8	40 3/8
Exxon	50 5/8	50 1/2
Ford	34 3/8	34 1/4
General Electric	73 3/8	73 1/4
General Motors	42 3/8	42 1/4
Goodyear	38 7/8	38 1/4
IBM	100 1/2	102
ITT	58 3/8	57 3/4
Mobil Oil	58 3/8	57 1/2
Pfizer	60 5/8	59 7/8
Rockwell	58 3/8	57 3/4
Schlumberger	58 3/8	57 3/4
Texas Instruments	58 3/8	57 3/4
U.S. Steel	142 1/4	141 1/2
Union Carbide	25 5/8	25 1/2
Westinghouse	25 5/8	25 1/2
Xerox Corp.	57 1/4	56 7/8

LONDRES, 22 juillet

Reprise

Les valeurs ont terminé la séance de lundi en nette hausse au Stock Exchange. L'indice Footsie a franchi en début d'après-midi la cote de 2 558,5 points, après 14 heures. L'indice a finalement reculé sur des prises de bénéfices pour terminer à 2 558,5 points, en hausse de 17 points, soit 0,8 %, par rapport à vendredi. Le volume des transactions s'est élevé à 2 558,5 millions d'actions, contre 439,5 millions vendredi.

Cette progression a salué les signes de reprise apportés par la publication du premier excédent de la balance des comptes courants (23 millions de livres) pour le premier trimestre 1991, une hausse de 1,3 % des ventes de détail pour le mois de juin.

FAITS ET RÉSULTATS

Roche veut devenir le leader mondial du diagnostic. - Le groupe pharmaceutique et chimique suisse Roche confirme son ambition de devenir le leader mondial du diagnostic. Il vient pour ce faire de racheter pour 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs) les droits détenus par Cetus Corp. (E.U.) sur la PCR (« polymérase chain reaction »), une technologie qui permet de détecter les maladies transmissibles, infectieuses ou génétiques, en copiant des millions de fois un seul segment d'ADN de façon à obtenir en quelques heures un échantillon suffisant pour confirmer la présence ou l'absence de virus ou de cellules malignes.

Les chercheurs de Roche ont commencé à développer des applications commerciales de la PCR pour les maladies infectieuses telles que le SIDA, la maladie de Lyme et la tuberculose. L'accord, soumis à l'aval des actionnaires de Cetus et des autorités, prévoit le paiement de redevances d'un montant maximum de 180 millions de francs, si les ventes dépassent un certain niveau.

Elf : 6,9 % de bénéfice en plus pour le premier semestre. - Le groupe Elf Aquitaine annonce pour le premier semestre un bénéfice net non encadré audité de 5,2 milliards de francs, en progrès de 6,9 % sur celui dégagé en 1990 à pareille époque. Hors plus-values de cession (vente d'Eysy), le résultat courant s'élève à 4,3 milliards de francs. Il se situe à un niveau légèrement supérieur à celui dégagé le 30 juin de l'année écoulée, qui comprenait des plus-values de cession pour 0,8 milliard de francs.

Rhône-Poulenc réorganise ses activités dans l'aspirine. - Le producteur mondial d'analgésiques (aspirine, paracétamol), Rhône-Poulenc, le numéro un français de la chimie, a décidé de réorganiser sa chaîne aspirine en Europe de façon à retrouver des niveaux de rentabilité acceptables. Le groupe commencera par moderniser son unité d'acide salicylique de Ruel (Pays de Galles). Après quoi,

PARIS, 22 juillet

En quête d'orientation

La Bourse de Paris a de nouveau baissé, lundi, sans profiter de la modeste reprise enregistrée à la veille du week-end. En retrait de 0,33 % au début des transactions, les valeurs françaises abandonnaient un peu plus de 0,4 % au cours de la journée. En début d'après-midi, l'affaiblissement mesuré se poursuivait et l'indice CAC 40 perdait encore 0,47 %. Toutefois, à la fin de la séance, le CAC 40 se terminait à 3 615,97, soit une baisse de 15,97 points (-0,44 %).

« Si un mot devait décrire l'état d'esprit des gestionnaires pour ce mois de juillet, ce serait « incertitude », constatent l'un d'entre eux à la mi-journée. En effet, les gestionnaires sont les Las d'été, cette dette de ceux qui ne vient toujours pas et qui malgré tout demeure leur préoccupation principale. Une fois encore, à l'issue de l'appel d'offre de ce lundi, le Bourse de France a essayé de rassurer les investisseurs en l'état, à savoir 8 % pour la taxe d'intervention et 10 % pour les primes en pension.

De plus, à la veille de la liquidation générale qui doit intervenir mardi 23 juillet, les opérateurs ont profité pour ajuster leurs positions. Les options, en particulier, ont été très actives, car nombre d'entre eux sont déjà en vacances. Et si pour le moment un peu plus le tableau, on ajoute à cela les mauvaises résultats des sondages de popularité de M. Edith Cresson et de M. François Mitterrand, on ne voit vraiment pas au milieu de toutes ces médiocres nouvelles, ce qui pourrait inciter les investisseurs à prendre des initiatives.

On côté des valeurs, si on recule de 4,8 %. La société a annoncé dans la matinée que les négociations sur l'entrée d'un partenaire dans son capital avaient échoué. Ce qui, en plus, a gagné 3,3 % pour 95 000 titres.

VALEURS	Cours de 22 juillet	Cours de 23 juillet
Alcoa	72 1/4	71 1/2
AT&T	58 3/8	58 1/2
Bell	43 5/8	43 1/4
Chrysler	20 1/8	19 7/8
Du Pont de Nemours	42 3/4	42 1/4
Eastman Kodak	40 5/8	40 3/8
Exxon	50 5/8	50 1/2
Ford	34 3/8	34 1/4
General Electric	73 3/8	73 1/4
General Motors	42 3/8	42 1/4
Goodyear	38 7/8	38 1/4
IBM	100 1/2	102
ITT	58 3/8	57 3/4
Mobil Oil	58 3/8	57 1/2
Pfizer	60 5/8	59 7/8
Rockwell	58 3/8	57 3/4
Schlumberger	58 3/8	57 3/4
Texas Instruments	58 3/8	57 3/4
U.S. Steel	142 1/4	141 1/2
Union Carbide	25 5/8	25 1/2
Westinghouse	25 5/8	25 1/2
Xerox Corp.	57 1/4	56 7/8

TOKYO, 23 juillet

Timide reprise

La bourse a cessé, mardi, au Kabuto-cho. Après s'être encore un peu ralenti durant le premier quart de la séance, la tendance s'est raffermissée à la fin de la séance. L'indice Nikkei enregistre une légère avance de 53,89 points à 22 758,98.

Si l'ampleur des scandales financiers continue d'inquiéter la communauté boursière nipponne, certains investisseurs estiment que la démission des deux plus hauts responsables de Nomura clarifie la situation et que le pire est probablement passé. Ce n'est pas l'avis général et nombreux sont ceux qui s'interrogent pour savoir si des hommes politiques ne sont pas impliqués dans cette crise financière.

Beaucoup attendent avec intérêt l'assemblée extraordinaire du Parlement, qui doit se tenir courant août, et qui pourrait, sur proposition de l'opposition, être amenée à débattre sur le scandale.

VALEURS	Cours de 22 juillet	Cours de 23 juillet
Alcoa	72 1/4	71 1/2
AT&T	58 3/8	58 1/2
Bell	43 5/8	43 1/4
Chrysler	20 1/8	19 7/8
Du Pont de Nemours	42 3/4	42 1/4
Eastman Kodak	40 5/8	40 3/8
Exxon	50 5/8	50 1/2
Ford	34 3/8	34 1/4
General Electric	73 3/8	73 1/4
General Motors	42 3/8	42 1/4
Goodyear	38 7/8	38 1/4
IBM	100 1/2	102
ITT	58 3/8	57 3/4
Mobil Oil	58 3/8	57 1/2
Pfizer	60 5/8	59 7/8
Rockwell	58 3/8	57 3/4
Schlumberger	58 3/8	57 3/4
Texas Instruments	58 3/8	57 3/4
U.S. Steel	142 1/4	141 1/2
Union Carbide	25 5/8	25 1/2
Westinghouse	25 5/8	25 1/2
Xerox Corp.	57 1/4	56 7/8

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3380	3310	Indeseco	173	173
Amptek Assoc.	296 10	296 10	Immob. Hôpitaux	885	885
B.A.C.	128	128	Immo. Computer	161	161
Bepi Varnes	815	815	LP&M	95	95
Bonnet (Ly)	325	325	Lois invest.	243	247
Bonnet (Ly)	325	325	Locam	75 25	75
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	909	909	Metra Comm.	117 10	117 10
Calson	375	370	Motex	150	150
Cardi	668	665	Publ. Fapoch	384	389
C.E.G.E.P.	195	195	Razol	760	760
C.F.P.I.	272 10	273	Rhone-Alp. Eau (Ly)	323	323
C.N.I.M.	904	901	S.H.M.	184	164
Codis	273 50	273 50	Select Invest (Ly)	94 80	94 80
Confiance	1070	1070	Siebo	130	130
Crédit	410	405	S.M.T. Group	278	269 70
Dalme	1134	1134	Supra	339	338
Danachy Worme Co.	499	499	Thermador H. (Ly)	282	282
Develley	950	950	Unilog	194	194
Deville	340	313 20	Viel et Co.	90	90
Dollon	125 20	125 20	V. St-Laurent Groupe	762	762
Edisons Balcand	230	231			
Europ. Propriété	265	263 10			
Finacor	117 60	116			
Frontiparis	132 30	130			
GF Group (San. I)	230 50	231 80			
Grand (Ly)	391	395			
Gazograph	216	216			
Groupe Océan	663	663			
Gumil	930	940			
I.C.C.	207 40	207 40			
ICA	325 50	325 50			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 juillet 1991

Nombre de contrats : 38 494

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92	
	Dernier _____ Précédent _____	104,72 104,90	104,70 104,90	104,64 105
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
106 <small>PROPORTIONNEL À 100 000 \$</small>	0,16	0,64	1,39	1,90

CAC 40 A TERME			
Volume : 4 368		(MATIF)	
COURS	Juillet	Août	Septembre
Dernier	1 772,50	1 786	1 890
Précédent	1 773,50	1 786	1 892

CAC 40 A TERME

Volume : 4 368		(MATIF)		
COURS		Juillet	Août	Septembre
Dernier	1 772,50	1 786	1 800	1 800
Précédent	1 773,50	1 786	1 800	1 802

CHANGES

Dollar : 6,01 F ↑

Après la baisse du billet vert remarquée en fin de semaine dernière et maintenue lundi 22, le dollar amorçait une reprise mardi 23 juillet. A Paris, la devise américaine a ouvert, mardi, en hausse à 6,01 F, au cours des premiers échanges entre banques, contre 5,955 F à la clôture des échanges interbancaires de lundi 22.

FRANCFORT	22 juillet	23 juillet
Dollar (en DM)	1,7579	1,7710
TOKYO	22 juillet	23 juillet
Dollar (en yen)	136,65	137,52

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (23 juillet) : 9 - 9 1/8 %
New-York (22 juillet) : 5 3/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

19 juillet 22 juillet
Valeurs françaises : 114,10 113,90
Valeurs étrangères : 122,90 122,30
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice global CAC : 467,99 466,87
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1783,54 1762,78

NEW-YORK (Index Dow Jones)

19 juillet 22 juillet
Industrielles : 3 016,33 3 012,97
LONDRES (Index et Financial Times)

19 juillet 22 juillet

100 valeurs : 2 541,60 2 538,50
30 valeurs : 1 955,38 1 973,80
Mines d'or : 212,90 210
Fonds d'Etat : 84,94 84,86
FRANCFORT 19 juillet 22 juillet
Dax : 1 623,99 1 623,03
TOKYO 22 juillet 23 juillet
Nikkei Dow Jones : 22 758,98 22 758,98
Indice global : 1 786,97 1 786,62

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEPT MOIS		
	+ ou -	+ ou -	ou sup. -	+ ou -	ou sup. -	+ ou -	ou sup. -	
\$ E.-U.	6.0020	6.0060	+ 168	+ 178	+ 328	+ 348	+ 890	+ 950
\$ can.	5.1943	5.2023	+ 6	+ 19	+ 19	+ 44	+ 64	+ 132
Yen (100)	4.3635	4.3696	+ 70	+ 79	+ 137	+ 157	+ 445	+ 498
DM	3.3281	3.3923	+ 7	+ 16	+ 9	+ 26	+ 6	+ 38
FF (100)	16.4574	16.4728	+ 32	+ 81	+ 64	+ 163	+ 26	+ 320
RS	3.9114	3.9165	+ 43	+ 55	+ 78	+ 101	+ 254	+ 317
FRS	4.4333	4.4333	-	-	-	-	-	-
	10.0233	10.0360	- 189	- 160	- 309	- 264	- 725	- 593

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 JUILLET

Cours relevés à 10 h 52

COMPANIES		VALUES		Cross prepaid.	Premier costs	Domestic costs	% +/-	COMPANIES		VALUES		Cross prepaid.	Premier costs	Domestic costs	% +/-	COMPANIES		VALUES		Cross prepaid.	Premier costs	Domestic costs	% +/-	
4000	C.M.E. 3%	3961	3961	3961		4000	C.M.E. 3%	3961	3961	3961		4000	C.M.E. 3%	3961	3961	3961		4000	C.M.E. 3%	3961	3961	3961		
880	S.N.P. 7%	1250	1250	1250		880	S.N.P. 7%	1250	1250	1250		880	S.N.P. 7%	1250	1250	1250		880	S.N.P. 7%	1250	1250	1250		
960	C.L.P. 7%	1320	1320	1320		960	C.L.P. 7%	1320	1320	1320		960	C.L.P. 7%	1320	1320	1320		960	C.L.P. 7%	1320	1320	1320		
1551	Thomson P.P.	1515	1515	1515		1551	Thomson P.P.	1515	1515	1515		1551	Thomson P.P.	1515	1515	1515		1551	Thomson P.P.	1515	1515	1515		
1561	Sales, Graham T.P.	1048	1048	1048		1561	Sales, Graham T.P.	1048	1048	1048		1561	Sales, Graham T.P.	1048	1048	1048		1561	Sales, Graham T.P.	1048	1048	1048		
1562	Thomson T.P.	1048	1048	1048		1562	Thomson T.P.	1048	1048	1048		1562	Thomson T.P.	1048	1048	1048		1562	Thomson T.P.	1048	1048	1048		
1727	747	644	746	644		1727	747	644	746	644		1727	747	644	746	644		1727	747	644	746	644		
790	Air Liquide	747	644	746		790	Air Liquide	747	644	746		790	Air Liquide	747	644	746		790	Air Liquide	747	644	746	644	
575	Alfred-Hellman	577	578	580		575	Alfred-Hellman	577	578	580		575	Alfred-Hellman	577	578	580		575	Alfred-Hellman	577	578	580		
1560	A.L.S.P.	1010	1020	1020		1560	A.L.S.P.	1010	1020	1020		1560	A.L.S.P.	1010	1020	1020		1560	A.L.S.P.	1010	1020	1020		
590	Avner, Pines	2210	2210	2220		590	Avner, Pines	2210	2210	2220		590	Avner, Pines	2210	2210	2220		590	Avner, Pines	2210	2210	2220		
1150	A.P.F. Del. 1960	484	484	485		1150	A.P.F. Del. 1960	484	484	485		1150	A.P.F. Del. 1960	484	484	485		1150	A.P.F. Del. 1960	484	484	485		
1150	1010	1010	1010	1010		1150	1010	1010	1010	1010		1150	1010	1010	1010	1010		1150	1010	1010	1010	1010		
325	Avner H. Mide.	198	199	201		325	Avner H. Mide.	198	199	201		325	Avner H. Mide.	198	199	201		325	Avner H. Mide.	198	199	201		
1050	Avner H. Del. 1960	944	944	945		1050	Avner H. Del. 1960	944	944	945		1050	Avner H. Del. 1960	944	944	945		1050	Avner H. Del. 1960	944	944	945		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		128	128	128	128	128		
128	128																							

COMPTANT

(sélection)

SICAV (sélection.)

(sélection)

22/7

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

SPORTS

CYCLISME : le 78^e Tour de France

Les hauts et les bas de LeMond

La seizième étape du Tour de France a permis aux 170 coureurs encore présents dans l'épreuve de rejoindre, lundi 22 juillet, Gap dans les Hautes-Alpes. La dernière, une attaque, lancée par l'Américain Greg LeMond a permis à l'Italien Marco Lietti de remporter la victoire et surtout au vainqueur du Tour 1990 de gagner quelques secondes au classement général.

GAP

de notre envoyé spécial

Posséder le maillot jaune au début de l'ultime semaine du Tour de France n'est pas une sinécure. Le coureur espagnol Miguel Indurain en a fait l'expérience, lundi 22 juillet, sur les routes montantes des Hautes-Alpes. Alors que la caravane avançait à petit train sous la canicule, une poignée de prétendants à la victoire finale a profité de sa mauvaise position dans une montée étroite pour lui fessier compagne.

Avait-il prémédité leur coup pour tester ses réactions? On lui a voulu mettre en défaut son sens tactique? Peu importe, seul compte le résultat. « Ils m'ont piégé », reconnaît l'intéressé, qui estime avoir eu de la chance que d'autres équipes acceptent « d'assurer le train » pour reprendre les échappés quarante kilomètres plus loin.

Miguel Indurain a commis là une faute, certes sans conséquence, mais significative pour tous ceux qui rêvent de lui ravir son maillot. Elle a rassuré Laurent Fignon ou Claudio Chiappucci : le géant basque n'est pas à l'abri d'erreurs. Ce premier épisode de course a été suivi d'un second, tout aussi instructif. A quinze kilomètres de l'arrivée, l'Américain Greg LeMond a lui aussi tenté l'avenue avec un petit groupe de coureurs. Puis, dans une descente, il a adopté une position aérodynamique pour distancer ses compagnons. Lui qui l'on présentait le matin même comme souffrant, a forcé l'allure pour grappiller des secondes au peloton. Aidé par l'Italien Marco Lietti, qui l'avait rejoint, il a poursuivi son effort jusqu'à la ligne d'arrivée, pour terminer deuxième, mais 26 secondes avant Miguel Indurain.

Le gain semble faible. Mais pour Greg LeMond il a une valeur symbolique. Depuis le Tour de 1989, il sait que quelques secondes peuvent toujours faire la différence. Au-delà de l'aspect comptable, qu'il ne déteste point, cette petite échappée lui a prouvé qu'il pouvait de nouveau « jouer » avec ses adversaires. Il était encore capable d'imiter le bondissant Chiappucci en semant le trouble dans le peloton.

Les étapes pyrénéennes, et particulièrement celle de Val-Louron, ont été pénibles pour Greg LeMond. Il parle de « cauchemar » en évoquant la chaleur qui l'a indisposé et a fait gonfler ses pieds. Mais il reconnaît aussi qu'il n'avait pas très bien dosé ses efforts pour un parcours faisant appel à ses qualités de grimpeur. « J'ai pué dans mes réserves un peu trop loin. Ensuite j'ai ressenti une fatigue intense, c'était la première fois que cela m'arrivait sur le Tour. » Le rythme imposé à la course depuis le départ de Lyon n'est sans doute pas étranger à cette défaillance.

Samedi et dimanche, Greg LeMond a abandonné son éternel sourire et s'est caché au fond du camping-car de son équipe pour éviter les formalités de départ et fuir les curieux. Les amendeurs de 100 francs suisses lui importaient moins que ce contact avec le public, auquel il souhaitait cacher un visage tendu. « Chez moi la psychologie suit la physique, et si je ne me sens pas bien il m'est difficile de faire semblant d'être content », assure le coureur et d'assurément n'est pas un homme.

La fatigue, les insultes de spectateurs espagnols massés sur les routes des cols — dans un entretien au journal *L'Equipe* il précise même qu'il a « boxé un type au visage déformé par la haine » — l'avaient affaibli. Mais deux jours au sein du peloton semblent lui avoir permis de retrouver « une bonne condition physique », selon les termes de son manager. Lundi, avant d'arriver à Gap, il a voulu en faire la démonstration.

Dans ce Tour fertile en rebondissements, le bluff est toujours présent. Il consiste pour Greg LeMond à affirmer que son favori, pour les étapes des Alpes, est l'Italien Claudio Chiappucci, en ignorant superbement le premier du classement général. Il consiste pour son directeur sportif à répéter que « Greg peut ne pas gagner le Tour cette année », comme pour éloigner ce danger. L'important, à six jours de l'arrivée, est de resserrer les rangs des opposants à Miguel Indurain, noyer des alliances de circonstance pour déstabiliser l'homme en jaune.

SERGE BOLLOCH

SEIZIÈME ÉTAPE

Alps-Gap (215 km)

Classement de l'étape. — 1. Carlo Lietti en 6 h 6 min 59 s; 2. Greg LeMond (E-U), à 2 s; 3. Maurizio Fondrest (Ita), à 19 s; 4. Jean-Claude Colini (Fra), à 21 s; 5. Davide Cassani (Ita), même temps.

Classement général. — 1. Miguel Indurain, (Esp.), 75 h 39 min 36 s; 2. Charly Mottet, (Fra), à 3 min; 3. Gianni Bugno (Ita), à 3 min 10 s; 4. Claudio Chiappucci (Ita), à 4 min 6 s; 5. Greg LeMond (E-U), à 4 min 42 s.

Monomanie

GAP

de notre envoyé spécial

A la tout seul, dans un film fantastique, il jouerait l'épouvante. C'est ainsi, Gert-Jan Theunisse fait peur. A peine est-on près de lui qu'on en envie de s'enfuir. Mais lui aussi, de toute évidence. Alors, restons et essayons-nous sur un coin de couverture pulvérisé qu'il propose, mais juste au bord du lit.

Il ne livrera rien que l'on ne sache déjà. Sa première course ramonta à l'âge de huit ans. Ayant gagné la seconde, il e continué. Cela fait déjà vingt ans de méditation. Comment croire donc qu'il aurait pu renoncer quand il e été suspendu pour dopage l'an dernier? Gert-Jan Theunisse affirme que son corps fabrique naturellement une hormone anabolisante. Il lui en a coûté 200 000 francs d'études médicales pour le prouver. L'Union du cyclisme international n'a pas été convaincue. Pourtant, il n'y a qu'à le regarder : le vélo, c'est une monomanie.

Ce vélo de huit ans, on dirait qu'il ne l'a jamais quitté. Assis sur son lit, moulé dans une culotte bleu pâle, Theunisse mange un petit pot d'aliment pour bébé et torture le tissu avec sa cuillère. Il est maigre, affilé. Boulimique dès qu'il s'agit de kilomètres (il en a parcouru 50 000 en un an pour préparer sa revanche). Anorexique dès que l'étape est finie et qu'il est sur son lit. Il a la bouche de Mick Jagger, un enrouement dans l'oreille et un regard qui ne supporte aucun qualificatif. Un regard, disons, unique.

En guise de lecture, Gert-Jan

Theunisse n'a apporté sur le Tour de France qu'un walkman. A Bargem, son village hollandais, il e racheté le poste pour en faire une maison et il l'e meublé d'antiquités italiennes. Mais on ne le fera pas parler de bolides ou de hard-rock, et encore moins de son étrange. On essaie d'introduire la famille dans la liste de ce qui a généralement de l'importance pour un coureur. Il en convient. Oui, la famille. Mais le cyclisme emporte tellement eu-dela.

Et le cyclisme, c'est avant tout la montagne, l'exercice de pure solitude qui ne souffre ni tactique, ni tricherie. « Si on est en forme, la chance n'est même pas nécessaire. » Alors Theunisse la perfectionniste, qui était encore maudite, est allé s'entraîner aux Canaries, lui qui e si peur de l'avion. Il e passé quatre mois dans les Alpes françaises. Et il a épuisé la montée de l'Alpe d'Huez, le symbole de la montagne pour un coureur cycliste. Quatre-vingts kilomètres en un en dont quatre en une seule journée de mai. « J'étais le temps, il faisait beau. » L'Alpe d'Huez exerce une fascination sur les Néerlandais. Comme ei le géographie, elle aussi, evert besoin de revanches et le petit pays de folie.

Le banni a été réintégré dans le peloton, où rien autant que l'ardeur à se faire mal n'attire la considération. Pendant qu'il roule et va s'amaigrissant, sa femme brode des cierges dans les églises pour qu'il ne parte pas si loin qu'il n'en reviendrait pas. Gert-Jan Theunisse, c'est l'angoisse à l'état pur. Et c'est cela peut-être qui fait ai peur chez lui : son effroi...

CORINE LESNES

CARNET DU Monde

Naissances

— Mathilde

est heureuse d'annoncer la naissance de son petit frère

Alexandre,

le 19 juillet 1991.

Marie-José BLOUIN

et Christian HAMET,

41, rue des Laïbères,

94300 Vincennes.

— Frederick Bohem HENRY

et Annie COHEN-SOLAL,

ont la très grande joie d'annoncer que leur fils,

Archibald,

est né le vendredi 19 juillet 1991, à Florence, en Italie.

972 Fifth Avenue,

New-York, NY 10021 USA.

— Fatima et Christian TORTEL

ont la joie d'annoncer la naissance, à Paris, le 18 juin 1991, de

Simon, Nassim,

petit frère de

Julia-Taos.

31, rue Cavendish,

75019 Paris.

Décès

— La Roche-Possy, Paris-16^e.

M. Jean-Claude Alexandre,

Jérôme et Julien,

M. et M^{me} Edouard Hardy,

Sophie et Julie,

M. et M^{me} Jacques Petit-Gats

et Alexis,

M. et M^{me} Marc Alexandre

et Marie,

ses petits-enfants et arrière-petits-

enfants,

M^{me} Daniel Alexandre,

sa belle-fille,

Les familles Joly, Epin et Hardy,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Albert ALEXANDRE,

née Marie Joly,

survenu le 22 juillet 1991 à l'âge de quatre-

vingt-dix-sept ans.

Les obsèques seront célébrées en

l'église de La Roche-Possy, le mercredi

24 juillet, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, boulevard Beauséjour,

75016 Paris.

« Le Huchette »,

86270 La Roche-Possy.

— Ancecy.

M^{me} Pierre Cantenot,

son épouse,

M^{me} et M^{me} Marc Pétionlongo,M^{me} Catherine Cantenot,M. et M^{me} Benoît Cantenot,

ses enfants,

Jean, Nicolas, Claire,

ses petits-enfants,

M^{me} Monique Rohet,

Le Révérend Père Albert Poulet-

Mathis,

M. Hubert Cantenot,

M. Jean-Baptiste Bosson,

M. Christophe Cantenot,

ses filles,

Les familles Cantenot, Poulet-Mathis

et Chavet,

Tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CANTENOT,

H.C.,

docteur en droit,

survenu le 21 juillet 1991, dans sa qua-

tre-vingt-dixième année.

Il est entré dans la paix du Seigneur

muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célé-

brée dans l'intimité, le 19 juillet, en la

cathédrale Saint-Pierre, à Ancecy.

« Bienheureux les miséricordieux,

ils obtiendront miséricorde. »

31, avenue du Petit-Port,

74940 Ancecy-le-Vieux.

— Le professeur et M^{me} Pierre Corvol

et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Rottembourg

et leurs enfants,

M^{me} Marie-Noëlle Corvol,M. et M^{me} Simon-Claude Sautereau

du Part

et leurs enfants,

M^{me} Marie-Odile Corvol,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy CORVOL,

leur père et grand-père,

rappelé à Dieu, le 20 juillet 1991, à

l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le

mercredi 24 juillet, à 8 h 30, à la

paroisse Saint-Dominique, 16, rue de

la Tombe-Issoire, Paris-14^e, et sera

suivie de l'inhumation à Rouen-Bon-

court.

88, rue de Sévres,

75007 Paris.

— M. et M^{me} Thierry Chéreau,

ses parents,

Marie-Amélie, Elisabeth, Mathilde et

Pierre,

ses sœurs et son frère,

Le docteur et M^{me} Jean-Louis Ché-

reau,

M. et M^{me} Jean Villemain,

ses grands-parents,

M. et M^{me} Jean Rouche

et leurs enfants,

M. et M^{me} Benoît Chéreau

et leurs enfants,

M. et M^{me} Christian Villemain

et leurs enfants,

M. et M^{me} Marc Lafon

et leur fils,

M. et M^{me} Patrick Méra

et leurs enfants,

M. et M^{me} Michel Villemain

et leur fille,

ses oncles, tantes, cousins et cousines,

Tous sa famille,

ont l'immeuble douleur de faire part du

décès accidentel, à l'âge de seize ans, de

Véronique CHÉREAU,

survenue le 20 juillet 1991, à Saint-

Malo.

Les obsèques seront célébrées le mer-

credi 24 juillet, à 15 heures, en l'église

d'Urrugne, le samedi 27 juillet, à 9 heures,

en l'église Saint-Martin de Louve-

ciennes (Yvelines).

(Isaïe, 58, 8.)

95, avenue du Roule,

92000 Neuilly-sur-Seine.

« L'orekka »,

La Croix-des-Bouquets,

64122 Urrugne.

— M^{me} Pierre Cordonnier,

née Eliane Murcier,

Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CORDONNIER,

survenu le 19 juillet 1991, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité familiale.

48, avenue d'Iéna,

75116 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès

de

docteur Liliane EDMÉ,

médecin psychiatre,

survenue en son domicile bordelais, le 3

juillet 1991, dans sa quarante-huitième

année.

Les obsèques religieuses ont été célé-

brées le 5 juillet en l'église Sainte-

Geneviève, à Bordeaux, suivies de l'in-

humation dans le caveau familial au

cimetière de Châteaufort, en Charente.

22, rue de Sauternes,

33000 Bordeaux.

— Natalie et Christian Blantz,

Caroline et Erik Giroux,

Benad, Valérie et Delphine Fery,

leurs enfants,

Stéphanie et Cyril Giroux,

leurs petits-enfants,

Catherine Murcier,

leur sœur et belle-sœur,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès

accidentel de

M^{me} Gérard FERY,

née Eliane Murcier,

et de

M. Gérard FERY,

survenu le 21 juillet 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église du Mesnil-Saint-Denis, le jeudi

25 juillet, à 10 h 45.

19, place des Pensées,

78320 Le Mesnil-Saint-Denis.

— M^{me} Anna Flaumenbaum,

née Eichenbaum,

sa femme,

Odette Belot, Renée Flaumenbaum,

Danièle Flaumenbaum,

ses filles,

Florence Gotesman, Jean-Diège

Belot, Alexis Belot, Nicolas Sridi,

Aurélien Dumas, Melchias Dumas,

ses petits-enfants,

Sacha, Igor, Tania, Benjamin,

Daphné,

ses arrière-petits-enfants,

M^{me} Renée Cels

et sa famille,

sa sœur, son neveu et nièce,

font part de la mort de

Yvelde FLAUMENBAUM,

survenue le 20 juillet 1991, qui nous a

quitté sereinement après avoir fêté son

quatre-vingt-dixième anniversaire.

— Toulouse.

M^{me} Ruth Frisch,

son épouse

et ses enfants,

Les docteurs Dany et Jean-Jacques

Benarous-Frisch

et leurs enfants,

Les docteurs Aliette et Yves Siboni-

Frisch

et leurs enfants,

M^{me} Muriel Frisch,M^{me} Hélène Jacob,

Les familles Frisch, Frank, Cohen,

Benarous, Siboni et Abend,

Parents, amis et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Fred FRISCH,

neuro-psychiatre.

Les obsèques ont eu lieu le lundi

22 juillet 1991, au cimetière israélite de

Portet-sur-Garonne.

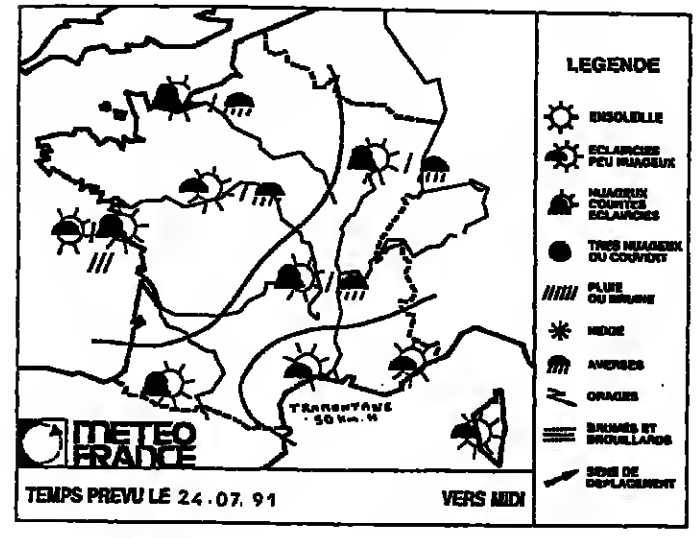
— On nous prie d'annoncer le décès

de

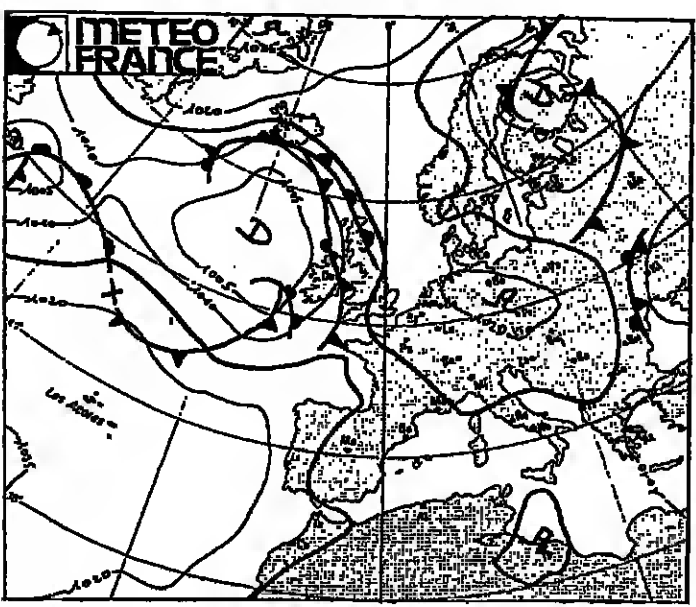
M. Jean-Claude GINOUX,

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 24 juillet 1991
Rafraîchissement

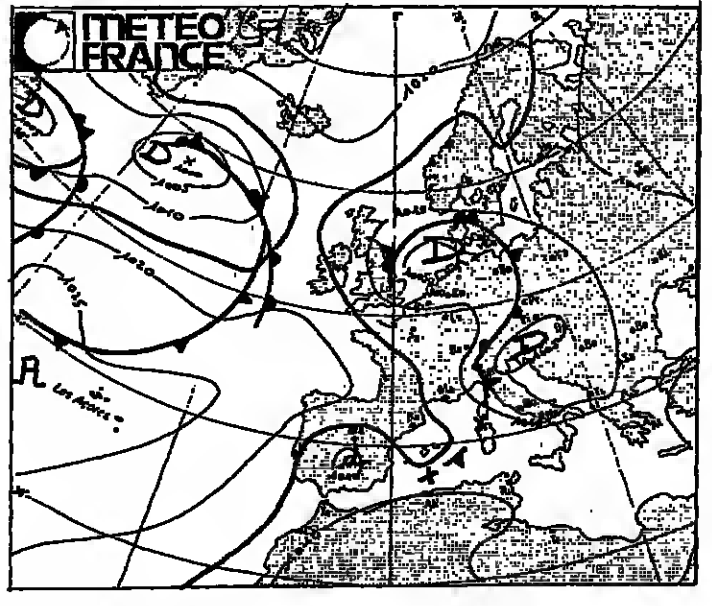


SITUATION LE 23 JUILLET 1991 A 0 HEURE TU



Jeudi : Cocktail de nuages, d'averses, d'éclaircies et d'orages. Des régions pyrénéennes, au Centre-Est et au Sud-Est, le jour débute sous les nuages avec quelques ondées orageuses sur le relief. L'après-midi, amélioration toute relative : un peu plus d'éclaircies, mais aussi des averses, parfois accompagnées de coups de tonnerre. Sur les Alpes, près des frontières italiennes, les orages seront plus nombreux. Les régions méditerranéennes ne seront pas à l'abri de ce mauvais temps et les Pyrénées resteront accrochées toute la journée. Sur les autres régions, le ciel sera très changeant et il fera frais. Les éclaircies seront souvent entrecoupées d'averses, voire d'orages. Les éclaircies deviendront plus larges l'après-midi sur l'Ouest. Le vent d'ouest soufflera assez fort à fort en Manche, modérément dans l'intérieur des terres. Les rafales seront nombreuses. Le vent faiblira par l'ouest en fin de journée. Les températures minimales évolueront 16/18 degrés des régions pyrénéennes au Centre-Est et au Sud-Est, 19/21 degrés près de la Méditerranée. Ailleurs, elles varieront entre 11 et 14 degrés. La journée sera souvent fraîche. Le thermomètre s'élèvera jusqu'à 17/20 du Nord au Nord-Est, 18/22 sur le Nord-Ouest et le Centre-Est, 20/25 dans le Sud-Ouest. 24/27 près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 25 JUILLET 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 22-7-1991 à 18 heures TU et le 23-7-1991 à 6 heures TU									
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	25	18	D		ALGER	31	25	C	
AMSTERDAM	27	20	C		AMSTERDAM	31	25	C	
BARCELONE	34	26	N		BARCELONE	34	26	N	
BELGRADE	30	18	D		BELGRADE	30	18	D	
BOMBAY	34	26	N		BOMBAY	34	26	N	
BUDAPESTE	28	18	D		BUDAPESTE	28	18	D	
CAIRO	34	26	N		CAIRO	34	26	N	
CHENNAI	34	26	N		CHENNAI	34	26	N	
CHONGQING	31	18	D		CHONGQING	31	18	D	
DUBLIN	25	18	D		DUBLIN	25	18	D	
GENÈVE	30	18	D		GENÈVE	30	18	D	
HANOI	34	26	N		HANOI	34	26	N	
HONGKONG	31	18	D		HONGKONG	31	18	D	
LYON	30	18	D		LYON	30	18	D	
MADRID	34	26	N		MADRID	34	26	N	
MANGHAT	34	26	N		MANGHAT	34	26	N	
MONTREAL	25	18	D		MONTREAL	25	18	D	
MUSCAT	34	26	N		MUSCAT	34	26	N	
NAGASAKI	34	26	N		NAGASAKI	34	26	N	
NEW DELHI	34	26	N		NEW DELHI	34	26	N	
NEW YORK	25	18	D		NEW YORK	25	18	D	
OSLO	25	18	D		OSLO	25	18	D	
PARIS	30	18	D		PARIS	30	18	D	
PRAGUE	28	18	D		PRAGUE	28	18	D	
REIMS	30	18	D		REIMS	30	18	D	
ST-ETIENNE	31	18	D		ST-ETIENNE	31	18	D	
STRASBOURG	31	18	D		STRASBOURG	31	18	D	
TOKYO	31	18	D		TOKYO	31	18	D	
VIENNE	31	18	D		VIENNE	31	18	D	
YOKOHAMA	31	18	D		YOKOHAMA	31	18	D	

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
■ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 23 juillet

- TF 1**
- 20.40 Cinéma : Nos plus belles années. ■■ Film américain de Sydney Pollack (1973).
 - 22.50 Magazine : Combien ça coûte ? Invité : Robert-André Vivien.
 - 23.45 Série : Des voix dans la nuit.
 - 0.40 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Cinéma : Le Sicilien. ■■ Film américain de Michael Cimino (1987).
 - 23.10 Cinéma : Adieu les anges. □ Film sud-africain d'Elno De Witt (1988).
 - 0.45 Magazine : Les Arts au soleil.
 - 0.50 Journal et Météo.
 - 1.10 Sport : Le Journal du Tour.
 - 1.40 Musique : Jazz à Antibes. Spécial Michael Brecker (2^e partie).
- FR 3**
- 20.45 Téléfilm : Le Temps d'une miss.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.40 Mardi en France. Le magazine Ranzani : best-of.
 - 23.30 Magazine : Espace francophone. Cabienne Thibault en concert au Festival francophone d'Evry (automne 1990).
 - 0.00 Musique : Carnet de notes.

- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Levathan. □ Film américain de George Pan Cosmatos (1988).
 - 22.00 Flash d'informations.
 - 22.10 Cinéma : Jusqu'au bout du rêve. ■■ Film américain de Phil Alden Robinson (1989) (v.o.).
 - 23.50 Cinéma : Le Cauchemar de Freddy. □ Film américain de Renny Harlin (1988).
 - 1.20 Cinéma : Tempête. ■■ Film français de Bernard Deschamps (1989).
- LA 5**
- 20.45 Série : Desperado. De l'or et des fusils.
 - 22.25 Téléfilm : Les Faux Jumeaux.
 - 23.50 Série : Hitchcock présente.
 - 0.15 Journal de la nuit.
 - 0.25 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Tréz, dessinateur.
 - 0.30 Le Club du télé-achat.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : L'Hôpital en flammes.
 - 22.05 Série : Equisetzer.
 - 23.00 Magazine : Culture pub. Le business du riz : Enquête : la télévision de Leningrad. Le saga des marques : Dim.
 - 23.25 Magazine : Le Glaive et la Balance. L'inculte.

- 0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Musique : Boulouck'and hard.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Documentaire : Portrait imaginaire d'Alain Cuny. De Jean-André Fieschi (1^{re} partie).
 - 23.00 Documentaire : Vilar aventure et passion. De Marcel Toulou.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel méditerranéen. La grasse mainée, ou le sommeil des vacances.
 - 21.30 Débat. Et le public alors ? Les nuits magnétiques. Avignon, scènes de nuit.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Autour de Jean Vilar.
 - 0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Discothèques privées. Edmonde Charles-Roux.
 - 21.30 Opéra (en direct du Festival de Montpellier) : Trois pièces pour orchestre op. 6, de Berg ; Tristan et Isolde, acte 2, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : Marek Janowski.
 - 0.07 Jazz. En direct de Montpellier, le trio du guitariste Patrice Thomas.

Mercredi 24 juillet

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
 - 14.25 Feuilleton : Côte Ouest.
 - 15.15 Série : Tribunal.
 - 16.45 Club Dorothée vacances.
 - 17.15 Série : Taxes police.
 - 18.00 Feuilleton : Rivières.
 - 18.30 Jeu : Une famille en or.
 - 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 19.55 Tirage du Loto.
 - 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
 - 20.45 Série : Marie Perenchio.
 - 22.00 Théâtre : Quelle famille ! Pièce de Francis Joffe, mise en scène de l'auteur, avec Micheline Dax, Christian Ales, Patrick Préjean. Chassé-croisé à quatre générations. Journal, Météo et Bourse.
 - 0.15 Au trot.
- A 2**
- 13.45 Feuilleton : Falcon Crest.
 - 14.35 Sport : Cyclisme. Tour de France : 18^e étape, Bourg-d'Oisans-Morzine, en direct.
 - 17.40 Magazine : Vive le vélo.
 - 18.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 18.35 Série : Mac Giver.
 - 19.25 Sport : Le Journal du Tour (et à 0.20).
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Jeux sans frontières (et à 2.30). Thème : Cent ans de vie balnéaire. Divertissement : Vite le vélo A 2. Les Français Pas, d'André Valmi. Interviews de futures vedettes.
 - 23.10 Magazine : C'était Dim Dam Dom.
 - 0.00 Magazine : Les Arts au soleil.
 - 0.05 Journal et Météo.
 - 0.50 Série : L'Homme à la valise.
- FR 3**
- 13.00 Magazine : Sports 3 Images. Cyclisme : Tour de France (18^e étape, Bourg-d'Oisans-Morzine, en direct).
 - 14.40 Série : Justifieurs et hors-la-loi.
 - 15.30 Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.
 - 16.20 Magazine : Objectif Tintin. Eureka - Les Inventeurs et leurs drôles d'inventions. Invités : Roland Moreno, inventeur de la carte à puce ; Christian Nau et son cher à voile sur rail de chemin de fer ; Le grand reporter : Thierry Machado ; Variétés : M.C. Solar.
 - 18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.25, le journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Téléfilm : Meurtre d'une créature de rêve.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.40 Magazine : La Marche du siècle. Pouvoir d'ingénierie : trente ans d'Amnasty.
 - 0.10 Courts métrages : Regards sur court. Rythmes et couleurs de Corfou, de J. Cuenot ; Les Fruits de la passion, de M. G. Traore.
 - 0.40 Musique : Carnet de notes. Trio d'Antibes (1^{re} mouvement), de Beethoven, par Cécilia Tsan, violoncelle, Jean-Louis Haguenauer, piano, et Alexis Galperine, violon.

- 20.00 Les Nuls... l'émission. Invité : Daniel Gelin.
 - 20.30 Cinéma dans les salles.
 - 21.00 Cinéma : Made in Heaven. ■■ Film américain d'Alan Rudolph (1987). Avec Timothy Hutton, Kelly McGillis, Marneen Stapleton (v.o.).
 - 22.35 Flash d'informations.
 - 22.45 Cinéma : Elvira, maîtresse des ténébreux. ■■ Film américain de James Signorelli (1988). Avec Cassandra Peterson, Edie McCurg, Pat Crawford-Brown.
 - 0.20 Cinéma : La Lit conjugale. ■■ Film italo-français de Marco Ferreri (1963). Avec Ugo Tognazzi, Marina Vlady, Walter Giller (v.o.).
 - 2.05 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- LA 5**
- 13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
 - 14.25 Série : Sur les lieux du crime.
 - 15.50 Série : 200 Dollars plus les frais.
 - 16.40 Yoplai ! Les vacances.
 - 17.45 Série : Cap danger.
 - 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
 - 19.05 Série : Kojak.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.45 Téléfilm : Un enfant diabolique.
 - 22.25 Divertissement : Guy Bedos fait son cirque d'hiver.
 - 23.40 Journal de la nuit.
 - 23.50 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Wize, dessinateur.
 - 23.55 Magazine : Ça vous regarde.
 - 0.55 Cas de divorce (rediff.).
 - 1.25 Corsaires et Filibustiers (rediff.).
- M 6**
- 13.40 Série : Dis-donc, papa.
 - 14.05 Téléfilm : La Course au bonheur.
 - 15.35 Variétés : Bleu, blanc, clip.
 - 16.45 Jeu : Zygomusic.
 - 17.15 Série : L'Homme de far.
 - 18.05 Série : Mission Impossible.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
 - 19.54 Six minutes d'informations.

- 20.00 Série : Cosby Show.
 - 20.35 Magazine : Mode 5.
 - 20.40 Téléfilm : Jalousies.
 - 22.15 Téléfilm : La Mort sous contrat.
 - 23.45 Six minutes d'informations.
 - 23.50 Sexy Clip.
 - 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 17.00 Série : Contes et légendes du Louvre.
 - 17.15 Documentaire : Harry Dickson.
 - 18.00 Magazine : Mégamix. Spécial Yougoslavie.
 - 19.00 Documentaire : Histoire parallèle.
 - 20.00 Documentaire : La Part du hasard.
 - 21.00 Documentaire : Eau-Gange.
 - 23.35 Cinéma : Une flamme dans mon cœur. ■■ Film franco-suisse d'Alain Tanner (1987).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Antipodes. De l'esclavage des Noirs à la guerre d'Algérie.
 - 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
 - 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Les souvenirs déterminants (Marcel Lecomte, écrivain surréaliste).
 - 22.40 Les nuits magnétiques. Avignon, scènes de nuit.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Autour de Jean Vilar.
 - 0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Discothèques privées. Edmonde Charles-Roux.
 - 21.30 Haïku.
 - 22.00 Concert (en direct du Festival de Montpellier) : Cippus ferat pour orchestre op. 72, de Schmitt ; Enverdur, monodrame pour soprano et orchestre en un acte op. 17, de Schoenberg ; Symphonie n° 4 en mi mineur op. 98, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Gwyneth Jones, soprano.
 - 0.07 Jazz. En direct de Montpellier, le trio Siegfried Kessler, Michel Marre, Michel Bachevellier.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5569

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Se fait mettre en pièces. - II. « Audace » en arabe. - III. « Audace » en arabe. - IV. Facile à dire. Victimes d'une élimination. - V. Quelque chose de choix. Finit par se faire vieux. - VI. Est fait de pierres. Changer « en douceur ». - VII. Mat dans le bain. Symbole chimique. - VIII. Est mangée par les racines. Film nippon. - IX. Échappe aux nuages. X. Ouvrage ancien. - XI. Revenir sur sa parole.

VERTICALEMENT

1. Homme de bonne conduite. Remplit des fosses. - 2. Bouche un trou. O'd l'on peut prendre le large. - 3. Lieu où l'on « fait » des tomates. Loin de la lumière. - 4. Se fait mettre à l'épreuve. Se conduisant comme des moutons. - 5. Artiste. Vit au ciel. - 6. Donne à boire. Pronom. - 7. Faire sortir. Sort souvent pris à la gorge. - 8. Pris du lit. Tern en mer Egée. - 9. Couperons éventuellement des côtes.

Solution du problème n° 5568

Horizontalement

I. Perancla. - II. Ruineuses. - III. Est. Ode. - IV. Sonnettes. - V. Est. Tir. - VI. Nô. Cocons. - VII. Tub. Cépée. - VIII. Aton. - IX. Bêler. Sar. - X. Es. Ré. - XI. Ecossais.

Verticalement

1. Présentable. - 2. Autoroute. - 3. Riens. Bolds. - 4. An. Né. - 5. Nématocères. - 6. Ou. Nice. Sa. - 7. Isotopes. - 8. Abde. No. Ars. - 9. Ses. Sers.

GUÏ BROUTY

Le président malgache a décrété l'état d'urgence

هكذا ام الأحم